



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Quatrième session - 32e Législature

Le mercredi 11 mai 1983

Vol. 27 - No 19

Président: M. Richard Guay

Table des matières

Affaires du jour	
Projet de loi no 8 - Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public	
Deuxième lecture	1031
M. Yves Bérubé	1031
M. Jean-Claude Rivest	1039
M. Michel Leduc	1047
Mme Thérèse Lavoie-Roux	1049
M. Pierre-Marc Johnson	1052
Affaires courantes	
Dépôt de documents	
Rapport annuel d'Hydro-Québec	1056
Pétition demandant la reconstruction de la route 116 entre Kingsey-Falls et Richmond	1056
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 11 - Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts	
Première lecture	1057
M. Jacques Parizeau	1057
Questions orales des députés	
Le déficit de Quebecair en 1982	1057
La taxe sur le carburant à l'aéroport de Mirabel	1059
Le glissement du Québec français vers l'anglais	1060
Les ententes Canada-Québec pour le développement économique	1062
Les problèmes des cercles d'amélioration du bétail désaffiliés	1064
Arrêt du transport en commun à Montréal	1066
Motions non annoncées	
Motion conjointe d'appui au Sommet québécois de la jeunesse	
M. Claude Dauphin	1067
M. Jean-Pierre Charbonneau	1068
M. Guy Bisaillon	1069
M. Claude Ryan	1070
Mise aux voix de la motion d'amendement et de la motion principale proposant que l'Assemblée réaffirme le droit du Québec à gérer son industrie des pêches maritimes et rejette le rapport Kirby	1070
Travaux des commissions	1072
Réponses aux questions inscrites au feuilletton	1072
Recours à l'article 34	1073
Affaires du jour	
Motion proposant que l'Assemblée dénonce la politique sucrière du gouvernement	
M. Claude Dubois	1074
M. Luc Tremblay	1080
M. Maximilien Polak	1081
M. Roger Paré	1083
M. Georges Vaillancourt	1085
M. Jean-Pierre Charbonneau	1086
Ajournerment	1088

Le mercredi 11 mai 1983

(Dix heures douze minutes)

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît!

Quelques instants de réflexion.

Veuillez prendre place.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Boucher: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 14 de notre feuillet.

Projet de loi no 8

Deuxième lecture

Le Vice-Président (M. Rancourt): Deuxième lecture du projet de loi no 8, Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982 et modifiant certaines conditions de travail dans le secteur public.

M. le président du Conseil du trésor et ministre délégué à la Réforme administrative.

M. Yves Bérubé

M. Bérubé: Merci, M. le Président. Permettez-moi d'abord, aux fins du journal des Débats et pour le bénéfice de nos concitoyens qui nous écoutent peut-être, de situer cette loi, qui est essentiellement de nature technique, dans le contexte plus général des négociations qui ont eu cours durant l'année qui vient de s'écouler.

Je vous rappellerais qu'en avril 1982 le gouvernement, à la suite d'un sommet qui avait regroupé à Québec des intervenants du monde des affaires, du monde syndical et des intervenants gouvernementaux, nous avions examiné en profondeur l'évolution de la situation économique mondiale, plus particulièrement canadienne, avec ses retombées sur la situation économique au Québec.

Nous avons pu, à cette occasion, faire ressortir: 1) l'accroissement rapide du chômage; 2) un ralentissement de la production de nos entreprises et, forcément, 3), un certain nombre de conséquences néfastes pour les équilibres budgétaires de la société québécoise. En effet, un nombre de plus en plus grand de nos concitoyens devaient avoir recours à l'aide sociale et plusieurs programmes - à titre d'exemples, les programmes de prêts et bourses - devaient déboursier des sommes beaucoup plus importantes du fait que beaucoup de nos jeunes préféraient rester à l'école, ce qui n'était certainement pas une mauvaise

décision, plutôt que de se retrouver sur le marché du travail sans emploi.

Je pourrais souligner la croissance des coûts à l'aide juridique, à l'assurance-maladie, un ensemble de programmes sociaux qui avaient comme commun dénominateur une clientèle gonflée par une crise économique qui pesait lourdement sur les finances de l'État. En même temps, du fait qu'un grand nombre de nos entreprises fermaient... Dois-je rappeler, par exemple, que dans le comté de Matane nous n'avons que bien peu d'entreprises. Si je prends l'ouest de mon comté, à Price, la seule scierie, la seule entreprise est fermée. Si je me déplace vers Matane, une des rares entreprises productrices de richesse, une autre scierie, Matabois, a été fermée. Je continue du côté de Cap-Chat, Sainte-Anne-des-Monts, seule industrie existante, une usine de sciage également fermée. Marsoui est également fermée. Je pourrais continuer et vous parler de Grande-Vallée, dans le comté de Gaspé, autre scierie fermée. Finalement, le fleuron de l'industrie gaspésienne à Murdochville n'emploie plus qu'à peu près le tiers des employés qu'on avait l'habitude d'engager, c'est-à-dire, un millier de travailleurs habitués à de hauts revenus se trouvant bénéficiaires de l'assurance-chômage.

Dans ces conditions et à partir simplement d'un exemple qui n'est pas particulier à cette région, qui s'est généralisé par tout le Québec, nous avons observé une diminution très rapide des revenus de l'État. Donc, d'un côté, baisse des revenus, et, de l'autre côté, une hausse des dépenses. Forcément, il y avait déséquilibre. Nous avons tenté par tous les moyens de réduire toutes les dépenses que l'on pouvait juger, je ne devrais pas dire superflues, car si les Québécois se les ont offertes par le passé, c'est qu'essentiellement ils y voyaient des avantages. On se plaint parfois de la bureaucratie, mais cette bureaucratie, ces fonctionnaires que nous devons engager, ils sont là pour administrer des règlements et ces règlements viennent de nos lois, directement. C'est donc cette Assemblée nationale qui, face à des problèmes vécus par la société, a voulu promouvoir le développement, protéger cette société contre certains abus et a donc introduit les lois dans le domaine de l'environnement, dans le domaine des relations du travail, dans le domaine du développement économique, dans tous les domaines sociaux que l'on puisse imaginer.

Ces règlements, ces programmes d'aide

ont fait gonfler l'appareil de l'État. Ce n'est pas un mal en soi. Lorsqu'on dit, par exemple, de 1970 à 1976, qu'il y a eu à peu près 80 000 nouveaux fonctionnaires, il faudrait ajouter à cela les cadres. On doit bien constater qu'effectivement s'est alourdi rapidement, au cours des années, un appareil de l'État. Nous ne nous sommes pas plaints dans la mesure où nous avions les moyens de nous l'offrir. En 1976, les Québécois payaient près de 15% de plus d'impôt que les Ontariens, en incluant taxes de toutes sortes, et les Québécois avaient toujours accepté de payer plus d'impôt que leurs concitoyens d'à côté pour pouvoir s'offrir des services qu'ils estimaient nécessaires. On peut présumer aussi qu'ils estimaient que leurs revenus étaient suffisants pour justifier qu'ils consacrent une part importante à des revenus de l'État pour leur permettre de s'assurer des services essentiels.

Toutefois, en période crise économique où il fallait faire des choix, nos concitoyens n'avaient pas le moyen de hausser l'effort qui leur était demandé et qui leur était demandé, d'ailleurs, bien avant 1976 puisqu'ils payaient 15% de plus d'impôt que les Ontariens. Mais ce que cela veut dire, c'est qu'ayant poussé à l'extrême limite le pouvoir de taxation il devenait difficile d'en demander davantage. D'ailleurs, de 1976 à 1980, on observera que l'effort fiscal demandé aux Québécois, qui était d'environ 15% supérieur - j'arrondis le chiffre - à celui de l'Ontario, avait baissé jusqu'à 8% au-dessus de celui de l'Ontario. En d'autres termes, tranquillement, nous réduisions le fardeau fiscal par comparaison avec ce qu'il y avait chez nos voisins, mais, à partir de 1981, tout cet effort s'en va à vau-l'eau dans la mesure où, face à la crise, il a fallu à nouveau ramener l'effort fiscal des Québécois au niveau antérieur de manière, justement, à permettre de faire le maximum pour répondre à ces besoins que la crise suscitait.

Or, M. le Président, cette hausse d'impôt de l'automne 1981 de taxe sur l'essence n'a pas été suffisante. Il fallait également réduire les dépenses et, pendant deux ans, nous aurons à examiner, programme par programme, pour voir là où, en fonction des besoins essentiels de la société québécoise, nous ne pourrions pas supprimer tel service, alléger le fardeau bureaucratique. Pour la première fois dans l'histoire du Québec, si j'examine le nombre d'employés du secteur public en ce moment et que je le compare avec ce qui prévalait en 1976, il y a présentement plus de 6000 employés du secteur public de moins, uniquement dans la fonction publique. Donc, nous avons réussi, effectivement à alléger.

(10 h 20)

On peut parler du poids de l'État, de la bureaucratie. On peut parler de l'excessive

réglementation, mais on peut aussi prendre les moyens pour corriger. Nous avons préféré moins en parler et agir et c'est ce qui a amené, de 1976 à nos jours, à alléger tranquillement l'appareil de l'État en ne remplaçant pas ceux qui partaient pour cause de retraite ou simplement par choix personnel, ayant trouvé un emploi ailleurs. En ne les remplaçant pas, nous avons donc, graduellement, ramené l'appareil de l'État à un niveau qui était davantage en ligne avec la capacité de payer de nos concitoyens. Et cet effort de compressions budgétaires a fait en sorte qu'aujourd'hui nous pouvons comparer notre réseau de soins de la santé au Québec avec celui de la Colombie britannique, avec celui de l'Ontario, avec celui des meilleurs États américains. Nous constatons qu'aujourd'hui, au Québec, nous ne faisons pas appel à plus de ressources pour donner les mêmes services que n'importe où ailleurs. Déjà, donc, on peut dire que, dans notre réseau des affaires sociales, si nous voulons comparer pour voir si nous gaspillons des ressources, des ressources que nous pourrions allouer ailleurs, comme mettre trop d'employés dans un hôpital, c'est se condamner à ne pas en mettre assez dans un CLSC ou ailleurs pour répondre à d'autres besoins. En examinant, service par service, il nous faut bien reconnaître, M. le Président, qu'aujourd'hui, dans le secteur des affaires sociales, nous pouvons sans rougir subir la comparaison, ce que nous ne pouvions pas faire avant. Reconnaissons qu'avant 1976, avant 1980, nous ne pouvions pas comparer nos réseaux de services publics avec ceux de nos voisins. Car, à chaque fois, la comparaison nous montrait que, pour faire le même travail, nous avions toujours 10% de plus de personnes. Est-ce que nos services étaient nettement meilleurs à cause de cela? Je n'en suis pas certain. C'est que l'organisation du travail, notre façon d'organiser nos services à nos concitoyens, favorisait un certain alourdissement de l'appareil bureaucratique, de l'appareil gouvernemental, souvent peut-être au détriment des services eux-mêmes.

Or, cet effort devait être demandé également dans le secteur de l'éducation où, il faut quand même le dire, en 1973, en Ontario, si on regarde, si on examine la charge d'enseignement, il y a, en moyenne, un professeur pour 21 élèves. Ce qui ne veut pas dire qu'il y a 21 élèves en classe; loin de là. Mais, cela veut dire que, si j'additionne tous les élèves en Ontario et que j'additionne le nombre de professeurs, en moyenne, j'ai un professeur pour 21 élèves. Au Québec, en 1973, c'était à peu près un pour 21 aussi. Donc, c'était comparable. Mais on constate que la convention de l'époque devait baisser ce nombre. En 1975, l'autre convention devait le baisser à nouveau, ce qui fait que, à la fin, on se retrouvait avec

un professeur pour 16 élèves au Québec. Donc, plus de professeurs dans nos écoles pour donner le même enseignement.

Certains diront que notre enseignement était de meilleure qualité, puisque cela permettait aux professeurs de mieux préparer leurs cours, de consacrer davantage de temps à leurs élèves. Mais, lorsque l'on écoute les critiques que nos concitoyens adressent à leur réseau, à leur système d'éducation, on ne semble pas conclure qu'il y a eu amélioration de l'éducation au Québec. Au contraire, on semble dénoncer systématiquement cette piètre qualité de l'éducation au Québec. Il faut donc se demander, dans la mesure où on a injecté des sommes considérables en augmentant de façon considérable le nombre d'éducateurs pour donner, pour dispenser l'enseignement à nos enfants, comment il se fait qu'il n'y ait pas eu d'augmentation concomitante de la qualité de l'enseignement. C'est peut-être, M. le Président, que l'on oublie parfois de poser la question suivante: Est-il évident qu'en améliorant la qualité de vie des employés dans une entreprise ou dans un quelconque service gouvernemental, automatiquement la qualité du service s'accroît? Or, à cela, il faut répondre non. Si on allège la tâche, il faut plus d'employés et si nous n'avons pas les ressources pour payer plus d'employés, nécessairement nous devons sacrifier les services. Et de fait, l'équation que l'on a faite entre la qualité des conditions de travail et la qualité des services n'est pas exacte. Très fréquemment c'est l'inverse. N'ayant pas les ressources parce que nous les gaspillons à un endroit, nous ne pouvons pas répondre ailleurs à d'autres besoins essentiels. Et, par conséquent, il y avait lieu de se poser un certain nombre de questions.

Cet effort pour réduire le poids de l'appareil de l'État, alléger la bureaucratie, demander de la part des employés du secteur public un effort qui soit comparable à ce qui est demandé ailleurs, cet ensemble de mesures s'est révélé insuffisant pour faire face à la crise.

Il fallait également examiner la rémunération et c'est ce qui se faisait qu'en avril 1982, devant l'effondrement de notre économie, devant un blocage systématique de la croissance des salaires au Québec, nous demandions aux employés du secteur public d'accepter de rouvrir la troisième année de la convention collective.

Je dois dire que lorsque j'examine la convention collective signée en 1979, nous n'avons pas beaucoup de reproches à nous faire. En fait, on juge la richesse d'une convention collective, sa générosité, en fonction essentiellement de deux paramètres. Est-ce que les augmentations de salaires que nous accordons aux employés se comparent avec ce que d'autres obtiennent autour? Et

si cela se compare, eh bien! on n'est pas généreux plus que les autres en tout cas. Si cela ne se compare pas, c'est à ce moment-là parce que nous sommes plus généreux que ceux qui nous entourent.

Donc, première question: Comment se comparent les augmentations de salaires versées ailleurs au sein de la société avec celles que vous versez? C'est sur cette base que vous pouvez décider si vous avez été ou non généreux dans vos augmentations de salaires.

La deuxième façon de mesurer, si vous allégez la tâche par des clauses normatives de vos employés, pour faire le même travail, c'est de demander si vous devrez engager davantage de personnel. C'est une condition absolument évidente. Si je demande à des employés de travailler 20 heures par semaine plutôt que 40 heures et que je dois toujours faire le même travail, je dois doubler le nombre de mes employés; c'est aussi simple que cela. Les clauses normatives des conventions collectives ont une incidence directe sur les coûts, soit sur le salaire global ou sur le nombre d'employés qu'il faut engager. La vérité, c'est que de 1979 à nos jours, il n'y a pas eu d'augmentation du nombre d'employés, mais une diminution. Si les conventions collectives avaient eu comme conséquence de forcer l'État à accroître le nombre de fonctionnaires, on l'aurait vu dans le nombre. Or, ce n'est pas le cas, ils ont diminué dans tous les secteurs. Donc, on doit tirer la conclusion que les clauses normatives négociées en 1979 n'étaient pas excessives.

On peut maintenant s'arrêter aux salaires. Les employés du secteur public, pour faire le même travail - je dis bien pour des emplois comparables - obtenaient 16% de plus en rémunération globale que leurs concitoyens du secteur privé, et pas n'importe quel employé du secteur privé, je parle de quelqu'un qui travaille dans une grande entreprise d'au moins 500 employés. Donc, je compare l'État, gros employeur, avec des entreprises elles-mêmes de forte taille. Je ne veux pas comparer les salaires payés par le gouvernement avec les salaires payés par une petite entreprise de trois employés. On sait que, dans ce cas, l'entreprise privée paie des salaires nettement plus bas. On tirerait la conclusion que le gouvernement paie trop cher. Nous nous comparons avec les grandes entreprises au Québec, de telle sorte que nous disons: Les gros employeurs doivent se comparer aux gros employeurs et les petits employeurs aux petits employeurs. C'est un principe fondamentalement sain.

Cette analyse nous montre qu'en 1979, à la fin de la convention signée en 1975, les employés du secteur public, pour faire le même travail, obtiennent environ 16% de plus que leurs concitoyens et concitoyennes du secteur privé. Je pense qu'on peut ne pas

avoir d'objection à ce que l'État soit la locomotive, montre le chemin à l'ensemble des entreprises du Québec, montre le chemin de l'amélioration des conditions de travail. Il ne faut jamais oublier cependant que pour payer de tels salaires il faut taxer, et ceci nous amène à taxer les gens qui gagnent moins cher que ceux pour qui on taxe. (10 h 30)

Là, il y a un problème d'équité. Est-il normal que des gens moins riches doivent payer plus d'impôt de manière à permettre à un groupe de se démarquer et de prendre une avance? Nous avons cru que non et, en 1979, si, à la fin de la convention que le gouvernement du Québec avait signée en 1975 - je vous rappellerai que ce n'est pas le gouvernement du Parti québécois qui l'avait signée - l'écart était de 16% en faveur du secteur public, les salaires, lorsqu'on comparait ceux du secteur public et ceux du secteur privé, montraient un écart de 13% l'année suivante et de 10% l'année d'après.

Donc, la dernière ronde de négociations avait effectivement amené un ralentissement de la montée des salaires dans le secteur public et permettait au secteur privé de le rejoindre, mais il faut reconnaître que nous n'avions pas prévu la crise de 1982; nous le reconnaissons. Cependant, en 1979, au moment où le Québec connaissait sa meilleure performance économique depuis de nombreuses années, que depuis trois ans le Québec connaissait une croissance économique supérieure à celle de l'Ontario, il faut reconnaître que bien peu de gens au Québec avaient prévu la crise économique de 1982, pas plus que nous n'avions prévu l'élection de M. Reagan et pas plus que nous n'avions prévu des politiques monétaristes pratiquées par la Banque fédérale américaine.

Donc, 1982 a marqué un ralentissement économique important et devait faire en sorte que nous devions demander aux employés du secteur public de se réaligner plus rapidement sur leurs collègues du secteur privé durement affectés par la crise économique.

Cette proposition de réouverture pour les six derniers mois de la convention, certains diront qu'elle n'a pas été rejetée comme telle par les syndicats. Ils diront qu'ils n'avaient pas accepté de suspendre l'augmentation - c'est indéniable - mais proposaient au gouvernement une négociation rapide laissant entrevoir que, si l'on arrivait à s'entendre avant décembre, eh bien, l'on pourrait, à partir de ce moment, examiner la nature de l'augmentation à verser. Mais il faut bien comprendre qu'à partir du moment où on avait donné une augmentation en juillet il était bien difficile, quelque part en octobre ou en novembre, même si on s'entendait, d'aller baisser, sur une base volontaire, les salaires des employés du

secteur public. C'est ce que nous avons souligné à ce moment-là.

Cependant, pour permettre une véritable négociation, nous avons répondu: Aucune objection à entreprendre une négociation rapide. Mais cette négociation rapide doit cependant protéger la société. Car nous avons le choix. Nous pouvions, à ce moment-là, annoncer une réouverture unilatérale des conventions collectives et ne pas verser l'augmentation, en présentant une loi à l'Assemblée nationale. C'est ce que le gouvernement fédéral devait, plus tard, décider de faire. C'est ce que le gouvernement de l'Ontario devait, également plus tard, décider de faire.

Je vous rappellerai que cette réflexion qui avait cours au Québec à l'époque se faisait dans un climat où il n'y avait pas de précédent. On pouvait lire d'ailleurs, dans l'ensemble des journaux du Québec, que, même en temps de crise, le gouvernement devait respecter les signatures données et le gouvernement se trouvait placé essentiellement dans la situation où il respectait intégralement les clauses des conventions collectives et attendait au 31 décembre, à la fin des conventions collectives, pour intervenir. Nous avons préféré agir de cette façon, donner toute la place à la négociation mais, cependant, bien indiquer à l'avance que, pour l'année budgétaire 1982-1983, il manquerait 641 000 000 \$ aux équilibres, que nous n'augmenterions pas le déficit en conséquence, que nous n'augmenterions pas les taxes en conséquence et que, par conséquent, quelle que soit notre façon d'arriver à une entente, nécessairement, la rémunération dans le secteur public diminuerait de 641 000 000 \$.

De fait, cette politique devait être appliquée aux médecins, qui ont dû accepter un gel total de leurs honoraires pendant une année, elle était appliquée aux cadres du gouvernement - comme on le sait, tous les cadres gagnant plus de 37 000 \$ ont vu leur salaire intégralement gelé - et nous avons entrepris la négociation, ayant adopté cette loi 70 qui prolongeait les conventions collectives en vigueur au 31 décembre, les prolongeait de trois mois, mais appliquait un niveau de salaire inférieur pour les trois mois subséquents de telle sorte que, globalement, nous pouvions faire l'économie que nous avons décidé de faire.

Nous sommes entrés dans ces négociations rapidement, plus rapidement - je pense que les journalistes l'ont noté - que par le passé. Nous devons également reconnaître que, du côté syndical, on a réellement recherché une voie négociée. Je le reconnais intégralement, toutes les conversations et discussions que j'ai pu avoir m'ont toujours permis de croire à une volonté très réelle d'un règlement négocié,

sauf à une centrale, à la CEQ, où, à aucun moment, nous n'avons été en mesure de déceler la moindre volonté de rechercher un compromis, sauf, soulignons-le, après le 26 janvier, lorsque les enseignants se sont retrouvés seuls en grève, où, pour la première fois, ils ont voulu discuter de possibilité de compromis. Antérieurement, il n'y a jamais eu le moindre déplacement de leur position initiale fondamentalement ancrée dans un statu quo des conditions qui prévalaient.

Il est devenu clair, en décembre, que nous ne pourrions nous entendre. Les centrales syndicales, dans leur ensemble, percevaient très clairement la crise. La base syndicale, qui vit sur le terrain, les employés d'hôpitaux, nos fonctionnaires ont des parents et des amis en chômage. Ils sont aussi conscients que n'importe qui d'une crise économique et de la nécessité de faire sa part. Je pense qu'également, au niveau des dirigeants syndicaux, il y avait aussi une perception très claire de la crise et de la nécessité de changer le type de négociations auxquelles on avait assisté dans le passé. Le virage était cependant dur à prendre. Il était trop rapide et il s'est également heurté, soulignons-le, à un appareil intermédiaire administratif syndical lequel, je dois dire, est caractéristique de tous les appareils administratifs où qu'on les retrouve. Chaque fois qu'il y a un changement de gouvernement et qu'un nouveau parti politique prend le pouvoir, il faut toujours plusieurs années avant que l'appareil gouvernemental transpose ses nouvelles valeurs dans une réalité administrative. C'est normal que quelqu'un qui est au douzième échelon dans un appareil ne soit pas rejoint instantanément. Le nouveau ministre doit discuter longuement avec son sous-ministre pour effectivement amener un changement d'approche et ce dernier doit discuter avec ses sous-ministres adjoints, avec ses directeurs généraux, ses directeurs, ses chefs de service, ainsi de suite.

Il faut des années avant qu'un appareil administratif réalise qu'il y a eu changement d'orientation. C'est ce qui fait souvent dire que l'appareil de l'État est lourd et lent à prendre des virages. Eh oui, reconnaissons-le. Mais tout appareil bureaucratique est ainsi fait. Reconnaissons aussi que les permanents syndicaux sont lents à réagir. Ils ne réalisent pas que leurs membres ont changé d'optique, que non seulement leurs membres, mais également leurs dirigeants ont changé, qu'il serait temps de changer d'approche. Ils ne le voient pas. Il faudra une pression assez longue et de la base et des dirigeants pour qu'éventuellement les permanents réalisent qu'il y a une nouvelle orientation donnée à leur centrale. On le constate au tohu-bohu qui caractérise à l'heure actuelle les débats au sein de certaines centrales. On constatera

qu'effectivement cette réflexion est en cours dans plusieurs de nos centrales. Il est clair qu'il fallait intervenir et la loi 105 est venue fixer les conditions de travail puisque, ayant entamé dès mars cette réflexion, au 31 décembre, si les gens n'avaient pas conclu, l'État devait intervenir et conclure. L'Assemblée nationale a joué ce rôle d'arbitre.
(10 h 40)

Nous l'avons fait par deux lois; la loi 70, la loi 105 fixant les conditions de travail. Comment l'avons-nous fait essentiellement? De la façon suivante: À partir des conventions collectives antérieures, celle de 1979, à partir d'ententes parafées aux tables de négociations, car faut-il le souligner, les négociations n'avaient pas achopé sur tout. Sur un très grand nombre de points, on avait convenu de modifications au texte des conventions passées. Donc, sur la base de ces ententes parafées et également sur la base de ce que le gouvernement demandait comme effort aux centrales syndicales, nous avons rédigé des textes de conventions collectives pour l'ensemble des employés du secteur public que nous devons déposer ici à l'Assemblée nationale en documents sessionnels pour que l'Assemblée nationale puisse en prendre connaissance. Évidemment, le Conseil des ministres n'était pas mandaté par l'Assemblée nationale pour décréter les conventions collectives. Il s'agissait donc d'un document sessionnel indiquant le type de conventions collectives que le gouvernement aimerait voir dans le secteur public. Par les lois 70 et 105, l'Assemblée nationale autorisait le président du Conseil du trésor à déposer une copie de ces documents sessionnels au bureau du commissaire du travail, au greffe, et ce geste du président avait comme conséquence d'en faire des conventions collectives. Voilà la décision de notre Parlement, prendre ces documents sessionnels, en faire des copies, les déposer au greffe du bureau du commissaire du travail et, par ce geste, décider que ces copies devenaient des conventions collectives. Pourquoi cette procédure? Tout simplement parce qu'il est très différent de légiférer par décret ou de légiférer par référence, comme nous l'avons fait. En déposant ces textes au bureau du commissaire du travail, employeur et employés, ministère de la Fonction publique, syndicats des fonctionnaires - il en va de même dans le réseau des affaires sociales - pouvaient s'asseoir à une table, décider de modifier une clause d'un commun accord et la changer. Ils n'avaient pas besoin de revenir à l'Assemblée nationale. Ce n'était donc pas une loi. Ces décrets, comme on les a appelés de façon erronée, ne faisaient pas partie comme tels de la loi. En effet, quand deux individus au Québec peuvent-ils décider de rédiger les lois sans

revenir au Parlement? Jamais. En d'autres termes, ces textes ou ces conventions collectives déposées au bureau du commissaire du travail pouvaient être interprétées par les arbitres, pouvaient être modifiées par les parties et, par conséquent, ne pouvaient être vues comme des lois adoptées par le Parlement, puisque si tel était le cas, s'il s'agissait de lois, il faudrait les faire amender par le Parlement. L'Assemblée nationale n'a pas non plus choisi de déléguer à l'Exécutif ou au gouvernement le pouvoir de décréter les conventions collectives. Non. La loi disait très bien que l'on devait prendre une copie des documents et les déposer au bureau du commissaire du travail. Le Conseil des ministres n'avait donc pas le pouvoir de modifier de tels décrets. Donc, il ne s'agissait pas de ce que l'on appelle de la législation déléguée.

Dans ces conditions, M. le Président, il nous apparaissait clair que nous pouvions déposer, comme nous le faisons régulièrement à l'Assemblée, des documents sessionnels qui n'avaient pas à être traduits dans les deux langues, d'autant plus que les documents sessionnels en question ne sont pas fondamentalement différents d'autres documents sessionnels que le gouvernement est appelé à déposer dans le cadre de ses lois et qui n'ont pas à être bilingues. Notre Parlement fait régulièrement référence à des documents existants. Notre Parlement pourrait décider que des normes ou des standards, conçus aux États-Unis, par exemple, s'appliqueraient au Québec. Et il fera référence à ces normes et à ces standards. Notre Parlement pourra, par exemple, faire référence au British North America Act dans ses propres lois et, s'il le fait, M. le Président, le British North America Act n'est pas traduit en français. C'est cela. Donc, M. le Président, notre Parlement peut faire référence à des documents qui n'ont pas été traduits et décider qu'ils s'imposent. De fait, à l'Assemblée nationale, nous n'avons pas discuté des documents sessionnels article par article. Le Conseil des ministres ne s'est pas vu déléguer le pouvoir de modifier des articles de ces documents sessionnels. En d'autres termes, il s'est agi d'une législation par référence à des documents dont tous les parlementaires pouvaient prendre connaissance. Mais, comme tel, on ne peut pas dire que le document sessionnel faisait intégralement partie de la loi.

M. le Président, c'est sur cette base que des conventions collectives n'avaient jamais été traduites par le passé, sauf dans le cas de syndicats représentant des employés anglophones, ce qui était normal. Donc, dans ce cas où nous déposons des textes de conventions collectives, nous n'avons pas jugé bon, à ce moment-là, de les traduire, car cela représentait une somme de travail considérable et inutile, puisque,

normalement, de tels textes ne sont pas traduits.

Essentiellement, M. le Président, ce que nous avons dû réaliser, c'est que deux juges de la Cour des sessions de la paix ont rejeté, au cours des dernières semaines, des plaintes qui étaient portées par le Procureur général, en vertu du Code du travail, pour avoir participé à une grève faite pendant la durée d'une convention collective prolongée ou rendue applicable par les lois 70 ou 105. Pour ces magistrats, essentiellement, les plaintes devaient être rejetées parce que la grève en cause, selon leur interprétation du droit, n'a pas été faite pendant la durée d'une convention collective valide. Cette conclusion d'invalidité résidait dans le fait que les documents sessionnels n'avaient pas été déposés dans les deux langues. Soulignons que l'une de ces décisions qui portait sur les contraventions à la loi 70 a été infirmée en appel par la Cour supérieure. Celle-ci a estimé que, malgré toute conclusion à laquelle on peut arriver sur la validité du dépôt des documents sessionnels où sont fixés les traitements des salariés, la grève du mois de janvier 1983 a été faite pendant la durée d'une convention collective au sens du Code du travail, car les conventions collectives du secteur public ont été valablement prolongées de trois mois par l'effet de la loi 70 dont le texte a été adopté en anglais et en français, conformément à l'article 133 de la constitution. Donc, essentiellement, le juge de la Cour supérieure, maintenant les plaintes dans le cas de la loi 70.

Nous avons la conviction que la cause est juste et fondée; qu'elle repose sur une interprétation trop large de l'article 133 qui ne sera pas confirmée par les tribunaux supérieurs... Toutefois, M. le Président, il faudra attendre un processus judiciaire long qui peut laisser en suspens, qui peut même faire en sorte qu'une décision finale des cours soit prise au moment où le Parlement ne siège pas. Nous sommes convaincus qu'en attendant les lois adoptées sont valides. En effet, l'un des principes fondamentaux de notre système juridique repose sur le fait que le Parlement est souverain et les lois que nous votons au Parlement sont présumées valides tant qu'un jugement définitif n'a pas été rendu.

(10 h 50)

On sait que certains juges avaient présumé de l'invalidité des lois de ce Parlement dans le cas de la nationalisation de la Société Asbestos et dans le cas de la loi 57. Toutefois, la Cour d'appel du Québec a très clairement établi le principe qui est fondamental dans la séparation des pouvoirs et sur lequel repose notre système parlementaire, que les lois adoptées par ce Parlement doivent être présumées valides tant et aussi longtemps qu'un jugement final n'en a pas décidé autrement.

Donc, sur cette base-là, au plan juridique, rien ne nous obligeait à agir maintenant, mais il fallait éviter toute équivoque en attendant les jugements définitifs. Aussi, avons-nous pris la décision, pour clarifier la situation, de déposer une copie anglaise des textes des documents sessionnels qui avaient été déposés ici à l'Assemblée nationale, de telle sorte que l'une et l'autre des copies puissent être examinées, puissent faire partie intégrante d'une loi que nous discutons aujourd'hui.

Il s'agit donc essentiellement d'une loi de nature technique qui vise, comme premier objectif, à enlever tout doute, quel qu'il soit. Quelle que soit la décision finale des cours supérieures, quant à la validité des lois que ce Parlement a adoptées, ce sera ou la première loi qui prévaudra ou celle-ci.

De plus, le présent projet de loi que nous discutons introduit un certain nombre d'améliorations. D'une part, en effet, M. le Président, les membres de l'Assemblée - je pense que la députée de L'Acadie l'avait soulevé dans une question qu'elle m'avait adressée en Chambre - avaient soulevé la question des employés à temps partiel. Rappelons que la loi 70, essentiellement, ajuste à la baisse les salaires des employés du secteur public pendant trois mois pour tenir compte de ce que les niveaux de salaire étaient effectivement trop élevés par rapport à ce qui était jugé normal et sain.

De plus, nous voulions ne pas demander le même effort à un salarié gagnant 15 000 \$ par année et à un salarié gagnant 30 000 \$ par année. Ce qui faisait qu'en pratique, pour le salarié de 16 000 \$, nous étions prêts à lui donner l'augmentation de salaire qui était prévue, mais que, pour celui qui gagnait 37 000 \$ et plus, nous estimions que nous pouvions geler son salaire, comme nous l'avons fait pour les cadres, les médecins. Par conséquent, l'effort demandé était différent suivant que vous étiez un plus haut salarié ou un salarié plus modeste.

Il était clair cependant - cela était bien évident - qu'un employé travaillant à temps partiel se retrouverait - posons l'hypothèse d'un employé à mi-temps - pourrait se retrouver à gagner 10 000 \$ par année parce que son salaire à temps plein devrait normalement être de 20 000 \$, donc, travaillant à mi-temps, il se trouve à gagner 10 000 \$ par année.

Gagnant 10 000 \$ à mi-temps, il gagnait donc moins que 16 000 \$, qui était le salaire inférieur que nous voulions protéger. Certains nous ont dit: Vous devriez le protéger lui aussi. Je dois vous avouer que, lorsque nous avons discuté de ce problème-là avec les dirigeants des centrales syndicales, nous n'avons rencontré que le scepticisme le plus complet, pour une raison que vous comprendrez facilement. Deux employés sont au travail, ils font exactement

la même tâche. Une de ces deux personnes a choisi de travailler à mi-temps, l'autre travaille à temps plein. Il est normal que les deux personnes gagnent le même salaire mais, cependant, si, partant du principe que l'employé qui travaille à mi-temps, on décide de le considérer comme étant un salarié à bas revenu, on doit à ce moment-là lui donner un taux horaire supérieur. Je ne vous cache pas que les centrales syndicales n'étaient pas particulièrement intéressées à cette violation du principe "à travail égal, salaire égal".

Toutefois, nous avons tenu compte - je dois reconnaître que l'argumentation de la députée de L'Acadie avait de la valeur - que dans la conjoncture actuelle, ceux qui travaillent à temps partiel ne le font peut-être pas de leur plein gré. Ils le font parce qu'il n'y a pas d'emploi à temps plein disponible. Souvent, c'est faute de choix qu'ils se retrouvent à temps partiel. À ce moment-là, il est possible que cette compression de salaire représente pour eux un effort proportionnellement plus grand faute de revenus additionnels ailleurs. C'est possible que ça se produise, mais pas toujours, cependant, de façon évidente.

Beaucoup de nos employés ont choisi de travailler à temps partiel parce que ça fait leur affaire. Vous avez de plus en plus de couples dont les deux travaillent et qui choisissent tous les deux de travailler à temps partiel. On voyait tout récemment dans un colloque fort intéressant à la FTQ qu'à l'heure actuelle la réflexion porte sur ce temps partagé. Étant donné que le nombre d'emplois diminue, ne serait-il pas approprié de réduire la semaine de travail de manière à faire travailler davantage de personnes plutôt que de garder la moitié des gens au travail et de devoir les taxer pour pouvoir payer de l'aide sociale à ceux qui ne peuvent pas travailler? En définitive, c'est exactement ce qui se produit. Il faut taxer les travailleurs pour permettre à ceux qui ne travaillent pas de vivre, de ne pas crever de faim. À ce moment-là, on peut s'interroger à savoir s'il n'est pas plus logique que tout le monde accepte de travailler à temps partiel - et ne soit pas taxé pour payer des gens qui n'ont pas d'emplois - et de partager l'emploi. Voilà un raisonnement qui m'apparaît fort logique, certainement valable et pouvant être discuté.

Or, il y a beaucoup de nos employés qui ont choisi de travailler à temps partiel pour ces raisons. En pareil cas, devait-on les faire bénéficier d'un privilège particulier? C'est sujet de débat. Nous devons cependant nous ranger à cette opinion qui prévalait que, dans la conjoncture actuelle, un bon nombre d'employés étaient engagés à temps partiel parce qu'ils ne pouvaient faire autrement et que, par conséquent, il y avait lieu de leur faciliter la tâche. Aussi avons-

nous décidé de bonifier et de faire en sorte que la récupération prévue à la loi 70 soit annulée chaque fois que le salaire moyen de l'année est inférieur à 16 000 \$. Donc, pour à peu près 4000 \$ sur la période de trois mois en question.

Nous mettons cependant un plafond de 13 \$ l'heure à ce niveau de rémunération. Je ne vous cache pas que notre objectif était de ne pas couvrir un grand nombre d'employés qui travaillent un certain nombre d'heures, mais qui ne peuvent pas être considérés comme de petits salariés. Lorsque vous gagnez 13 \$ l'heure et plus, on ne peut pas vous considérer comme un petit salarié. Un chargé de cours qui fait de l'enseignement à l'université ou dans un cégep à l'éducation des adultes ne peut pas être considéré comme un petit salarié. Très fréquemment, il a un autre emploi et il ne fait que consacrer un certain nombre d'heures à son travail. Par conséquent, nous ne voulions pas couvrir ce type d'employé. C'est la raison pour laquelle nous avons mis un plafond de 13 \$ l'heure. Soulignons qu'il s'agit essentiellement d'étendre à l'ensemble des employés du secteur public une entente qui avait prévalu aux tables de négociation avec les infirmières.

Je dois souligner aussi que nous introduisons un certain nombre de corrections d'écriture dans le texte des documents sessionnels qui avaient été déposés. En général, ces corrections touchent surtout le secteur des affaires sociales où on observe un très grand nombre de textes différents de conventions collectives et où il n'est pas étonnant de découvrir des références inexactes ou des références parfaites. Il y a parfois des omissions de mots ou de titres, la rédaction est parfois boiteuse et empêche une compréhension claire de l'article. En d'autres termes, il y a un certain nombre de corrections qui permettront une lecture plus facile des conventions collectives.

Il y en a davantage dans le réseau des affaires sociales dans la mesure où, à la Fédération des affaires sociales, on a choisi de ne pas conclure d'entente, alors qu'il semble bien en ce moment qu'on est à conclure des ententes dans à peu près tous les secteurs. Lorsqu'on s'assoit à la table et qu'on examine les textes, évidemment, on s'entend immédiatement entre les parties pour corriger les phrases boiteuses et on n'a pas à revenir à l'Assemblée nationale pour les faire approuver puisqu'il ne s'agit pas de décrets gouvernementaux, mais il s'agit bel et bien de conventions collectives qui peuvent être amendées par les parties n'importe quand.
(11 heures)

Soulignons aussi qu'il y a deux nouveaux décrets qui vont s'appliquer à des organismes qui n'existaient pas. En fait, la Fédération des centres locaux de services

communautaires n'existait pas au moment de la présentation de la loi no 105, c'est-à-dire en date du 29 novembre 1982. Également, soulignons qu'il y a un employeur, le Service de réadaptation sociale Inc., et son syndicat, à qui les décrets ne pouvaient s'appliquer, même si l'organisme s'était vu reconnaître le statut en vertu de la loi no 55 régissant les négociations dans le secteur public; ils n'avaient pas été nommément cités dans le texte de la loi. Les documents sessionnels et les conventions collectives que nous pouvions ultérieurement déposer ne pouvaient s'appliquer à eux. Donc, nous les intégrons.

Soulignons, enfin, que, dans le cas de l'enseignement collégial, nous introduisons dans les documents sessionnels un certain nombre de modifications à la suite de la commission parlementaire qui a suivi, d'ailleurs, des discussions intensives entre les différents partenaires gouvernementaux.

Il est peut-être important que je souligne ici que le processus d'élaboration des mandats s'est fait essentiellement, au cours de l'été de 1982, de concert avec nos partenaires. Évidemment, tout au long de la négociation, ils ont participé à la discussion. Toutefois, dans les derniers milles, comme on dit, dans les longues nuits de règlement, il est clair qu'à un moment donné, il faut un centre opérationnel de prise de décision beaucoup plus rapide et on ne peut s'engager dans une longue concertation avec tous les partenaires qui prend nécessairement des semaines lorsqu'il faut avoir une décision rapide.

Par conséquent, il était clair que, vers la fin, lorsque le gouvernement a pris la décision finale concernant le contenu des conventions collectives, la consultation n'a pas été aussi intensive qu'elle aurait pu l'être dans les périodes antérieures. Cela explique qu'en janvier, effectivement, des rencontres entre les parties patronales, c'est-à-dire les commissions scolaires, les collèges et le gouvernement, ont conduit à un réexamen des décrets pour suggérer au gouvernement de maintenir les mêmes objectifs d'accroissement de productivité, mais, toutefois, de les introduire plus graduellement de manière que les administrations des commissions scolaires et des collèges puissent plus facilement s'ajuster.

Je dois souligner que ce n'était pas unanime, puisque plusieurs dirigeants de commissions scolaires sont venus nous expliquer qu'au contraire, si l'objectif était un accroissement de productivité de 15%, eh bien, on était aussi bien de commencer dès la première année plutôt que de devoir, trois années de suite, la première fois, s'ajuster de 5%; la deuxième fois, d'un autre 5% et, la troisième fois, d'un autre 5%. Donc, pour un certain nombre de dirigeants, d'administrateurs, on pensait que si l'effort

devait être fait, c'était aussi bien de le faire instantanément. De toute façon, c'est là qu'on devrait arriver. Ils estimaient que c'était aussi simple de le faire directement.

Par contre, d'autres ont pensé que c'était possible de le faire progressivement. Dans la mesure où, en janvier 1983, lors d'une rencontre au sommet des centrales syndicales, comme gouvernement, nous avons déposé des propositions d'amélioration du contenu des décrets dans le cadre d'un effort ultime pour en arriver à un règlement négocié, comme à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire, on pouvait soit accepter la proposition que nous avons faite en janvier ou, au contraire, s'entendre sur une formule plus progressive d'introduction des nouvelles conditions de travail, nous avons choisi l'approche sur laquelle nous nous étions mis d'accord avec nos partenaires, puisque la première proposition de janvier n'avait, finalement, pas été entérinée. Ceci explique pourquoi on trouvera au niveau collégial une introduction plus progressive de l'application des décrets pour faciliter la tâche des administrateurs et permettre une adaptation progressive des enseignants dans le secteur.

Je termine, M. le Président, en soulignant un article important, l'article 19 du présent projet de loi, qui autorise de telles ententes non pas que les conventions collectives, à l'heure actuelle, ne peuvent pas être modifiées par les parties, elles le peuvent toutes sans devoir revenir à l'Assemblée nationale, mais les clauses contenues dans les décrets ou dans les conventions collectives à l'éducation, qui ont été reconduites des conventions collectives antérieures, contiennent une clause en vertu de laquelle toute entente ultérieure, en cours de convention, doit être soumise aux autorités locales pour être ratifiée. Cela voudrait donc dire que, si nous voulons nous entendre, à la suite, par exemple, de la présentation d'un rapport de conciliation, avec les syndicats d'enseignants sur de nouvelles conventions collectives, il faudrait nécessairement retourner voir chaque commission scolaire ou chaque collège pour faire entériner ce rapport de conciliation. C'est ce processus lourd, lent que nous avons voulu éviter par l'article 19 et faire en sorte qu'à partir du moment où les parties se sont entendues autour d'un rapport de conciliation, comme il semble bien que ce sera le cas, éventuellement, dans le secteur collégial, comme cela a été le cas intégralement dans les secteurs primaire et secondaire, dans la mesure où nous nous entendons sur un texte de convention collective, à ce moment-là, l'article 19 de la loi fera en sorte qu'il s'appliquera dans l'ensemble du réseau sans devoir être entériné par chaque commission scolaire locale, tel que l'exigerait, par exemple, l'article 9.4 de la convention collective des enseignants; au collégial, je ne

pourrais pas vous citer le numéro, mais il existe un article assez semblable.

Donc, le présent projet de loi permet de bonifier le contenu des décrets, il permet d'éliminer toute discussion de nature juridique pouvant entourer les conditions de travail des employés du secteur public et fera en sorte qu'on puisse maintenir un climat, somme toute, satisfaisant à l'intérieur des institutions du secteur public et que nous puissions donner à nos enfants, donner à nos malades, donner à nos concitoyens les services auxquels ils sont en droit de s'attendre. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Jean-Talon.

M. Jean-Claude Rivest

M. Rivest: Le projet de loi no 8 est manifestement, nous l'espérons tous, le dernier appel que le gouvernement fait à l'Assemblée nationale pour intervenir dans une ronde de négociations qui n'a certainement pas été à l'honneur de la gestion, de la vision et du sens des responsabilités du gouvernement du Parti québécois. En effet, cette ronde, on se rappelle, a donné lieu à l'adoption de la loi 70, loi qui avait pour effet, à toutes fins utiles, de renier la signature librement accordée par le gouvernement, signature qu'il avait apposée sur des conventions collectives librement négociées entre le gouvernement et l'État, la loi 105 qui, comme on le sait, imposait les décrets et la fameuse loi 111 dont le ministre, dans son intervention, n'a pas dit un mot. Je pense que nous pourrions lui demander, compte tenu des conséquences malheureusement permanentes qu'aura sur l'évolution des secteurs public et parapublic cette série de lois autoritaires et unilatérales, que le gouvernement pose au moins un geste symbolique en demandant à l'Assemblée nationale d'abroger les dispositions de la loi 111, qui, tout le monde l'a remarqué, constituait sans doute, dans toute l'histoire des relations du travail au Canada, l'une des lois les plus arbitraires, l'une des lois les plus autoritaires et l'une des lois les plus injustes qu'un Parlement ait eu à adopter.

Pour cette série, cette séquence de lois, bien sûr, le gouvernement a justifié son attitude par la crise économique internationale qui frappait le Québec, comme n'importe quelle autre société, mais la question que nous avons à maintes reprises posée à cet égard demeure entière: Comment se fait-il qu'il n'y a qu'au Québec qu'un gouvernement ait dû procéder de la sorte? Comment se fait-il qu'à l'intérieur des provinces canadiennes, au niveau du gouvernement fédéral, aux États-Unis, en France, en Angleterre, toutes ces sociétés

qui ont du faire face, et qui le font encore en ce moment, aux mêmes contraintes économiques n'ont pas eu à adopter des lois comme la loi 70, comme la loi 105 et comme la loi 111?

(11 h 10)

Je pense que la réponse à cette question est bien simple; dans tout ce qui nous est arrivé, dans tout ce qui est arrivé aux employés des secteurs public et parapublic, il y a eu et il y a une très lourde responsabilité qui incombe au gouvernement du Parti québécois, et il me semble que les porte-parole de ce gouvernement devraient au moins avoir le minimum d'honnêteté et de franchise de le reconnaître. Il y a une responsabilité fondamentale au niveau de la gestion du Parti québécois, au niveau de son imprévoyance et au niveau des mesures in extremis et combien brutales qu'il a dû adopter.

Cette loi 8 se réfère, bien sûr, une autre fois à une autre loi que le gouvernement est obligé d'adopter parce qu'il n'a pas su prendre les précautions nécessaires au niveau du respect, de la légalité, de la constitutionnalité de ses lois. Pour un gouvernement qui a passé des mois et des mois à faire des appels au respect de la loi, je pense que, quelles que soient les orientations constitutionnelles de ce gouvernement, il devrait au moins commencer par donner l'exemple et, lorsqu'il invite l'Assemblée nationale à adopter une loi, il devrait avoir le minimum de décence et le minimum de prudence de s'assurer de la constitutionnalité des gestes législatifs qu'il pose. Il devrait lui-même respecter l'ordre constitutionnel canadien, respecter les lois telles qu'elles sont. Cela nous éviterait d'avoir recours à ces lois - je ne sais plus combien maintenant on a adopté de ces lois - dites remédiatrices, c'est-à-dire qui corrigent l'imprévoyance législative du gouvernement.

La deuxième partie de ce projet de loi se réfère aux ententes qui ont été négociées et conclues à la suite des décrets et, en particulier, comme l'a signalé le ministre en se référant aux propos de ma collègue, la députée de L'Acadie, au sujet du temps partiel et à une série de technicités également quant à l'application présente ou future des décrets gouvernementaux. Sur le fond des choses, je pense qu'il est peut-être important, à ce moment-ci, de faire le point sur cet épisode combien malheureux que la société québécoise a connu. Je pense qu'une chose qu'autant les employés du secteur public que du secteur privé, à peu près tous les observateurs ont signalée, c'est qu'il y a eu dans l'attitude du gouvernement, face à toutes ces difficultés que la société québécoise a connues depuis le mois de juin, au cours de l'été, l'automne dernier et au

cours de l'hiver, une responsabilité fondamentale de la part du gouvernement du Parti québécois.

Cette responsabilité est engagée à double titre. La première responsabilité, c'est celle pour le gouvernement du Parti québécois, qui est quand même en place depuis six ans, de n'avoir strictement rien fait pour améliorer, modifier et faire évoluer le régime de la négociation dans lequel l'État et les syndicats, dans les secteurs public et parapublic, étaient engagés. Il me semble que, dans cette inaction que le gouvernement a entretenue pendant près de six ans, il y a une attitude d'imprévoyance et d'irresponsabilité dont le gouvernement doit porter les conséquences. Il est absolument inconcevable que, compte tenu de l'expérience qu'avait connue la société québécoise dans le domaine de la négociation dans les secteurs public et parapublic, expérience qui, on le sait, remonte à 1964, des grèves dans les hôpitaux en 1968, des grèves en 1972, des grèves en 1976, des grèves en 1979, on n'ait rien fait pour changer le régime de la négociation. Devant, cet affrontement absolument stérile et combien douloureux pour la société entre l'appareil de l'État et les appareils syndicaux, devant la crise sociale qui en était résultée à chacune des rondes de négociations, il est absolument inconcevable que le gouvernement en place n'ait pas, dès 1979 - cela faisait trois ans que le gouvernement du Parti québécois était là - et encore plus lors de cette ronde de 1982, il est inconvenable, dis-je, que ce gouvernement, que le premier ministre, que le Conseil des ministres, que le Parti québécois n'aient strictement rien fait pour essayer de changer le régime de la négociation dans les secteurs public et parapublic.

Cette responsabilité du gouvernement, elle ne peut en aucune façon être écartée en invoquant la crise économique internationale. Il y a là une responsabilité de gouvernement et les gens, autant les employés des secteurs public et parapublic que les bénéficiaires des services de santé, des services de l'éducation et des services publics en général qui ont été privés de ces services au moment des grèves et des débrayages que l'on a connus, à bon droit, avaient raison de pointer le gouvernement et de lui poser la question suivante: Comment se fait-il que vous n'avez strictement rien fait pour vous intéresser à ce problème, préoccupé sans doute comme vous l'étiez en 1979 de ne pas changer ou modifier le régime de négociation à cause des échéances référendaires ou électorales qui arrivaient? Il n'y a pas d'autre raison, M. le Président, que celle d'un opportunisme électoral ou référendaire qui a expliqué et qui peut expliquer l'inaction du gouvernement au titre de la modification du régime de

négociation.

La deuxième responsabilité est tout aussi évidente. Le ministre a beau répéter, ce matin, qu'il y a le problème de la crise économique internationale - et dans la mesure, comme je l'évoquais au début de mes remarques, qu'il n'y a que le gouvernement du Québec qui a dû procéder par les lois 70, 105 et 111 - cette crise économique internationale n'explique pas et ne peut pas expliquer à elle seule l'impasse sociale dans laquelle le Québec a été plongé lors de cette ronde de négociations de 1982-1983. Il y a manifestement, à cet égard également, une responsabilité du gouvernement et cette responsabilité se situe au niveau de la gestion des fonds publics, c'est-à-dire de l'administration du Parti québécois. Si le gouvernement a invoqué l'impasse dans laquelle se trouvaient les finances publiques du Québec pour procéder de la manière dont il a procédé, je pense qu'il y a des questions extrêmement sérieuses et extrêmement pertinentes qui doivent être posées sur les choix budgétaires que ce gouvernement a imposés à la société québécoise depuis 1976.

Donc, à l'arrière-plan de ce dernier - espérons-le - projet de loi à propos de la ronde de négociations dans les secteurs public et parapublic, il y a une responsabilité fondamentale du gouvernement et ce, à double titre: son inaction au niveau de la modification du régime de négociation, et son imprévoyance et les déficiences très graves de sa gestion financière illustrées d'une façon combien éloquent par l'accumulation des déficits, par la perte de crédibilité de la cote financière du gouvernement, toutes ces questions budgétaires que tout le monde connaît et dont le gouvernement est responsable, de l'aveu même du ministre des Finances qui, hier soir, avouait à plusieurs égards les erreurs qu'il avait commises au niveau de la gestion financière. Mais il faut bien comprendre que cette double responsabilité du gouvernement, au niveau de la non-modification du régime de négociation ainsi qu'au niveau de la gestion, il y a des employés ou des travailleurs des secteurs public et parapublic - 300 000 personnes - qui en ont fait les frais d'une façon brutale et combien injuste. Il y a aussi l'ensemble des travailleurs du secteur privé - l'ensemble des Québécois - qui en supportent également les conséquences. Nous aimerions bien que le gouvernement, s'il ne peut pas avoir le courage, la lucidité et le sens des responsabilités d'admettre la responsabilité qu'il a dans ce genre de choses, qu'il en soit au moins conscient et qu'il modifie à l'avenir ses attitudes. Je pense que c'est ce que nous pouvons au moins lui demander.

En deuxième lieu, il faut évoquer à l'occasion de ce projet de loi les tristes

résultats que l'incurie du gouvernement a causés et a entraînés pour l'ensemble de la société. Il en est un que je me permets d'évoquer le premier: l'utilisation que le gouvernement a faite au cours de cette période de négociations de l'Assemblée nationale en tant que telle. On sait que dans les discours du premier ministre et dans les discours ministériels, on a toujours de très belles phrases pour la protection et la valorisation de l'institution de l'Assemblée nationale, mais quand un gouvernement force l'Assemblée nationale à adopter à la vapeur des lois extrêmement complexes et des décrets extrêmement volumineux sans lui donner le temps d'intervenir, en recourant constamment à des mesures d'urgence, à des lois qui enlevaient à l'Assemblée nationale des prérogatives, je me demande bien s'il y a une correspondance entre les discours ministériels et les actes du gouvernement en ce qui concerne le rôle de l'Assemblée nationale dans une situation de conflit, dans les situations de tension sociale que l'on a connues dans cette ronde de négociations. (11 h 20)

Il y a eu, de la part du gouvernement, des attitudes et des gestes qui ont contribué à dévaloriser l'institution même de l'Assemblée nationale. Pour l'avenir, je pense que le gouvernement devrait réfléchir aux conséquences sur nos institutions politiques. Le deuxième résultat net de cette attitude du gouvernement, c'est, bien sûr - et simplement en les évoquant, on en mesure toute l'ampleur - les tensions sociales que le Québec a connues pendant des semaines et des mois, tensions sociales que le Québec a encore une fois connues à l'occasion de cette ronde de négociations. Il y a des gens, des bénéficiaires de services de santé et de services sociaux, en particulier, qui, encore une fois, ont payé pour cet affrontement stérile entre les machines gouvernementale et syndicale. La société québécoise, sur le plan interne, a été en quelque sorte déstabilisée. Les ministres et le gouvernement n'avaient d'yeux et d'oreilles que pour cette question des négociations dans les secteurs public et parapublic, laissant en plan les autres questions. Car c'était, encore une fois, un affrontement brutal.

Et sur le plan externe, M. le Président - souvent on ne le souligne pas assez - il y a des gens, en particulier dans le domaine économique, qui regardent le Québec - à l'extérieur du Québec, à l'intérieur du Canada, ou aux États-Unis - et qui ont vu, encore une fois, que cette société québécoise ne semblait pas, à cause, je pense, des attitudes que le gouvernement a adoptées, avoir atteint un degré de maturité suffisamment profond pour passer à travers cette crise sociale générée par la négociation et le renouvellement des conventions collectives dans les secteurs public et

parapublic. Donc, dévalorisation de l'institution de l'Assemblée nationale. On a encore connu des tensions sociales extrêmement pénibles.

Il y a eu, en troisième lieu, un discours ministériel dont on doit se rappeler. Un discours ministériel qui a consisté, d'une façon systématique depuis le mois de juin, à dévaloriser le rôle des employés des secteurs public et parapublic. Le ministre parlait tantôt des establishments ou des organisations syndicales avec la base, des employés de la base. Le simple travailleur, la simple travailleuse, dans le domaine des secteurs public et parapublic, a encore en tête les discours que son ministre, que les ministres, que le premier ministre, ont tenus publiquement pour faire croire aux autres Québécois et Québécoises que les employés des secteurs public et parapublic étaient des employés qui n'avaient pas le sens des responsabilités, qu'ils étaient des employés gâtés et choyés dans notre société. M. le Président, il y a eu là, sur le plan du rôle de la fonction publique, dans une société comme le Québec, des attitudes de la part du gouvernement qui vont être lourdes de conséquences pour l'avenir, parce qu'il y a des gens qui ont été humiliés, littéralement humiliés par le discours que certains porte-parole gouvernementaux ont tenu à leur égard. Et cela, ce n'est pas bon et ce ne peut pas être bon quand on a à coeur l'amélioration de la qualité des services publics et parapublics.

Quatrièmement, au sujet de cette qualité des services publics, compte tenu de cette dévalorisation que le discours gouvernemental a fait porter sur les employés des secteurs public et parapublic, compte tenu également que cette ronde de négociations est survenue après des coupures souvent brutales et aveugles, selon l'expression même, je pense, du président du Conseil du trésor, il y a actuellement au Québec un problème majeur au niveau du maintien de la qualité des services publics offerts à l'ensemble de nos concitoyens. Cette qualité des services publics, quand les conditions de travail des employés des secteurs public et parapublic sont fixées unilatéralement par décret, est sérieusement mise en cause. Et il va être très difficile pour l'ensemble des ministres de vivre avec une telle situation tellement perçue et tellement vécue par ceux-là qui sont les premiers fournisseurs des services publics au Québec. Souvent on pense que les ministres, les sous-ministres, les directeurs d'un ministère sont des gens sans doute très importants au niveau de l'ensemble des ministères qui fournissent les biens et les services publics à l'ensemble de la population. Mais, il ne faut jamais oublier que la mesure réelle de la qualité d'un service, surtout dans le domaine de

l'éducation et des services de santé et des services sociaux, ce sont des individus, de simples travailleurs et travailleuses qui sont motivés pour agir d'une façon professionnelle, d'une façon humaine. C'est là souvent que se situe la qualité du service offert.

Quand un gouvernement a des attitudes presque de mépris à certains égards ou une attitude qui a pour objet de dévaloriser la fonction d'un simple fonctionnaire à un comptoir d'un ministère, à ce moment-là les ministres auront beau faire les plus beaux discours, élaborer les plus beaux programmes pour améliorer la qualité des services publics, il y a là une hypothèque très lourde à porter surtout que c'est souvent accompagné d'un alourdissement de la tâche conséquente aux décrets et aux attitudes imposées par le gouvernement et, en particulier dans le domaine des hôpitaux - et ma collègue la députée de L'Acadie pourra en reparler - de coupures. Cela, plusieurs porte-parole, dans le domaine des services de santé et des services sociaux, l'ont exprimé publiquement.

Enfin, M. le Président, il y a le plan syndical également. J'ai eu l'occasion de participer l'automne dernier à une rencontre avec des enseignants ici dans la région de Québec. Le syndicalisme devra lui aussi se poser des questions absolument fondamentales à la suite de cette ronde de négociations. Une des choses qui m'avaient frappé lors de cette réunion, je pense que vous y étiez comme moi, M. le Président, les porte-parole des travailleurs et des enseignants qui s'adressaient à des porte-parole et à des représentants du gouvernement pour dire leurs frustrations face à l'attitude du gouvernement, les trois quarts de leurs questions, de leurs arguments touchaient à la gestion même, soulevaient des points de mauvaise gestion ou d'imprévoyance de la gestion gouvernementale.

Je me dis que le syndicalisme devrait réapprendre à avoir constamment à l'oeil le gouvernement. Je sais qu'il y a eu dans le passé, et tout le monde le sait, entre le gouvernement actuel et le milieu syndical, une familiarité au sujet des grandes orientations de l'avenir du Québec, particulièrement dans le domaine constitutionnel. À cause de l'épisode référendaire, il y a eu une très grande réserve du mouvement syndical à critiquer, juger, analyser et exprimer son point de vue face aux gestes du gouvernement. Si bien que, le gouvernement du Parti québécois, accumulant les erreurs de gestion, les imprévoyances, les mauvais choix budgétaires, le mouvement syndical n'a, à toutes fins utiles, pas participé au débat pour alerter l'opinion publique sur la mauvaise gestion du Parti québécois.

Je pense que le mouvement syndical aura d'autant mieux appris qu'il a été

littéralement coincé avec l'argument présenté par les gens du gouvernement, que le gouvernement n'avait pas d'argent à mettre sur la table pour payer les fonctionnaires. Ayant à défendre les travailleurs, il a été au fond quasiment pris par surprise par l'argument gouvernemental et il a dû, en cours de négociation, élaborer un tout nouveau discours syndical qui avait finalement comme objet de critiquer la gestion du gouvernement parce que là était le problème.

J'invite les centrales syndicales, quelles que soient les sympathies ou les antipathies politiques qu'elles puissent avoir avec un ou l'autre des gouvernements, à comprendre que leur rôle dans la société n'est pas simplement de négocier, surtout quand il s'agit des secteurs public et parapublic, des conditions de travail pour leurs employés, mais également de participer aux débats publics. Tout ceux là qui ne font pas partie du gouvernement, fussent-ils ici membres de l'Opposition - bien sûr c'est notre métier de tous les jours - mais également des milieux syndicaux, des milieux universitaires, de la presse, etc., doivent avoir - et cela fait partie de la vie d'une société démocratique - constamment tout gouvernement à l'oeil pour le presser de prendre ses responsabilités dans chacun des domaines. Je pense que ce que nous avons vécu à cet égard est extrêmement révélateur.

(11 h 30)

Donc, M. le Président, voyons le résultat net de ce que nous avons connu. Une dévalorisation de l'Assemblée nationale, encore des tensions sociales extrêmement graves, une détérioration certaine de la qualité des services publics et parapublics et un appel pressant au mouvement syndical d'exercer en face du gouvernement du Parti québécois l'attitude critique qu'un mouvement syndical doit avoir face à n'importe quel gouvernement.

Il y a eu également - aujourd'hui, au lendemain du discours sur le budget, Dieu sait qu'on le réalise d'une façon encore plus évidente - une argumentation gouvernementale piégée dans toute cette négociation des secteurs public et parapublic. On devait - on se rappelle le discours - couper les employés des secteurs public et parapublic pour dégager pour le budget, pour la présente année, pour faire face à la crise, des marges de manoeuvre visant à relancer l'économie du Québec. Je voyais ce matin un commentaire du président de la CSN, M. Corriveau, qui disait, je pense que c'étaient ses termes: Le gouvernement a trompé non seulement les employés du secteur public, mais l'ensemble des travailleurs du secteur privé quand il a dit que son attitude brutale à l'endroit des employés des secteurs public et parapublic était pour aider les travailleurs du secteur privé à se trouver un emploi.

Lisez les journaux de ce matin, à la suite du discours sur le budget du ministre des Finances. Tous les éditorialistes et les commentateurs, en tout cas tous ceux que j'ai lus, soulignent la très grande faiblesse et la très grande pauvreté des mesures budgétaires du ministre des Finances au niveau de la création d'emplois. Or, on se rappelle que, tout au long de la négociation dans les secteurs public et parapublic, le discours gouvernemental n'a consisté qu'à dire: Nous prenons dans les poches des employés du secteur public pour en donner aux travailleurs du secteur privé qui sont en chômage. La réponse a été donnée par le ministre des Finances hier. Cet argument, nous l'avions dénoncé et le mouvement syndical l'avait également dénoncé dans les rondes de négociations, et le discours sur le budget du ministre des Finances nous a donné combien raison: il s'agissait là d'un argument spécieux, il s'agissait là d'un piège, d'un argument purement politique pour faire passer et camoufler la mauvaise gestion du gouvernement.

Cela est extrêmement important. Il y a des employés des secteurs public et parapublic qui ont été littéralement décriés tout au long de cette ronde de négociations et qui vont s'en souvenir longtemps. Il y a des travailleurs du secteur privé qui sont en chômage actuellement et qui s'attendaient de voir la manne péquiste tomber sur eux et venir à leur secours; ils ont entendu le discours du ministre des Finances, hier soir, où il n'y a à peu près rien pour la création d'emplois permanents pour ceux qui vivent des situations de chômage. Il y a eu une tromperie et une duperie inqualifiables et dont les conséquences vont être très lourdes, j'en ai la conviction, pour le gouvernement du Parti québécois.

Cet argument, on s'en souviendra - le ministre l'a encore repris ce matin - visait à établir une juste parité de la rémunération entre le secteur public et le secteur privé. Or, nous nous sommes littéralement tués à répéter tout au long de ce débat que cette parité, cette juste parité entre la rémunération du secteur public et celle du secteur privé, personne n'était contre cela, pas plus les employés du secteur public que ceux du secteur privé, et nous de l'Opposition avons affirmé notre accord de principe. Ce que nous avons contesté - c'est pour cela que je dis que le gouvernement a usé d'un subterfuge en utilisant cet argument, c'est quand nous avons dit: Très bien, s'il y a des écarts inadmissibles entre la rémunération des secteurs public et parapublic et le secteur privé et si vraiment on est conscient et qu'on veut réduire cet écart, procédons d'une façon raisonnable, d'une façon réaliste et d'une façon juste.

La première chose qu'il fallait faire, c'était d'en arriver, entre les représentants

du secteur public, ceux du secteur privé et le gouvernement, bien sûr, à déterminer ensemble, sur une base consensuelle, quel était l'écart. Ce qui s'est produit, M. le Président, c'est que le président du Conseil du trésor s'est levé un bon matin et a déterminé unilatéralement les écarts et, non satisfait, il a décidé qu'il fallait, cette année, les ramener à 4,8% sans aucune discussion, sans aucune concertation avec les gens du secteur privé pas plus qu'avec les gens du secteur public. Qu'est-ce qui s'est produit? Cet argument, cette politique a été contestée de toutes parts, a donné lieu à toutes sortes de débats qui, au fond, étaient presque à côté de la question, parce que le gouvernement n'avait pas su procéder d'une façon responsable.

Or, M. le Président, quand le ministre parle, ce matin, d'établir et d'instaurer un régime de rémunération juste entre les employés du secteur public et ceux du secteur privé, nous lui disons et nous lui répétons: Fort bien, M. le ministre, mais procédez donc d'une façon qui soit responsable, qui soit réaliste et qui ne donne pas lieu à toutes sortes de débats autour de la question fondamentale. Nous disons qu'il faut trouver, pour l'avenir, un mécanisme, un moyen de déterminer ces écarts de façon que tout le monde soit d'accord avec le chiffre qui sera avancé, de façon que l'écart lui-même soit crédible et qu'on ne conteste pas la crédibilité des chiffres. Deuxièmement, donnons-nous des moyens de mesure techniques et un échéancier négocié, consenti par l'ensemble des parties pour réduire cet écart. Ayons donc, M. le Président, non pas une politique de panique pour camoufler une gestion financière déficiente comme ce qu'on a connu, mais ayons donc, à cet égard, une attitude responsable, une attitude qui aille dans le sens des intérêts de la société québécoise.

M. le Président, j'ai évoqué la double responsabilité du gouvernement dans cette ronde de négociations de 1982-1983. Inaction totale, quant à la modification du régime de négociation et des structures de négociation, pendant six ou sept ans de gouvernement péquiste et, deuxièmement, carence très grave et déficience très grave de la gestion des fonds publics par le Parti québécois, ce qui a donné comme résultat un abus flagrant et absolument condamnable du pouvoir exécutif sur l'Assemblée nationale. On a invité l'Assemblée nationale à travailler dans des conditions tout à fait inadmissibles. Dévalorisation de l'Assemblée nationale.

Deuxième conséquence, M. le Président, encore des tensions sociales très graves où les bénéficiaires des services de santé et des services d'éducation ont été pris en otage par cet affrontement que nous avons, encore une fois, connu. Troisièmement, détérioration pour l'avenir, pour des mois à venir -

malheureusement, peut-être pour des années - de la qualité des services d'éducation, des services publics, parce qu'il y a eu dévalorisation de la fonction d'employé de l'État, parce qu'il y a eu des coupures dramatiques et aveugles qui ont été effectuées sans aucun discernement dans l'ensemble du réseau et parce que les gens vont maintenant vivre avec des décrets que, de part et d'autre - c'est humain - autant les administrateurs des secteurs public et parapublic que les employés vont appliquer maintenant à la lettre, d'une façon rigide, avec toutes les difficultés d'ordre administratif que cela peut entraîner.

M. le Président, il reste, pour l'avenir, quelque chose d'absolument fondamental. Le ministre, ce matin, dans ses propos, a évoqué, encore une fois, tout le domaine du secteur privé, le rôle du secteur privé. Il a contesté le poids de l'État, la présence de l'État, la lourdeur de l'ensemble de l'appareil gouvernemental, le coût de nos services publics et parapublics. M. le Président, je veux bien entendre et Dieu sait que nous partageons, à cet égard, les ambitions au moins verbales du ministre. Mais, pour l'avenir, à cet égard, sur le rôle de l'État, sur l'organisation même, la place de l'organisation des services publics et parapublics dans la société par rapport aux services privés, non seulement dans le domaine économique, mais dans le domaine social, dans le domaine de l'éducation, dans tous et chacun des autres domaines de l'activité humaine - en écoutant également le discours sur le budget du ministre des Finances qui n'avait que des bonnes paroles pour l'entreprise privée et quelques mesures en ce qui concerne les investissements - il reste une question tout à fait fondamentale. Cette question s'adresse au gouvernement du Parti québécois et au Parti québécois: mais où est donc la social-démocratie, la soi-disant social-démocratie du Parti québécois? (11 h 40)

Quelle ambiguïté! Vous, le gouvernement du Parti québécois, face au Parti québécois, dans quelle ambiguïté êtes-vous? Qu'est-ce qu'il faut entendre? Ceux qui sont les décideurs, dans le domaine économique en particulier, doivent-ils, à l'avenir, accorder plus de crédibilité à un discours du ministre des Finances qui semble favoriser l'entreprise privée ou au discours du président du Conseil du trésor qui dit qu'il faut alléger le poids de l'État, la présence de l'État? Doivent-ils accorder la crédibilité, à l'avenir, à ces deux porte-parole gouvernementaux ou bien, au contraire, doivent-ils lire le programme du Parti québécois, reconnaître et entendre ce qu'ont à dire les militants du Parti québécois, ce qu'est le Parti québécois, là où il se situe dans son orientation politique, face à ces questions fondamentales?

Les ministres auront beau faire de beaux discours sur le rôle de l'entreprise privée ou la place du secteur privé, l'omniprésence du rôle de l'État, la question est posée. C'est important pour que des décisions se prennent dans l'avenir au Québec. La décision, d'où viendra-t-elle? Qui va-t-on croire? Les gens vont se dire: Qui dit vrai? Est-ce un ministre qui parle au nom du gouvernement ou le même ministre qui s'adresse à des militants du Parti québécois pour leur vanter les principes de la social-démocratie, alors que le même ministre vient à l'Assemblée nationale et, parce qu'il est membre du gouvernement, vante les mérites de l'entreprise privée? Qui dit vrai et quand disent-ils vrai?

Je pense qu'il doit y avoir une grande correspondance - et cela est important pour l'avenir - entre les orientations d'un gouvernement et les orientations d'une formation politique. À cet égard, le gouvernement vient de se placer dans une espèce d'ambiguïté qui sera stérile et négative pour tout le monde. Ce discours, cette préoccupation, au niveau de notre formation politique, quant à nos attitudes lorsque nous étions au pouvoir et quant aux textes, aux congrès, aux initiatives de la formation politique à laquelle j'appartiens, le Parti libéral du Québec, manifeste une correspondance qui est claire, qui est non équivoque, alors que le discours gouvernemental sur cette question est beaucoup plus un discours purement opportuniste, un discours qui essaie de jouer sur les deux tableaux en même temps, un discours qui, de toute manière, pour ceux qui savent lire les discours ou les attitudes des hommes et des femmes politiques, ne dégage aucune espèce de crédibilité dans l'opinion publique.

La deuxième chose que je demanderais au gouvernement, c'est de s'engager. Le premier ministre l'a évoqué dans son message inaugural, mais dans ses messages inauguraux, le premier ministre évoque tellement de choses, il répète tellement de fois les mêmes choses qu'on est porté - et c'est le moins qu'on puisse dire - à être extrêmement sceptique sur ses engagements. Au moins, qu'il pose des gestes concrets, immédiats au niveau de la modification des négociations. Le groupe Urgence-médiation, qui a joué un rôle extrêmement important dans la négociation qui a pris fait et cause au sujet du droit de grève dans les secteurs public et parapublic, et en particulier dans le secteur hospitalier, a formulé des propositions pour essayer d'amener notre gouvernement, notre société québécoise à réfléchir sur le régime et les structures de négociation dans les secteurs public et parapublic. Notre porte-parole dans le domaine de l'éducation, M. Ryan, a formulé récemment des propositions concrètes en ce qui touche, par exemple, le

niveau des négociations dans le domaine de l'éducation.

Je voudrais et je demande au gouvernement qu'il y ait autre chose que des discours, qu'il y ait le signe d'une décision et d'un engagement de sa part de déclencher au plus tôt le processus de révision et de réévaluation du régime des négociations dans les secteurs public et parapublic, que ce processus tienne compte et incorpore de la manière dont je l'ai exprimé tantôt l'objectif partagé par tout le monde, d'une plus juste parité entre les rémunérations du secteur public et du secteur privé et qu'on essaie sur cette base de trouver une démarche qui soit conjointe entre les porte-parole du secteur public, les porte-parole du secteur privé, les travailleurs et le gouvernement de manière que l'opération soit crédible et soit acceptable pour tout le monde. Si le gouvernement, ce dont je doute évidemment, réussissait à dissiper l'ambiguïté fondamentale dans laquelle il se trouve entre le discours de sa formation politique et le discours des ministériels en ce qui concerne le rôle de l'État et le rôle du secteur privé, de l'initiative dans le secteur privé; ce dilemme, le gouvernement du Parti québécois n'aura pas assez des deux dernières années qui lui restent de son mandat pour le dissiper, tant le Parti québécois est littéralement écartelé sur cette question. Mais, si jamais il réussissait à faire cela, au moins, entre-temps, qu'il essaie de donner des signes concrets des décisions ministérielles pour éviter à notre société, comme après 1968, après 1972, après 1976, après 1979 et après 1982-1983, qu'à la prochaine ronde de négociations l'appareil bureaucratique de l'État au niveau des négociations et les appareils syndicaux s'en aillent encore une fois au niveau des affrontements.

Je termine, M. le Président, en disant ceci, sur les craintes que je formule sur l'ensemble de l'attitude du gouvernement en matière de relations du travail dans les secteurs public et parapublic. Regardons l'expérience des dix ou quinze dernières années que notre société a connues, quand on parle de la baisse de la qualité, quand on parle de l'interprétation rigide des conventions collectives qui sont imposées par décrets et qu'on appelle, pour les fins de se donner bonne conscience, conventions collectives. Quand on parle de cela et qu'on formule des craintes pour l'avenir sur les conséquences de la démarche gouvernementale, vous n'avez qu'à voir ce matin ce qui passe dans la région de Montréal. Il y a eu des attitudes autoritaires, des attitudes où les autorités ont invoqué l'intérêt public, où le gouvernement nous a appelés à voter des lois dans le domaine du transport en commun; voyez ce qui se passe à Montréal, ce matin. Il y a un débrayage

des employés de soutien qui paralyse le service d'autobus et le service de métro.

Quand on parle du manque de responsabilité du gouvernement du Parti québécois au niveau des relations du travail dans le secteur public et qu'on souligne les dangers profonds de l'adoption de la loi 70, de la loi 105 et du non-retrait d'une loi aussi stupide que la loi 111, aussi injuste, quand on demande au gouvernement des gestes de rapprochement, des gestes positifs pour amener les gens à convenir entre eux d'un programme de réduction des écarts entre la rémunération du secteur public et du secteur privé, quand on demande au gouvernement des gestes pour modifier d'une façon consensuelle le régime de négociations dans le secteur public, donner plus de pouvoirs au niveau local, quand on évoque les dangers du discours gouvernemental qui a dévalorisé les employés des secteurs public et parapublic et les risques qu'il y a pour le maintien d'une qualité dans le domaine des services public et parapublic, ce n'est pas des paroles en l'air. La meilleure preuve, ce matin, après des gestes autoritaires, après des actions de la part du gouvernement, voyez ce qui arrive dans un service public de la région de Montréal; les employés de soutien de la Commission de transport de la CUM sont en grève et le public bénéficiaire est privé d'un service essentiel.

Voyez ce qui arrive. Tous les beaux discours, les airs bon enfant, les soi-disant réorientations du gouvernement, les priorités gouvernementales dans le domaine du secteur privé, les attitudes combien paternalistes du gouvernement face aux employés du secteur public: c'était pour leur bien, finalement, qu'on leur coupait leurs salaires, c'était pour leur bien qu'on leur imposait des conditions de travail, parce que nous savons, disaient les porte-parole gouvernementaux, ce que c'est, la qualité des services publics, nous, au niveau ministériel, qui sommes tellement loin des bénéficiaires des services de santé. Voyez ce qui arrive avec une attitude comme celle que vous avez adoptée. Cette inquiétude, nous espérons que c'est la dernière fois que nous avons à l'évoquer au niveau de l'Assemblée nationale. (11 h 50)

Nous espérons, M. le Président, que, dans le secteur de l'éducation, dans celui des services de santé et des services sociaux, les prochaines semaines, les prochains mois et les prochaines années, même au cours d'un régime de décrets que nous allons vivre jusqu'au 31 décembre 1985, même au cours d'un régime où il n'y a plus de droit de grève dans les secteurs public et parapublic jusqu'au 31 décembre 1985, nous n'aurons pas - et nous le souhaitons comme société - à vivre d'une façon épisodique la même tragique situation que celle qu'il y a actuellement à Montréal dans le domaine du

transport en commun. Le gouvernement attachera la crédibilité qu'il voudra aux inquiétudes que nous manifestons au niveau de l'Assemblée nationale, mais, par-delà nos discours, par-delà nos préoccupations et par-delà les critiques que nous adressons au gouvernement, il y a des faits, un vécu, une expérience de ce qui s'est passé dans le domaine des secteurs public et parapublic quand les gouvernements ont été forcés de procéder d'une façon autoritaire, qui parlent par eux-mêmes. Et je pense qu'il n'y a pas de critiques plus réelles et plus concrètes qui doivent être adressées au gouvernement que celles-là mêmes qu'exprime la réalité combien pénible dans laquelle se retrouvent les bénéficiaires des services de transport en commun dans la région de Montréal, cette réalité que les gens et les travailleurs ont dû vivre ce matin. Il n'y avait pas de services de métro et de transport en commun ce matin.

Les attitudes que vous avez prises à l'échelle globale des secteurs public et parapublic font courir - et c'est de cela que je voudrais vous convaincre - à la société québécoise les mêmes risques, parce que ce gouvernement qui avait une crédibilité chez le monde syndical - et c'est peut-être encore plus grave de la part de ce gouvernement - n'a pas su, manifestement, pour des raisons préréférendaires ou électorales, prendre ses responsabilités dans les années qui ont précédé la présente ronde de négociations. Il me semble que vous aviez au moins la chance, compte tenu des sympathies que vous aviez dans le monde syndical, de réaliser sur une base consensuelle une modification substantielle du régime de négociation. Vous n'avez rien fait, malgré les appels pressants que l'on a lancés de façon répétée. Vous ne l'avez pas fait. Libre à vous d'avoir les explications, sauf que vous aurez malheureusement à vivre et que la société québécoise aura malheureusement à vivre peut-être à l'avenir, dans les services de santé, dans les services sociaux, dans les services de l'éducation et dans les services publics, des situations encore une fois inacceptables à cause de votre inaction et aussi à cause de la gestion des fonds publics que vous avez faite, des mauvais choix budgétaires que vous avez faits et de l'utilisation d'arguments spécieux comme ceux que vous avez évoqués et avec lesquels vous aurez à vivre - et je termine là-dessus - quand vous avez dit et répété tout au long de cette ronde de négociations que ce que vous faisiez de brutal et d'injuste pour les employés des secteurs public et parapublic, il devait en résulter des bénéfices immédiats et concrets pour les travailleurs du secteur privé. Or, le discours sur le budget du ministre des Finances vient de prouver à la face de tous les Québécois qu'à cet égard, vous aviez royalement trompé la population du Québec

et vous aurez à vivre avec cette réalité.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Fabre.

M. Michel Leduc

M. Leduc (Fabre): Merci, M. le Président. En fait, le projet de loi qui est devant l'Assemblée nationale aujourd'hui a pour principal objet d'assurer la validité des documents sessionnels auxquels se réfèrent la loi concernant la rémunération dans le secteur public et la loi concernant les conditions de travail dans le secteur public. Elle a également pour objet de modifier certaines conditions de travail dans le secteur public conformément aux documents sessionnels qui ont été déposés en décembre dernier.

Le projet de loi no 8 nous permet également de mesurer l'impact des dernières négociations, de faire une sorte de bilan des décisions qui ont été prises par le gouvernement. J'entendais, il y a quelques minutes, le député de Jean-Talon faire son propre bilan des négociations qui ont eu lieu et je l'entendais blâmer sévèrement le gouvernement pour l'attitude qu'il a dû prendre dans la dernière ronde de négociations.

Le député de Jean-Talon a certainement la mémoire courte. Il oublie que le gouvernement actuel a hérité d'une situation que lui a léguée l'ancien gouvernement libéral. Oui, Mme la députée, cela fait sept ans qu'on est là, mais je voudrais quand même vous rappeler ceci. Je voudrais rappeler au député de Jean-Talon en particulier que lors la négociation de 1975-1976, le gouvernement libéral a consenti des augmentations de salaire, pour la première année de la convention collective, de l'ordre de 35%.

M. Rivest: Juste une...

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Jean-Talon, sur une question...

M. Rivest: Est-ce que le député me permet une très courte question d'information?

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Fabre, est-ce que vous acceptez une question?

M. Leduc (Fabre): J'accepterai une question à la fin de mon intervention.

M. Rivest: Je vais vous la poser. Quel est...

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Leduc (Fabre): J'ai pris la peine de vérifier le chiffre que j'avance et il est vrai que l'ancien gouvernement libéral a consenti en 1975-1976, pour la première année de la convention collective, une augmentation de salaire de l'ordre de 35%. Dans le domaine de l'éducation, en 1975-1976, l'ancien gouvernement libéral avait, en dépit de la décroissance de la clientèle scolaire, consenti une augmentation du nombre de professeurs de l'ordre de 6500, alors que le système scolaire vivait, à ce moment en particulier, une situation de décroissance de sa clientèle scolaire. Je voudrais rappeler au député de Jean-Talon, à l'Opposition, que si la croissance du budget de l'éducation, pour ne prendre que ce secteur qui m'intéresse particulièrement, a été de l'ordre de 17%, c'est à cause précisément des mesures adoptées par l'ancien gouvernement libéral.

Or, nous avons hérité de cette situation. Nous avons connu une autre négociation en 1979-1980. Bien sûr qu'on ne pouvait pas, dans une seule négociation, redresser la trajectoire expansionniste, trajectoire qui allait au-delà des capacités de payer du gouvernement du Québec, qu'on ne pouvait pas en une seule négociation redresser cette trajectoire. Malgré tout, lors de la négociation de 1979-1980, le gouvernement a réussi à réaligner la rémunération dans les secteurs public et parapublic, de telle sorte qu'il a pu réaliser une économie d'environ 1 000 000 000 \$ ou 1 500 000 000 \$ par rapport à ce qu'aurait représenté l'augmentation de la masse salariale si on avait suivi l'orientation prise par l'ancien gouvernement libéral. (12 heures)

Il y a donc eu en 1979-1980, M. le Président, un redressement de la situation qui a été pris par l'actuel gouvernement. Il est donc faux de prétendre, comme le fait le député de Jean-Talon, que le gouvernement n'a pas vu venir la situation de crise, n'a pas vu venir la nécessité de redresser la trajectoire dans les secteurs public et parapublic.

Finalement, nous avons connu une ronde de négociations qui a commencé en 1982, qui a connu la fin difficile mais prévisible, compte tenu de l'orientation que se sont donnée l'ensemble des syndicats de la fonction publique et parapublique. Il faut regretter que le front commun ait pris la décision de s'orienter, en dépit de la crise, dans une négociation de type classique, de type traditionnel, alors que le gouvernement avait pris la peine, dès le printemps 1982, de déposer tous les chiffres, tous les documents qui permettaient à l'ensemble du monde syndical, de prendre la mesure exacte de la capacité de payer de l'État québécois pour

les années à venir.

À cause précisément de l'attitude du front commun dans la présente négociation, le gouvernement n'a pas eu d'autre choix que d'adopter les décrets en décembre dernier. Même s'il a adopté les décrets, nous savons qu'il y a eu des ententes au mois de janvier qui ont permis une amélioration des décrets. Nous savons que dans le domaine de l'éducation, le ministre de l'Éducation, le 10 février dernier, a proposé au monde de l'éducation, une entente, un réaménagement des décrets qui permettaient une augmentation de la tâche sur trois ans, qui permettait également une amélioration de la sécurité d'emploi et une meilleure protection du salaire pour les personnes mises en disponibilité.

Il y a eu un refus des syndicats du monde de l'enseignement d'accepter cette entente proposée par le ministre de l'Éducation. Nous nous sommes malheureusement dirigés vers un affrontement qui n'avait pas de sens, pas de raison d'être pour la simple raison que le monde de l'éducation n'avait rien à gagner d'un tel affrontement, pour la simple raison que le gouvernement ne pouvait pas, il n'avait pas le choix, au risque de mettre en cause ses responsabilités dans la présente conjoncture économique, appliquer les mesures qu'il avait prévues initialement au moment où on abordait la présente ronde de négociations.

Je voudrais mesurer certains acquis collectifs majeurs qui ont été obtenus au cours des derniers mois, mettre en lumière également les enjeux collectifs de cette présente ronde de négociations en particulier dans le secteur de l'éducation. En fait, les enjeux collectifs en cause étaient d'ordre financier, d'ordre quantitatif, mais d'ordre qualitatif également. Ces deux ordres étaient intimement liés quant à nous, car la qualité du service public de l'éducation et sa capacité de répondre plus efficacement aux besoins des individus et de la collectivité étaient en cause.

Rappelons qu'il était devenu impérieux de procéder à un assainissement des finances publiques et à un ajustement de leur rythme de croissance, et ce en particulier dans le secteur de l'éducation. Il fallait - on l'oublie trop facilement du côté de l'Opposition - corriger les trajectoires héritées, encore une fois, de l'ancien gouvernement libéral. Il était devenu impérieux de corriger les trajectoires sous peine d'éliminer des programmes et des services dans l'éducation. Il était devenu impérieux de harnacher à la source même de la croissance les coûts du système, coûts reliés en particulier à la masse salariale. Aujourd'hui nous sommes en mesure de dire que nous avons levé des hypothèques qui grevaient très sérieusement le budget de l'État. Nous avons évité un

danger de paralysie et d'étranglement qui menaçait le dynamisme même de notre système scolaire.

Pourquoi, de façon plus spécifique, avons-nous dû prendre ces mesures dont je parle? Tout simplement pour la raison suivante que l'Opposition devrait comprendre: c'est qu'il est inacceptable que, dans le domaine de l'éducation, par exemple, le budget soit caractérisé par des investissements aussi massifs et aussi écrasants dans le paiement des masses salariales. Il était devenu inconvenant d'investir de la sorte de façon aussi massive dans le domaine de la masse salariale à cause précisément des objectifs du monde de l'éducation pour les années à venir. En fait, était-il devenu impérieux d'améliorer la tâche, la sécurité d'emploi, les conditions de travail et de sacrifier le développement relié à d'autres secteurs, secteurs qui ajoutent également à la qualité de l'éducation, tels ceux des professionnels non enseignants, de l'enseignement professionnel, de l'éducation des adultes, des équipements reliés à la mutation technologique? Je pense en particulier aux équipements dans le domaine de l'informatique.

Notre choix dans le monde de l'éducation était clair. Ou nous demandions aux syndicats d'enseignants d'accepter un effort de compression au niveau de la masse salariale, c'est-à-dire au niveau de la tâche, au niveau de la sécurité d'emploi, au niveau des conditions de travail, ou nous leur demandions d'accepter ces efforts de compression dans le but précisément d'orienter l'éducation au Québec vers le développement, l'innovation, l'adaptation, l'accessibilité, ou nous consentions à leur donner ce qu'ils demandaient, ce qui nous aurait conduits à une augmentation de la masse salariale, à une augmentation du nombre de professeurs dans le réseau et à une augmentation induite des coûts de la sécurité d'emploi.

(12 h 10)

En fait, M. le Président, il faut bien dire qu'en dépit des compressions exigées dans le secteur, en dépit de l'augmentation de la productivité qui est demandée à nos enseignants, en dépit des modifications apportées au régime de la sécurité d'emploi, les conditions de travail de nos enseignants et enseignantes au Québec demeurent parmi les meilleures au monde malgré les mesures que nous avons dû prendre.

Ce n'est pas ce secteur qui est menacé. Ce ne sont pas les conditions de travail de nos enseignants qui sont menacées à cause des mesures que nous avons dû prendre. Ce qui est menacé, ce sont les autres services qui sont également reliés à la qualité de l'éducation et auxquels je faisais référence. Ce qui est menacé, c'est le développement de l'éducation qui, encore une

fois, doit faire face aux exigences d'une société en constante évolution et placée dans une situation d'adaptation à un monde qui devient de plus en plus exigeant du point de vue technologique.

Personne ne peut critiquer, par exemple, le fait d'améliorer nos équipements et d'introduire l'informatique dans nos écoles. Personne ne peut critiquer la nécessité d'orienter notre système d'éducation vers une éducation permanente. Cela va exiger des coûts dans l'avenir et ces coûts, c'est de l'argent. À moins d'augmenter encore une fois les impôts de nos concitoyens, qui sont largement taxés, à moins d'augmenter les emprunts du Québec, nous avons l'obligation de faire des redressements budgétaires, des redressements financiers qui vont nous conduire précisément à l'amélioration des services de l'éducation sans pour autant remettre en cause les conditions de travail de nos enseignants et de nos enseignantes.

La dernière négociation, qui nous a conduits à des décrets tenant lieu de convention collective, introduit des changements qualitatifs importants que tout le monde souhaitait. Il fallait, pour introduire ces changements qualitatifs, libérer les établissements scolaires de la contrainte devenue excessive imposée à leur fonctionnement quotidien. Notre école était fortement cloisonnée. Les activités à l'intérieur de l'école étaient fragmentées, minutées. Les modes d'affectation du personnel étaient devenus trop rigides. En fait, M. le Président, nous avions une école tenue en otage. Je dois le signaler, dans le bilan que je dresse présentement de la dernière ronde de négociations, les mesures introduites par le ministère de l'Éducation vont favoriser l'émergence d'une organisation scolaire nouvelle. Elles vont permettre le découplage des tâches ainsi qu'un meilleur aménagement des tâches pour les enseignants sans pour autant augmenter de façon exagérée la productivité qui leur est demandée.

Il est un autre secteur, M. le Président, qui sera amélioré. Il s'agit du secteur de l'accessibilité de nos jeunes à l'enseignement supérieur, l'enseignement collégial et universitaire. Le député de Jean-Talon soulignait les défauts du présent budget présenté par le gouvernement du Québec. Si le député de Jean-Talon avait suivi l'étude des crédits du ministère de l'Éducation, il aurait été en mesure de constater qu'une des priorités du ministère de l'Éducation c'est précisément de développer l'accessibilité des jeunes au collège et à l'université.

Je voudrais rappeler, à cet égard, que les programmes d'aide financière aux étudiants, en cinq ans, ont augmenté de 127%, alors que la hausse des crédits consentis à l'éducation dans le même temps se situait à 81%. Je voudrais signaler

également que nos frais de scolarité sont gelés depuis quinze ans. En 1980-1981, ils étaient de 23% inférieurs à la moyenne canadienne.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Fabre, veuillez conclure.

M. Leduc (Fabre): Je conclus, M. le Président, en vous remerciant de m'avoir rappelé à l'ordre. Cette aide financière aux étudiants constitue un exemple important - puisqu'il s'agit d'un secteur prioritaire du ministère de l'Éducation - parmi d'autres que le temps ne me permet pas d'évoquer, de la volonté du gouvernement de développer le secteur de l'éducation pour que les jeunes, pour que les enseignants et les enseignantes puissent faire leur travail avec le meilleur soutien possible. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Mme la députée de L'Acadie.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président.

Il serait peut-être bon de rappeler, à ce moment-ci, le projet de loi que nous étudions. J'ai l'impression que, dans les longues interventions qu'on a entendues, on l'a peut-être perdu de vue. Il s'agit du projet de loi no 8, dont les notes explicatives nous disent qu'il a pour principal objet d'assurer la validité des documents sessionnels auxquels réfèrent la Loi concernant la rémunération dans le secteur public et la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public; il a également pour objet - je passe deux paragraphes qui sont de moindre importance - de modifier certaines conditions de travail dans le secteur public, conformément aux documents sessionnels nos 85 et 86 auxquels il réfère.

Nous arrivons, je l'espère, à l'aboutissement d'une longue période de négociations. Il faut bien le rappeler, il y a maintenant près d'un an que le Québec, comme société, a dû faire face à des conflits de travail qui ont perturbé gravement le fonctionnement de ses institutions scolaires et de santé. Il faut le rappeler, ce n'est pas le fruit du hasard si le Québec a eu à faire face à ces problèmes; c'était véritablement l'aboutissement d'une suite de gestes autoritaires et unilatéraux - qu'il s'agisse des lois 70, 105 ou 111 - posés par le gouvernement à l'endroit de ses employés, gestes qui lui étaient dictés par la crise financière que sa mauvaise administration avait, en grande partie, engendrée.

(12 h 20)

Alors que, depuis plusieurs années,

l'Ontario, avec lequel nous aimons nous comparer, coupait dans ses dépenses publiques, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, le gouvernement du Québec continuait d'augmenter ses dépenses. Les signes d'une crise apparaissaient sérieusement à l'horizon de nos dépenses publiques dès son premier mandat, mais le gouvernement, occupé à préparer un contexte pré-référendaire favorable, a attendu d'être en situation d'urgence pour imposer ensuite cette urgence à l'ensemble de la population avec toutes les perturbations sociales que cela devait engendrer.

J'entendais tout à l'heure le député de Fabre dire: Nous avons été beaucoup plus rigoureux que les gouvernements antérieurs. Je ne défendrai pas ici la rigueur des gouvernements antérieurs, d'autant plus que je n'y étais pas, mais je vous ferai remarquer que, quand nous disons que le contexte référendaire a eu une influence très grande sur la générosité que le gouvernement, au moment où vous êtes arrivés au pouvoir ou dans les années qui ont suivi, ne pouvait pas se permettre, c'est exact.

J'avais eu l'occasion de le signaler au moment de la loi 111. Faut-il rappeler au député de Fabre et à d'autres que, lors de la convention de 1979-1980, on avait diminué le nombre d'heures d'enseignement à l'élémentaire de 23 à 20 et que le ministre des Finances avouait honnêtement et candidement: J'ai signé pour 1500 enseignants de plus sans m'en apercevoir? On pourrait ajouter - cela rappellera des souvenirs au ministre des Affaires sociales qui est devant moi - qu'on a même mis en tutelle - c'est le ministre du Travail du temps qui l'a fait - la CECM qui négociait localement dix jours avant le référendum. Il se cache derrière son livre. Je le comprends. Je suppose que tout le monde fait des erreurs - en plein milieu de la nuit qui essayait de faire valoir le principe de capacité versus ancienneté, mais quand même dans un contexte restreint. Aujourd'hui, à la négociation de 1981-1982, le gouvernement est arrivé avec la même demande pour laquelle il avait mis la Commission des écoles catholiques de Montréal en tutelle, la même demande beaucoup plus large, beaucoup plus élargie. Je ne veux pas prendre tout mon temps pour réfuter les avancés du député de Fabre. Mais il y a une réalité dont il faut tenir compte. Il faudrait y ajouter aussi les revenus du Québec étaient supérieurs à cette époque et que des ministres ont mis cet argument de l'avant pour expliquer pourquoi maintenant il fallait faire des coupures car les conditions financières n'étaient pas les mêmes que celles que l'on connaissait durant la période de 1973-1976.

M. le Président, faut-il rappeler que, dès le départ, le gouvernement a faussé les

règles habituelles de négociation en recourant à des lois et à des décrets avant même qu'un processus normal de négociation ait pu se dérouler? Lorsqu'il disait négocier, il assortissait cette négociation de menaces et d'ultimatums. Évidemment, pour étayer son argumentation à savoir qu'il est un bon administrateur, le gouvernement, le plus souvent par la bouche du président du Conseil du trésor, nous fait toujours part des coupures de postes dans la fonction publique. Il oublie de mentionner ceux qu'il a ajoutés après son arrivée au pouvoir en 1976. Il y a eu des ajouts de postes entre 1976 et 1980 et souvent les postes qu'on a coupés dans le secteur parapublic commandaient des salaires beaucoup moindres que ceux que le gouvernement ajoutait à l'intérieur des cabinets, des ministères, etc. Il faudrait peut-être faire un jour le bilan des uns et des autres.

Enfin, le chaos financier dans lequel le gouvernement a conduit le Québec l'a obligé à voir la réalité en face, mais il était déjà trop tard. C'est ce qui l'a amené à poser les gestes abusifs que nous avons souvent eu l'occasion de dénoncer en cette Chambre et qui ont eu comme résultat de perturber d'une façon très sérieuse le fonctionnement de nos institutions et le climat social du Québec depuis un an.

M. le Président, je voudrais dire que, dans le domaine des affaires sociales, on a évité le pire de justesse quand, le 5 février dernier - ou le 6, peut-être - les syndiqués de la Fédération des affaires sociales ont eu à prendre un vote de grève et ont finalement voté contre la grève. À ce moment-là, on a eu un début de répit dans le domaine des affaires sociales, et il faut s'en réjouir, même si le vote a été pris un peu avec le couteau sous la gorge, parce que le lendemain les syndiqués savaient qu'ils couraient le risque d'être congédiés. De toute façon, je pense que la population, à ce moment-là, a pu éviter le pire. Il faut s'en réjouir. Mais il ne faudrait pas oublier qu'en dépit de cela c'est durant une période d'au moins quatre mois que les établissements de santé ont fonctionné avec un ralentissement qui a eu des répercussions sur les services de santé à la population. Il faut bien le rappeler même si, pour un gouvernement, cela peut être commode de l'oublier; s'il n'y a pas de grève, tout va bien!

Je pense que le ministre des Affaires sociales saura admettre, d'une part, il y a les bénéficiaires qui sont à l'intérieur des établissements et dans leur cas. Quand la qualité des services diminue à cause d'un risque de grève, ordinairement, le ratio patients-infirmier est satisfaisant et même, parfois, va au-delà de ce qui est normalement prévu dans les établissements, d'autre part, il ne faut pas oublier qu'il y a aussi tous ceux qui attendent aux portes des

établissements. Quand on connaît le contexte au Québec - le manque, par exemple, de lits pour séjours de courte durée - et que dans la région métropolitaine on connaît, même en période régulière, l'encombrement des urgences et la longueur des listes d'attente, on sait fort bien que les menaces de grève qui sont suspendus au-dessus des établissements de santé ont, comme répercussion, de priver la population des services auxquels elle a droit.

On nous dit que presque tous les syndicats ont finalement signé des ententes sur certains réaménagements que le gouvernement a négociés avec eux après le dépôt des décrets. Il reste présentement, à ma connaissance, un syndicat - peut-être y en a-t-il d'autres du côté des professionnels du gouvernement - en tout cas, du côté des affaires sociales, il n'y aurait que la Fédération des affaires sociales, qui n'aurait pas signé. Sans doute, le projet de loi qui est devant nous intègre-t-il l'ajustement salarial pour le travail à temps partiel. Et, là-dessus, je dois me réjouir au moins que cette disposition qui m'apparaissait importante et pour laquelle - je pense que le président du Conseil du trésor l'a reconnu - je me suis débattue ici en Chambre ou en commission plénière ait reçu une oreille attentive de la part du gouvernement. Il faudra bien reconnaître que cela a été aussi une des raisons principales pour lesquelles les infirmières sont retournées au travail, compte tenu qu'elles étaient le groupe le plus touché par le travail à temps partiel; parfois du travail à temps partiel par choix, mais très souvent, dans le domaine des affaires sociales, du travail à temps partiel par obligation parce qu'il n'y a pas suffisamment de postes, ce que, d'ailleurs, le ministre a reconnu, même si nous avons eu des discussions assez animées sur ce sujet.

Il reste, quand même, d'autres propositions qui avaient été faites par le gouvernement à la Fédération des affaires sociales touchant, en particulier, la priorité à l'ancienneté et le "bumping". Quel est le terme français maintenant pour le "bumping"? On l'a francisé, mais il m'échappe. On était prêt à "reconcéder" aux syndicats des progrès sur ces deux points. Il y avait aussi une disposition en cas d'invalidité qui, je pense, était une nouvelle disposition et également de l'argent pour les garderies. Quand les syndicats ont pris le vote à la fin de février, il faut rappeler que ces propositions étaient sur la table et que, dans la publicité que le gouvernement utilisait amplement à cette époque, on pouvait lire, le 5 février: "Voici les points saillants de l'entente qui est intervenue lundi dernier entre le gouvernement et les dirigeants de la Fédération des affaires sociales. Le conseil fédéral de la Fédération des affaires sociales. Bien que rejetées par

ce conseil fédéral, ces offres demeurent toujours valables, mais elles ne pourraient plus être considérées comme maintenues en cas de grève illégale." Je les ai nommées tout à l'heure, c'est la question du temps partiel, de l'ancienneté, du congédiement administratif, etc.
(12 h 30)

Les syndiqués ont voté contre la grève à la grande satisfaction de tous et, je pense, en particulier, au grand soulagement du gouvernement. Depuis ce temps, le gouvernement dit: Ces offres, nous ne vous les faisons pas, à moins que vous ne signiez une entente à leur sujet. Je ne voudrais pas ici jouer à Salomon et dire qui a raison, du syndicat ou du gouvernement, dans ce qui me paraît être, de la part du gouvernement, une certaine obstination. Une chose est certaine. Je pense qu'il y aurait intérêt pour les syndiqués à ce que le gouvernement honore ses promesses. Il est prêt à honorer sa première promesse, comme le premier ministre me le disait à l'Assemblée nationale il y a quelque temps en réponse à une question, qu'il ne pouvait pas priver des syndiqués de cette non-récupération du temps partiel, parce que c'était une promesse et qu'il devait la remplir. Les autres points aussi étaient des engagements. Aujourd'hui, le gouvernement se dégage et tient absolument à cette fameuse signature.

J'aimerais faire un appel aux syndicats qui, dans le fond, doivent prendre l'intérêt de leurs membres. Compte tenu que j'ai discuté de cette question lors de l'étude des crédits avec le ministre des Affaires sociales et que j'en avais discuté avec le premier ministre et que, pour eux, pour quelque raison que j'ignore, cela devient une condition sine qua non de remplir ces engagements, il faut une entente signée quant à ces dispositions particulières que le gouvernement leur offrait.

M. le Président, il y a un autre point aussi dans les offres du gouvernement qui touche le plafond d'emploi. Je voudrais souligner ce point à votre attention. Dans le secteur des affaires sociales, ces textes avaient été soumis par le gouvernement en février comme étant des propositions qu'il était prêt à honorer. Dans le secteur des affaires sociales, le gouvernement s'engage à effectuer les vérifications et les contrôles nécessaires pour empêcher que le nombre de salariés bénéficiant de la sécurité d'emploi prévue au décret et effectivement mis à pied et dont le nom est inscrit sur la liste de placement des affaires sociales, le SPAS, n'excède 1200. Ce plafonnement devrait rester en vigueur jusqu'en 1984.

Je suis inquiète de savoir que, déjà, le ministre des Affaires sociales - il m'a dit que cela ne voulait pas être revanchard - s'il n'y a pas signature de l'entente, est prêt à remettre en question ce plafond d'emploi ou,

en d'autres termes, à lui donner une interprétation différente, en se disant qu'il s'appliquera à toutes les catégories d'employés qui ont signé une entente, mais qu'il ne s'appliquerait pas dans le cas de la FAS, de la Fédération des affaires sociales, si elle ne signe pas une entente.

M. le Président, j'ai de la difficulté à croire qu'il n'y a pas là un recul de la part du gouvernement. Évidemment, la population peut se demander pourquoi le syndicat refuse de signer. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que, lors de cette négociation, les syndicats ne sont pas allés chercher quoi que ce soit. Peut-être qu'il y a eu certaines concordances de faites ou des ajustements pour assurer un fonctionnement plus facile des institutions, mais tout ce que le gouvernement a offert, si on peut parler d'offres, ce sont des reculs pour les syndicats que ceux-ci ont dû encaisser continuellement. Après cela, on leur a présenté comme de nouvelles offres des choses qu'on était allé leur enlever ou qu'on était allé chercher. Je pense qu'il faut comprendre aussi la réaction des syndicats en disant: Est-ce que je signe une entente où on va simplement me redonner des choses qu'on est venu me chercher? C'est dans ce sens qu'il y aurait peut-être lieu aussi pour le gouvernement, s'il a vraiment à cœur de maintenir un climat favorable dans les établissements, de revenir sur ses positions et de ne pas montrer peut-être autant d'inflexibilité qu'il le fait à ce moment.

Je voudrais simplement dire, en terminant, que les conséquences de la ronde de négociations sur la population et sur nos institutions sont difficilement mesurables. Dans le domaine de la santé, sans aucun doute, et encore au moment où on se parle, elle a contribué à une démotivation et à une démoralisation des travailleurs et des travailleuses. Pourtant, il est extrêmement important que la motivation, l'ardeur et l'enthousiasme des travailleurs dans le domaine de la santé soient maintenus, compte tenu des personnes à qui on doit prodiguer des services.

De plus, faut-il rappeler que le climat dans les établissements de santé était déjà passablement détérioré à la suite des coupures budgétaires, des efforts de redressement budgétaire qui se sont soldés par l'abolition de plusieurs milliers de postes syndiqués et syndiquables dans les établissements de santé; et faut-il rappeler encore une fois que, depuis 1977, que ce soit au titre de redressement budgétaire ou au titre de coupures budgétaires, ce sont des montants de 750 000 000 \$ qui ont été coupés dans les établissements de santé et de services sociaux?

J'exclus de ceci les montants importants qui seraient le résultat de récupérations salariales ou de gel de salaires.

Je parle strictement de coupures dans le fonctionnement de nos établissements de santé et de services sociaux. C'est 750 000 000 \$.

Le ministre pourra peut-être se lever et dire: Ils ont fait un grand effort, la majorité de nos établissements n'accusent plus aujourd'hui de déficits budgétaires. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est à quel prix cet équilibre budgétaire se fait. C'est au prix de coupures de personnel, c'est au prix de fermetures de lits, c'est au prix d'allongement des listes d'attente, de l'encombrement plus lourd des salles d'urgence, de diminution de la qualité et de l'accessibilité des services. On ne peut pas cacher cela à la population, M. le Président.

En terminant, je voudrais dire un mot sur la loi 111, qui a d'ailleurs fait l'objet d'une réprobation générale dans toute la population, dans toutes les associations professionnelles, au barreau, à la Commission des droits de la personne, parce que justement elle était tellement abusive qu'elle soustrayait certains articles de l'application de la Charte des droits et libertés de la personne.

Il me semble qu'à ce moment-ci, il n'y a plus lieu que cette loi, qui a soulevé une réprobation non seulement au Québec, mais à l'extérieur du Québec, et même à l'extérieur du pays... Il serait important pour l'image, mais surtout pour la confiance des Québécois, qu'elle soit retirée le plus rapidement possible. D'ailleurs, le gouvernement aurait pu prévoir une loi qui aurait été très sévère, mais sans qu'on recoure aux mesures abusives de la loi 111.

Ce n'est pas au nom de l'Opposition que je le demande. C'est au nom de la population du Québec, de la dignité des Québécois, du respect que les Québécois ont, fondamentalement et toujours, des droits et libertés des personnes, que je demande au gouvernement qui est en face de nous de retirer ce projet de loi no 111. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre des Affaires sociales.

M. Pierre-Marc Johnson

M. Johnson (Anjou): M. le Président, nous sommes à étudier le projet de loi no 8 qui, souhaitons-le, sera non seulement une loi rémédiate, mais une loi finale et définitive qui mettra fin à cette période qui a été consommatrice d'énergie et de temps à la fois pour le gouvernement et pour l'Assemblée. Cette période a d'ailleurs aussi donné lieu à une sorte d'émoussement, peut-être même dans l'opinion publique, de tout ce qui entoure les conditions de travail des travailleurs des secteurs public et parapublic et de l'énergie, encore une fois, qu'on nous

oblige, dans cette société, depuis 20 ans, à consommer à ces fins.

Mes remarques porteront essentiellement sur deux choses. J'évoquerai ici certains aspects que j'appellerais de la nécessité, qui sont des aspects de l'histoire récente. Deuxièmement, je parlerai un peu du contexte et des perspectives dans lesquels nous en sommes arrivés à ce projet de loi. (12 h 40)

L'an dernier, au moment où approchait la période de renouvellement des conventions collectives, le gouvernement faisait face à une situation très simple qui a été abondamment décrite ici. La crise économique, la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, les fermetures d'usines, un ensemble de facteurs dans notre société ont fait, à toutes fins utiles, non seulement que des citoyens en souffraient, mais que l'État avait moins de revenus. Plus de chômeurs, donc moins de gens qui paient de l'impôt; moins de gens qui paient de l'impôt, l'État a moins d'argent.

En même temps, cependant, certains types de dépenses devaient continuer de s'accroître. On pense ici à toutes les dépenses reliées à l'aide sociale. Le service de la dette de l'État québécois, à cette époque - je parle de la fin de 1981 jusqu'au milieu de 1982 - croissait en même temps que les taux d'intérêt, on s'en souviendra, avaient atteint près de 22% à la pire période, chose qui avait été absolument imprévisible dans les années antérieures, au moment de la signature des conventions.

Or, les conventions collectives qui devaient expirer le 31 décembre dernier prévoyaient des augmentations de salaire pouvant varier de 10% à 14% selon les cas et, rappelons-le, avaient fait en sorte que, dans les deux années précédentes, l'ensemble des travailleurs des secteurs public et parapublic avaient été assurés non seulement d'un ajustement de leur traitement en fonction de l'inflation, mais également de ce qu'on appelait un enrichissement collectif, principe qui avait été inscrit dans la rémunération de ces travailleurs au début des années soixante-dix et dont le gouvernement, en 1979, avait fait en sorte qu'au moins il soit diminué de moitié de ce qu'il était.

Devant cette situation, que fit le gouvernement? Il rencontra les représentants syndicaux et leur dit essentiellement, au mois d'avril 1982: Nous avons moins d'argent; nous devons vous verser, en vertu des conventions signées en 1979, des montants représentant près de 500 000 000 \$. Nous vous demandons d'accepter que ceux qui font 30 000 \$ et plus soient gelés pour un an, que ceux qui font de 20 000 \$ à 30 000 \$ obtiennent la moitié de l'inflation, ce qui veut dire à peu près 5%, et que ceux qui font moins de 20 000 \$, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent, de 13 000 \$ à

20 000 \$, obtiennent l'équivalent de l'inflation, et même un peu plus.

Les syndicats ont refusé l'offre qui leur avait été faite. On pourrait épiloguer longuement quant aux raisons qui les ont amenés à refuser, mais, de fait, ils ont refusé. L'État, qui n'est pas qu'employeur, mais qui représente l'ensemble des citoyens du Québec, devait donc prendre une décision. L'an dernier, au mois de juin 1982, il devait décider de couper massivement, par exemple, abolir le programme de soins dentaires pour les citoyens, ce qui représente environ 100 000 000 \$, imposer l'équivalent du ticket modérateur comme cela se fait maintenant dans plusieurs provinces, pour une autre somme de 100 000 000 \$, supprimer certains programmes dans d'autres secteurs comme celui de l'éducation. Je pense que mon collègue de Fabre a longuement développé ces questions. Cela, c'était un choix.

L'autre choix, c'était d'augmenter la taxation. Dieu sait que les Québécois sont assez taxés, c'est pourquoi le discours sur le budget d'hier soir a fait en sorte qu'on pouvait les assurer qu'ils ne le seraient pas plus. Le dernier choix était, à toutes fins utiles, d'augmenter les emprunts de l'État. Cela aussi, c'est une chose à laquelle il faut faire attention, compte tenu du degré d'endettement du Québec, qui n'est pas un phénomène nouveau, mais qui remonte au début des années soixante-dix.

Il restait une autre approche, c'était d'accepter de revoir, avec une combinaison des trois premiers facteurs, mais sans que cela affecte, de façon épouvantable, l'ensemble des citoyens, la rémunération des employés des secteurs public et parapublic qui, encore une fois, avaient bénéficié, au cours des années précédentes, non seulement du maintien de leur pouvoir d'achat, mais d'une augmentation relative de leur position sur le plan financier, et qui, deuxièmement, bénéficiaient, pour une très forte proportion d'entre elles et d'entre eux, d'une chose assez fondamentale en pleine période de crise économique, c'est-à-dire la sécurité d'emploi.

Devant le refus des syndicats, il y eut la loi 70 et les autres qui ont suivi et qui, à toutes fins utiles, ont découlé non seulement de cette première loi qui faisait une ouverture à la continuation de la négociation, mais également de la dynamique qui s'est instaurée de l'incapacité des structures syndicales d'amener la conviction chez leurs élites syndicales. Je dirai que cet effort devait se traduire par un changement des attitudes traditionnelles auxquelles s'étaient livrées nos structures syndicales depuis quinze ans dans leurs rapports avec l'État.

C'est comme cela qu'on a eu la loi 105, la loi 111 qui venait sanctionner l'irrespect de la loi 105 et ce projet de loi

no 8 qui met un terme final à tout cela et qui, à bien des égards, constitue une amélioration de certains des facteurs qui avaient été mis en place dans la loi 105.

Le contexte qui a marqué le déroulement de ces événements a été caractérisé par une certaine exagération et souvent, je dirais, une démesure dans le vocabulaire et les attitudes syndicales. Je laisserai ici à l'Opposition le soin de critiquer ce qu'ils auraient pu considérer comme de la démesure de la part de l'État. Je donnerai, à cet égard, quelques brefs exemples.

On se rappellera qu'à compter du mois d'août de l'an dernier, la Fédération des affaires sociales de la CSN a publié une série de tracts locaux et régionaux, je crois, qu'elle a distribués aux travailleurs, dans lesquels elle disait à des travailleurs préposés aux malades, employés d'entretien ou autres, dont le salaire se situait à environ 16 000 \$, qu'ils perdraient 20% de leur salaire à cause de la loi 105 ou de la loi 70. Or, c'était faux et ces travailleuses et ces travailleurs ont été à même de le constater, parce que, quand ils ont reçu leur chèque à compter du mois de janvier, y compris avec ses coupures, ils se sont rendu compte, s'ils gagnaient moins de 20 000 \$, qu'effectivement cette exigence en termes de récupération de ce qui avait été versé, mais que l'État n'avait plus les moyens de verser après le 31 décembre, était bien moindre que ce que les structures syndicales prétendaient que ce serait.

Démesure aussi dans la description de choses aussi complexes, on le sait, que les conditions consignées dans les conventions collectives de 200, 300 et parfois 400 pages. Je me réfère, notamment, à un journal syndical, celui de la Fédération des affaires sociales, des centres de services sociaux de la région de Montréal, où, par exemple, on dit que l'offre du gouvernement du mois de janvier - l'offre dont avaient convenu le président de la Fédération des affaires sociales avec celui qui vous parle ainsi que le bureau, qui est l'espèce d'instance plus ou moins élargie autour de l'exécutif de la Fédération des affaires sociales, mais rejetée par l'assemblée des délégués - comprenait un minimum de 1200 mises à pied chez les sécuritaires; or, il ne s'agit pas d'un minimum, il s'agit d'un maximum. Il ne s'agit pas d'un plancher, il s'agit d'un plafond. Faussetés, pour ne pas dire, dans certains cas, carrément, mensonges.

Il en est de même à l'égard de l'ancienneté. On dit que l'ancienneté n'est pas pleinement reconnue; absolument pas. Au contraire, on a ajouté des éléments de souplesse qui font que, quand une unité syndicale est transférée d'un établissement à un autre - par exemple, ces entreprises, dans le cadre de la santé et de la sécurité au

travail, qui ont des services de santé et qui voient leurs effectifs intégrés à un département de santé communautaire - il est permis, localement et volontairement, entre le syndical local et l'établissement, de procéder d'une autre façon, sur le plan de l'ancienneté, que de la façon prévue dans des négociations qui sont, elles, centralisées et qui, donc, ne peuvent pas tenir compte de toutes les réalités locales. Faussetés et mensonges, encore une fois, présentés par cette feuille de chou syndicale.

On parle de l'élimination du "bumping" alors qu'au contraire la supplantation, ce qu'on appelle le "bumping", doit, à l'occasion, arriver. C'est comme cela que ça fonctionne quand quelqu'un quitte, quand un poste n'est pas rempli, quand, pour une raison ou pour une autre, des changements technologiques amènent une diversification et une mobilité intersectorielles à l'intérieur même d'un établissement. Il faut bien qu'il y ait des déplacements de main-d'oeuvre, sinon, on serait confiné à l'immobilisme. Pourtant, ce qui était proposé dans l'entente visait à simplifier ce qu'on appelle le "bumping" et à faire en sorte qu'il y ait moins de personnes qui soient déplacées à l'occasion de ces fusions de postes ou autres.
(12 h 50)

Il en va de même pour la notion de fusion de services, droit qui existait dans le projet d'entente dont nous avions convenu avec le président de la Fédération des affaires sociales, M. Lessard. Nous acceptions une sorte de moratoire sur l'application de nouvelles mesures que nous voulions proposer pour faciliter, c'est vrai, la gestion dans certains cas.

Plus récemment, des affirmations, des faussetés et, je dirais même, des grossièretés. On parlait publiquement de la part de la Fédération des affaires sociales, son président s'étant cette fois identifié à ce type de remarques. Le foyer Harricana, à Amos, disait-on, oblige les patients à se réveiller la nuit parce qu'il n'y a pas assez de personnel pour s'en occuper. Or, la raison pour laquelle, la nuit, on réveille les patients du foyer Harricana, à Amos, c'est qu'un groupe de patients sont incontinents et il faut évidemment les réveiller la nuit quand ils sont souillés. À cette occasion, on leur offre, après leur avoir fait leur toilette, une collation et on les aide à retourner au lit. Présenter cela comme un effet des coupures, c'est d'une irresponsabilité absolument remarquable.

De la même façon, on nous disait qu'à l'hôpital de La Sarre, en Abitibi, on obligeait les personnes de cet hôpital à faire leur lit parce qu'on manquait de personnel alors que, dans un but de réadaptation, on permet à des patients d'aller faire leur lit, accompagnés d'un préposé aux malades, et ce dans le but de reprendre un certain degré

d'activité normale avant de sortir de l'hôpital. On a même eu plusieurs lettres de félicitations du conseil régional et de l'hôpital de La Sarre. Pourtant, la CSN présentait ce programme de réadaptation des patients, de transition vers le retour à la vie normale comme étant l'effet des coupures budgétaires.

On y disait qu'à l'hôpital de Sept-Îles, les mères étaient obligées de garder leurs enfants dans les chambres parce qu'on manquait de personnel, alors que c'est un programme de cohabitation des mères qui viennent de donner naissance à un enfant.

Ce type de démesure, cette attitude souvent mensongère, caractéristique d'une "syndicale bureaucratie" et non pas d'une social-démocratie, est un facteur, je pense, qui peut expliquer à la fois les difficultés et les tensions qui ont marqué cette époque, et un sentiment - à mes yeux parfaitement explicable, s'il est regrettable - d'aliénation des travailleurs à l'égard de leurs propres structures syndicales. Que vient faire la loi 8 dans tout cela? D'abord, elle oblige l'Assemblée nationale à régler un problème qui découle de l'absurdité du statut de notre société dans le régime fédéral, où on est obligé d'adopter tous les textes en langue anglaise y compris des textes aussi techniques que les conventions collectives.

Deuxièmement, elle assure que les travailleurs à temps partiel, ceux qui ont fait moins de 4400 \$ sur la période de janvier au début d'avril, obtiendront un forfaitaire, de telle sorte qu'ils n'auront pas l'équivalent de ce retrait d'une partie des 20% qui étaient prévus pour eux. Troisièmement, cette loi 8 permet effectivement la signature d'une entente avec la Fédération des affaires sociales à condition qu'on mette un peu d'ordre probablement dans les objectifs, dans cette fédération, qu'on sache un peu à quoi s'en tenir, à condition, probablement aussi qu'à cette fédération on se concentre sur l'essentiel c'est-à-dire l'intérêt des travailleurs qu'elle représente. Je ne dis pas que tout cela était facile, mais nous sommes parvenus, malgré tout, avec les infirmières, avec les techniciens, les préposés aux malades, avec onze des treize syndicats à obtenir des signatures et nous devrions normalement avoir la signature avec l'autre très bientôt.

L'offre est toujours là, à condition qu'on vienne signer. Si onze syndicats ont choisi, malgré ce contexte très exigeant, très difficile, de signer et de faire en sorte qu'il y ait des modifications au décret ou carrément des conventions collectives qui se substituent totalement au décret, il serait absolument inéquitable, injuste, inapproprié et à mes yeux discriminatoire à l'égard des autres syndicats que d'accorder par voie législative l'ensemble des conditions qui

constituaient l'offre dont nous avons évoqué le fait qu'elle était présente. Nous n'avons pas, à ce moment, dans les jours qui ont précédé le vote sur la grève des travailleurs de la CSN, la FAS, nous n'avons pas dit que cette offre constituait les conditions de travail, nous avons dit que, s'ils faisaient une grève illégale, elle ne pourrait pas être considérée comme valide. L'offre est toujours là, à condition, cependant que, comme les autres, ce syndicat accepte de signer. Nous ne pouvons pas, par voie législative améliorer la situation comme cela a été fait pour les autres s'ils ne font pas comme les autres, c'est-à-dire s'ils n'acceptent pas de faire eux-mêmes un geste plutôt que de se confiner à une passivité et à une rhétorique qui, souvent, est mensongère ou déconnectée de la réalité.

L'atmosphère, c'est vrai - M. le Président, je terminerai là-dessus - a été parfois difficile et désagréable pour tout le monde. Désagréable, sûrement pour les travailleurs qui se sont sentis un peu pointés du doigt dans la société, non pas que cela ait été fait volontairement de ce côté-ci, mais la situation elle-même, par le seul fait de la comparaison des conditions de travail, en a amené beaucoup, il faut le dire, parfois de façon démagogique, sur des lignes ouvertes ou ailleurs, à parler des travailleurs comme s'ils étaient la cause de la crise. Ce que nous avons affirmé depuis le début - l'ensemble des membres du gouvernement - ce n'est pas que les travailleurs des secteurs public et parapublic étaient la cause de la crise, mais qu'à toutes fins utiles, à bien des égards - non pas parfaitement - ils s'en étaient peut-être tirés un peu mieux que d'autres à cause de leur sécurité d'emploi et du maintien de leur niveau de vie pendant toutes ces années, parce qu'ils n'ont pas eu à subir l'inflation ou, enfin, parce qu'ils ont moins eu à subir l'inflation que les autres. Il ne s'agissait pas de dire qu'ils en étaient la cause, mais qu'ils subissaient moins sévèrement les effets de cette crise et qu'à cet égard - parce que l'État a des responsabilités à l'égard de tout le monde - il fallait faire cet effort auquel ils n'ont pas voulu consentir volontairement à travers leurs structures l'an dernier et que le gouvernement a dû imposer, à toutes fins utiles.

Les travailleurs savent aussi que, s'il est vrai que dans le réseau des affaires sociales cela a été quelque peu difficile à cause de ce qu'on a appelé les compressions, ces choses se sont maintenant stabilisées et qu'il y aura dans la seule grande région métropolitaine de Montréal la création de tout près de 1000 postes additionnels dans le réseau des affaires sociales, ce qui nous permettra, à bien des égards, d'utiliser la main-d'œuvre en sécurité d'emploi et qui aurait été mise en disponibilité. Ils savent

aussi, ceux qui ont cette sécurité d'emploi, que cela vaut son pesant d'or dans le contexte actuel. Ils savent aussi que les conditions des décrets prévoient que la masse salariale sera indexée à l'inflation et qu'une majorité de travailleurs du réseau des affaires sociales verra, à compter de l'année qui vient, non seulement sa rémunération indexée à l'inflation, mais légèrement supérieure à l'inflation. Ils le savent. Il reste maintenant à souhaiter que les structures qui les représentent acceptent de faire en sorte qu'on corrige d'autres éléments de ces décrets en faveur de l'ensemble des travailleurs, mais à la condition qu'ils viennent signer. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député d'Argenteuil.

M. Ryan: M. le Président, je vais demander l'ajournement.

Le Vice-Président (M. Rancourt): L'ajournement du débat?

M. Ryan: Oui.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée? Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Boucher: M. le Président, je fais motion pour que nous suspendions nos travaux jusqu'à 15 heures.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Nos travaux sont suspendus jusqu'à 15 heures.

(Suspension de la séance à 12 h 59)

(Reprise de la séance à 15 h 13)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez prendre vos places.

Aux affaires courantes, il n'y a pas de déclaration ministérielle.

Au dépôt de documents, M. le leader parlementaire du gouvernement, au nom du ministre de l'Énergie et des Ressources.

Rapport annuel d'Hydro-Québec

M. Bertrand: M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport annuel de l'année 1982 d'Hydro-Québec.

Le Président: Rapport déposé.
M. le député de Richmond.

Pétition demandant la reconstruction de la route 116 entre Kingsey-Falls et Richmond

M. Vallières: M. le Président, j'ai le dépôt d'une pétition. Je vais vous en lire le préambule. Cela concerne la route 116, dans le comté de Richmond.

"Considérant la décision du gouvernement du Québec en 1977 d'annuler le projet de construction de l'autoroute 55 devant relier Saint-Albert à Richmond;

"Considérant les engagements du premier ministre, M. René Lévesque, de rendre prioritaire la réfection de la route 116 en 1979, des ex-ministres des Transports, MM. Lessard et de Belleval, et du ministre actuel, M. Michel Clair;

"Considérant l'engagement des candidats du Parti québécois en Estrie, lors de l'élection générale du 13 avril 1981, à savoir de reconstruire la route 116, section Richmond-Danville;

"Considérant que la route 116 a atteint un niveau de détérioration avancé tant au plan de son caractère géographique que structural et qu'elle représente un danger sérieux pour ses usagers...

M. le Président, est-ce que je peux vous demander la collaboration des amis d'en face pour que je puisse lire adéquatement le document?

Le Président: Je vous écoute et la plupart de vos collègues vous écoutent religieusement. Malheureusement, il y en a certains qui troublent la cérémonie.

M. Vallières: C'est que j'aimerais également pouvoir entendre ce que je dis, M. le Président.

Le Président: Ah! cela, c'est une bonne idée.

M. Vallières: "Considérant l'importance vitale de la reconstruction de la route 116 pour le développement économique des régions d'Asbestos, Danville, Richmond et Kingsey-Falls;

"Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec de procéder sans délai à la reconstruction de la route 116, entre Kingsey-Falls et Richmond, et de considérer prioritairement la réfection du tronçon reliant Danville à Richmond."

Merci, M. le Président.

Le Président: Pétition déposée.

Il n'y a pas de dépôt de rapports de commissions élues ni du greffier en loi sur des projets de loi privés.

Au dépôt des projets de loi au nom du gouvernement, M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article a) du feuillet.

Projet de loi no 11

Première lecture

Le Président: Le ministre des Finances propose la première lecture du projet de loi no 11, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts.

M. le ministre des Finances.

M. Jacques Parizeau

M. Parizeau: M. le Président, ce projet de loi a principalement pour objet de porter à 60 000 \$ la garantie des dépôts d'argent prévus à la Loi sur l'assurance-dépôts, de modifier le régime de permis prévus à cette loi et d'augmenter les pouvoirs de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Il a également pour objet de modifier ou de préciser certaines dispositions relatives à l'administration de la régie et à la garantie des dépôts. Ainsi, le projet hausse de 20 000 \$ à 60 000 \$, rétroactivement au 4 janvier 1983, le montant maximum d'un dépôt garanti par la régie et ce, à l'égard des dépôts faits aux banques et aux institutions inscrites à cette date à la régie.

Le projet précise les objets de la régie, modifie la composition et le mode de fonctionnement de son conseil d'administration et prévoit les modes de nomination et de remplacement des membres de ce conseil ainsi que certaines règles auxquelles ses membres seront assujettis en ce qui concerne les conflits d'intérêts et la divulgation d'intérêts.

Il prévoit de plus qu'un permis émis par la régie demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit suspendu ou révoqué, étend les causes de suspension ou de révocation de permis et octroie à la régie plus de pouvoirs quant aux informations qu'elle peut requérir des institutions.

Le projet prévoit également les cas dans lesquels l'obligation de garantie de la régie sera exécutoire ainsi que certaines règles relatives à l'exécution de la garantie et au recouvrement, auprès des institutions, des sommes qu'elle a été tenue de payer aux déposants.

De plus, le projet crée l'obligation pour la régie de maintenir un fonds d'assurance-dépôts constitué des primes perçues par la régie auprès des institutions inscrites et des sommes que pourra verser le ministre des Finances avec l'autorisation du gouvernement. Ce fonds servira au paiement en exécution de la garantie prévue à la loi et à l'exercice des pouvoirs spéciaux de la régie, pouvoirs qui sont étendus par le projet.

Ce projet traite enfin de certains

paiements de la régie dans le cadre de l'application de la Loi sur l'assurance-dépôts. Merci, M. le Président.

Le Président: La première lecture de ce projet de loi est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture, prochaine séance ou séance subséquente.

Il n'y a pas de présentation de projets de loi au nom des députés, nous passons donc à la période des questions. M. le député de Laporte.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Le déficit de Quebecair en 1982

M. Bourbeau: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre des Transports. J'ai eu l'occasion, hier, de poser une question au ministre des Transports au sujet du déficit de Quebecair pour l'année 1982. J'ai cité, comme je le fais de nouveau, ce que le ministre des Transports nous a dit ici même, en cette Chambre, le 26 avril dernier. R/802, page 2: "Le déficit de Quebecair, l'année dernière, a été de 15 000 000 \$."

À la suite de cette question, le ministre m'a référé à la commission parlementaire des transports qui a tenu ses travaux au mois de mars, au cours de laquelle il a été mis en preuve que le déficit de Quebecair a été de 21 700 000 \$, non pas de 15 000 000 \$. J'ai tenté hier de permettre au ministre de corriger cet imbroglio. C'était là le but de ma question. Le ministre n'a pas voulu avouer qu'il avait induit la Chambre en erreur le 26 avril dernier quand il nous a déclaré que le déficit avait été de 15 000 000 \$ et m'a référé à la commission parlementaire du mois de mars.

M. le Président, je souligne que c'est très important pour tout le monde qu'on sache exactement ce qui s'est passé parce que tous les députés ne sont pas membres de la commission parlementaire des transports, d'une part, et tous les citoyens du Québec n'ont pas assisté aux travaux.

Ma question est la suivante. Est-ce que le ministre pourrait nous confirmer que le déficit de Quebecair, pour l'année 1982, a bien été de 21 700 000 \$ et non pas de 15 000 000 \$, comme il l'a énoncé en cette Chambre? Deuxièmement, on voudrait savoir quand le ministre dit la vérité. Est-ce quand il parle en cette Chambre ou quand il parle en commission parlementaire?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Clair: M. le Président, il dit la vérité dans les deux cas. Justement, j'ai eu l'occasion de relire le journal des Débats, la page à laquelle se réfère le député de Laporte. Le député, dans sa question, hier et aujourd'hui, dans un premier temps - en tout cas, si ce n'est pas ce qu'il a voulu faire, je l'interpréterai ainsi - m'a prêté l'intention d'induire la Chambre en erreur.
(15 h 20)

Relativement à cette question, c'est une façon bien bizarre pour quelqu'un de tenter d'induire les parlementaires en erreur en déposant, comme je l'ai fait, en commission parlementaire, le 1er mars dernier, les états financiers consolidés préliminaires de tout le groupe des entreprises Quebecair. Je l'ai fait le 1er mars dernier et, effectivement, au bilan consolidé préliminaire, on apprend un certain nombre de choses. C'est écrit en toutes lettres, au bilan consolidé de Quebecair: états financiers consolidés au 31 décembre 1982, projet pour fins de discussions, effectivement, apparaît un montant de 21 700 000 \$.

Maintenant, le député dit que ce n'est pas 15 000 000 \$, mais 21 700 000 \$. Il faut bien comprendre que, lorsqu'on parle du dossier de Quebecair, il ne s'agit pas d'une seule entreprise. C'est un regroupement de six entreprises. Selon qu'on parle de Quebecair Inc., qui est la principale entreprise du groupe, ou qu'on parle de Régionair, qui est une de ses filiales, le portrait est différent. Dans le cas de Quebecair Inc., je vous cite, à la page 4 des états financiers vérifiés - je vais les déposer, M. le Président, maintenant qu'ils sont vérifiés - les résultats de l'exercice financier terminé le 31 décembre 1982. Après les revenus d'exploitation et les frais d'exploitation, on voit une perte brute d'exploitation pour Quebecair Inc., de 8 700 000 \$. Les autres dépenses, dans le cas, se révèlent des pertes pour un montant d'un peu plus de 7 000 000 \$, ce qui donne exactement 16 200 000 \$ de pertes pour Quebecair Inc.

Maintenant, si on prend le total, le consolidé, qui regroupe les six entreprises suivantes: Quebecair, Propair, Régionair, Vacances Quebecair qui a cessé ses activités en 1982, Quebecair Finances et 1848, la compagnie de holding, effectivement, on aboutit aux états financiers consolidés où, comme on l'avait déjà dit il y a deux mois et demi, en commission parlementaire, l'ordre de grandeur des pertes pour l'année 1982 est de 21 000 000 \$. En fait, les états financiers vérifiés les rendent légèrement plus élevées, de quelques centaines de milliers de dollars tout au plus. Le problème

avec le député de Laporte dans le dossier de Quebecair, c'est qu'il essaie sans cesse de mêler les gens à partir de chiffres, d'états financiers, en jouant, en additionnant tantôt des prêts, tantôt des garanties de prêt, des investissements du gouvernement et en tirant toutes sortes de conclusions.

Je redépense - pour la deuxième fois - les états financiers consolidés de Quebecair que j'avais déposés le 1er mars 1983. Ils étaient préliminaires. Je dépose maintenant les états financiers consolidés au 31 décembre 1982, vérifiés, qui vont confirmer simplement ce que j'ai eu l'occasion de dire en commission parlementaire et en Chambre.

Le Président: En complémentaire, M. le député de Laporte.

M. Bourbeau: M. le Président, le ministre essaie de noyer le poisson. Le ministre n'est-il pas d'accord pour dire que, dans tout le dossier Quebecair, tout est consolidé depuis toujours, enfin, depuis au moins un an en ce qui concerne Régionair, qu'il n'y a qu'une seule administration, qu'une seule comptabilité? En ce qui concerne Vacances Quebecair, n'est-ce pas une division à l'intérieur de Quebecair et que cela fait partie du bilan de la compagnie? Jamais, depuis que le dossier Quebecair est sur la place publique, on n'a comptabilisé à part Vacances Quebecair et les autres composantes de sorte que tous les intervenants, tous les observateurs n'ont toujours parlé que d'un seul bilan, le bilan de Quebecair dont le déficit est de 21 700 000 \$.

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Clair: Je ne sais pas si le député connaît les dispositions de la Loi sur les compagnies de la même façon que je les connais. J'imagine qu'on connaît les mêmes. Quebecair et ses filiales, et ses autres compagnies, cette année, comme les autres années, doit produire des états financiers pour chacune des compagnies, un état financier consolidé. Quebecair a respecté la loi de la même façon que les autres compagnies. Selon ce dont on parle, quand on parle de Régionair, on parle de Régionair, quand on parle de Quebecair, c'est autre chose; Propair, c'est une troisième chose et quand on parle du bilan consolidé, la note aux états financiers l'indique, ce sont des états financiers consolidés pour toutes les compagnies que j'ai énumérées. Je ne vois pas de problème là-dessus.

Le Président: M. le député d'Argenteuil, question principale.

M. Lalonde: La glace est mince!

La taxe sur le carburant à l'aéroport de Mirabel

M. Ryan: Ma question s'adresse au ministre des Finances. Est-il disponible?

M. le Président, dans son discours sur le budget, le ministre des Finances a fait un effort plutôt exceptionnel pour harmoniser plusieurs mesures fiscales du Québec avec les mesures fiscales qui ont été annoncées dans le discours sur le budget fédéral, la semaine dernière; c'est un effort beaucoup plus marqué que d'habitude et dont je félicite le ministre des Finances. Je suis convaincu que s'il avait été tenté plus tôt de manière aussi sérieuse qu'il semble se produire depuis quelques semaines, on aurait eu de bien meilleurs résultats pour les finances publiques et à Québec et à Ottawa. Mais, dans les efforts d'harmonisation qui ont été évoqués par le ministre des Finances, je n'ai rien remarqué en ce qui touche une mesure qui présente un intérêt spécial pour les citoyens du comté d'Argenteuil et tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'aéroport de Mirabel.

Dans son discours sur le budget, le ministre fédéral des Finances a annoncé des allègements fiscaux en ce qui touchent les taxes sur les carburants destinées à l'aviation. Les passages du discours sur le budget fédéral relatifs à cette question ne sont pas les plus limpides, mais je voudrais demander au ministre des Finances s'il a envisagé la possibilité de mesures spéciales en ce qui touche la taxe sur le carburant à l'aéroport de Mirabel de manière à favoriser par une action conjointe des deux gouvernements la relance de la vocation de Mirabel en ce qui touche le carburant aérien. Comme c'est là, on est en suspens. Je voudrais demander au ministre des Finances d'abord s'il est en mesure d'interpréter, s'il aurait reçu des informations concernant la signification exacte des mesures fédérales, et, deuxièmement, s'il est prêt à envisager une mesure comme celle-là pour faciliter la relance de Mirabel en matière de cargo aérien.

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Parizeau: M. le Président, je voudrais d'abord m'excuser auprès du député d'Argenteuil de m'être absenté quelques moments. Effectivement, la question que le député d'Argenteuil soulève est pour moi, depuis quelques jours un objet d'interrogation. Le ministre fédéral des Finances a en somme annoncé des mesures sur les carburants utilisés par les avions qui ont une portée générale, c'est-à-dire canadienne. D'autre part, dans les commentaires qu'il a présentés sur son budget, il a mis en cause des mesures qui pourraient ne s'appliquer qu'à

l'égard de Mirabel et il a indiqué qu'il m'écrit une lettre à cet effet en me demandant de faire la même chose. Loin de moi l'idée de ne pas vouloir, si c'est possible, m'harmoniser dans ce cas, sauf que je n'en sais pas encore suffisamment. Dès que j'aurai reçu la lettre du ministre fédéral des Finances et qu'on aura eu le temps de l'examiner, je me brancherai. Mais, pour le moment, on comprendra que cela m'est un peu difficile d'envisager quelque mesure que ce soit basée simplement sur les reportages de journaux au sujet de ce que M. Lalonde aurait dit. Non pas que je n'aie pas la plus grande confiance dans les journalistes, mais on reconnaîtra que ce n'est pas exactement une façon de traiter les affaires fiscales. Encore une fois, je ne suis orienté ni dans un sens ni dans l'autre. Dès que je saurai précisément de quoi il s'agit, nous pourrions en discuter.

Le Président: Une question complémentaire, M. le député d'Argenteuil.

M. Ryan: Dans les milieux qui s'intéressent à Mirabel, la nouvelle circule voulant que le ministre des Finances vous ait écrit la semaine dernière à ce sujet, en date de mardi dernier. Étant donné les lenteurs proverbiales du service postal...

Des voix: Le fédéral! Le fédéral!

M. Ryan: Oui. Pourrais-je demander au ministre des Finances de prendre des renseignements de manière à pouvoir informer la Chambre demain? Et si, tout à coup, cette lettre était effectivement partie et qu'elle était perdue quelque part!

Des voix: À Mirabel.

M. Ryan: Je ne voudrais pas qu'on continue à perdre du temps à ce sujet.

Le Président: M. le ministre des Finances.
(15 h 30)

M. Parizeau: M. le Président, sans mettre en cause l'efficacité du service postal canadien, on reconnaîtra que de mon côté, depuis quelques jours, j'ai eu quelques activités parascolaires relativement préoccupantes et dans la mesure où j'aurais déjà reçu cette lettre, je l'examinerai. Je demanderais cependant au député d'Argenteuil de me laisser quelques jours pour faire examiner les conséquences de ce qu'il y a dans la lettre avant d'avoir - comment dire? - une réponse un peu hâtive ici en Chambre. Normalement, ce genre de choses doit être examiné pendant quelques jours. Cette semaine, cela me paraît un peu tôt, mais la semaine prochaine, sûrement.

Le Président: Question principale, M. le député de Westmount.

**Le glissement du Québec
français vers l'anglais**

M. French: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration. Je voudrais lui demander, dans le sillage de l'indépendance ou l'assimilation, précisément quelle politique adopterait un Québec indépendant afin de contrer l'assimilation des francophones québécois.

Le Président: M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

M. Godin: Tout d'abord, M. le Président, c'est une question hypothétique, d'une part...

Des voix: Ah!

M. Godin: ...d'ailleurs, M. le Président...

Le Président: À l'ordre!

M. Godin: ...aussi hypothétique que l'avenir du parti en face de nous qui n'a pas de chef, qui n'a pas de programme, qui n'a d'idées sur rien...

Des voix: C'est cela.

M. Godin: ...et surtout pas sur l'assimilation des francophones de ce pays, le Canada, et ceux du Québec aussi d'ailleurs. Ce que je commencerais par faire, premièrement, serait de m'assurer que chaque travailleur canadien-français d'origine puisse travailler dans sa langue dans ce pays. Je m'assurerais, deuxièmement, que tous les nouveaux venus puissent travailler également en français et que la tentation de l'anglais soit un peu moins forte.

Je m'assurerais, troisièmement, que dans les universités françaises du Québec, les manuels scolaires, autant que faire se peut, soient en français. Je m'assurerais que des mesures soient prises pour que le français puisse occuper toute la place à laquelle il a droit au Québec.

Il est sûr que si nous décidons de faire cela, il y a des gens qui ne seront pas d'accord. Il y a des gens en face qui sont pour l'assimilation et qui ne l'avoueront jamais. La Gazette est pour l'assimilation, mais elle ne le dira jamais. C'est la raison pour laquelle il faut être ici, nous, de ce côté de la Chambre, le signal d'alarme, ce qu'on appelle en anglais un "smoke signal". Chaque fois que nous voyons apparaître quelque indice que ce soit... Cela les fait rire. L'assimilation les fait rire. Voilà le Parti libéral, l'assimilation le fait rire. Cela

m'effraie beaucoup.

Le Président: En conclusion.

M. Godin: Ce que nous ferions, nous allons pendant les mois et les années qui viennent, d'ici les prochaines élections, attirer l'attention de tous les Québécois sur ce problème et nous leur demanderons de se brancher face à ce problème. Je ne suis pas sûr que le Parti libéral aura quoi que ce soit à dire là-dessus d'ici deux ans.

Le Président: En complémentaire, M. le député de Westmount.

M. French: M. le Président, je voudrais demander au ministre combien le gouvernement du Québec va dépenser afin de faire traduire les manuels scolaires de niveau universitaire de l'anglais au français pour l'année financière actuelle.

Le Président: M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

M. Godin: M. le Président, tout d'abord, ce problème fait déjà partie des préoccupations du ministère de l'Éducation. Deuxièmement, il a déjà été évoqué dans des rencontres internationales des pays francophones. Je crois qu'effectivement, pour tous les pays francophones du monde parmi lesquels le Québec est, je dirais, à l'avant-poste de l'assimilation - je dis à "l'avant-poste" parce que nous sommes voisins d'un éléphant qui s'appelle l'éléphant américain - ce n'est pas la communauté anglaise du Québec qui menace les Québécois ici, c'est tout simplement la force d'attraction de la langue anglaise dans le monde. Il faudrait que tous les pays français du monde mettent leurs efforts en commun pour que la recherche scientifique soit accessible en français le plus tôt possible. D'ailleurs, il y a déjà des mesures de prises, mais on se rend compte, grâce au recensement fédéral, dont des parties sont restées cachées à Ottawa et que nous avons découvertes à Québec, que l'assimilation se poursuit. Il faut, par conséquent, que des deux côtés de la Chambre - je l'ai dit hier et je le répète aujourd'hui, quoique j'en sois sûr de ce côté et moins de l'autre côté - nous réfléchissions pour trouver des solutions à ce problème dramatique et très grave.

Le Président: Question complémentaire, M. le député de Westmount.

M. French: Est-ce à dire que les propos du premier ministre, entre autres, si je ne m'abuse, voulant qu'un Québec indépendant n'aurait pas besoin d'une législation linguistique, sont maintenant lettres mortes au sein du Parti québécois?

Le Président: M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

M. Godin: M. le Président, je pense que le premier ministre a fait une hypothèse dans ce domaine. Nous avons vu au recensement de 1981 que la situation avait empiré. Nous verrons en 1991 si cela empire encore et nous aviserons, en ayant pris connaissance de tous les chiffres. Mais je peux dire à l'Opposition que, pour le groupe d'âge de 25 ans et moins, l'assimilation est plus rapide que nous ne l'imaginions; c'est pire qu'en 1971, deux fois pire qu'en 1971. Alors, par conséquent, je me réjouis de voir que le député de Westmount se préoccupe de cela. J'espère qu'il s'en préoccupe dans le sens de la sauvegarde du fait français en Amérique du Nord, qui est concentré ici, qu'on le veuille ou non.

Le Président: Deux questions complémentaires. M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: En additionnelle, M. le Président. Pourquoi la séparation politique du Québec du reste du Canada est-elle nécessaire pour accomplir ce que le ministre vient de nous décrire, c'est-à-dire rendre le français langue de travail nécessaire? N'est-ce pas là l'objectif de la loi 101? Pourquoi doit-on séparer le Québec du reste du Canada pour mettre à la disposition de nos étudiants des bouquins en français? En troisième partie, est-ce que l'obstacle de la francisation des entreprises - parce qu'il y a des obstacles - ce n'est pas plutôt des nécessités économiques plutôt que des réalités politiques?

Le Président: M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

M. Godin: Le député de Marguerite-Bourgeoys, qui a été l'un des protagonistes de la loi 22, est parfaitement au courant qu'effectivement les lois ne peuvent avoir qu'un effet secondaire sur les tendances profondes d'une minorité vers la langue de la majorité. Il en est aussi conscient que moi, j'en suis convaincu.

Ce dont je suis convaincu, c'est que nous avons vécu depuis 15 ans sous l'empire du "French Power". Ce gouvernement fédéral, à Ottawa, a eu tous les instruments en main, une majorité absolue en Chambre pendant quinze ans, moins quelques mois, et ce gouvernement, avec des politiques de bilinguisme et de biculturalisme, n'a pas réussi à freiner l'assimilation; au contraire, cela s'est accéléré.

Par conséquent, le Québec se rend compte que le fédéralisme n'est pas la garantie du "French Fact", du fait français au Québec. Par conséquent, je suis convaincu

que les Québécois se rendront compte que leur salut linguistique et culturel passe par Québec et pas par Ottawa.

Le Président: Dernière question complémentaire, M. le député de Mille-Îles.

M. Champagne: Question additionnelle, M. le Président. Dans le dernier recensement, justement dans le même sens, il est inquiétant de voir que la communauté...

Le Président: Sans préambule, M. le député.

M. Champagne: Voici. C'est au sujet de la communauté des allophones. Selon des statistiques que le ministre connaît et que je ne peux pas donner ici, les allophones du Québec, depuis la dernière décennie, s'en vont irrévocablement vers la communauté anglophone...

Le Président: M. le député.

M. Champagne: Ce que je veux savoir de la part du ministre, M. le Président...

Le Président: Alors, votre question, je vous prie.

M. Champagne: ...c'est ce que le ministre entend faire pour corriger la situation du fait que les allophones s'en vont irrévocablement, majoritairement, vers la communauté anglophone du Québec.

Le Président: M. le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, tout en signalant que c'était une question complémentaire avec beaucoup d'élasticité.

M. Godin: Oui, M. le Président. En commission parlementaire, face à mes collègues de Gatineau et de Notre-Dame-de-Grâce, j'ai répondu à la question dans le sens qu'il est possible que le fait que la loi 101 ne couvre pas, pour l'instant, une entreprise de 50 employés et moins soit l'un des facteurs. Je leur ai dit que nous étudierions cette question, parce qu'il est fort possible que ce soit là l'une des causes de ce glissement continu des allophones du Québec et des francophones du Québec, d'ailleurs, vers l'anglais. Les chiffres sont connus maintenant: 114 000, pour les dix dernières années, allophones et francophones ayant glissé vers l'anglais par rapport à 99 000 pour la décennie précédente. Par conséquent, nous allons nous pencher là-dessus. Mais, ce qui m'a frappé, c'est que le député de D'Arcy McGee - pardon, le député de Notre-Dame-de-Grâce - le lendemain, a fait une conférence de presse dénonçant cette position et se dévoilant comme étant

le défenseur de la langue anglaise au Québec et non pas des travailleurs francophones du Québec.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: Question de règlement, M. le député de Gatineau.
(15 h 40)

M. Gratton: Pourriez-vous demander au ministre de répondre à la question du député de Mille-Îles à savoir ce qu'il entend faire pour remédier à la situation?

Le Président: Il ne s'agit pas là d'une question de règlement. Question principale, M. le député de Matapédia.

M. Gratton: Il ne répond même pas aux questions de ses propres collègues!

Les ententes Canada-Québec pour le développement économique

M. Marquis: M. le Président, ma question s'adresse au ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional et aussi responsable de la négociation des ententes Canada-Québec.

Dans un éditorial du Devoir du 10 mai 1983, M. Jean-Claude Leclerc fait une critique très objective, je pense, du "plan de développement économique Canada-Gaspésie et Bas-Saint-Laurent", tel qu'annoncé le 6 mai dernier à Matane, par les ministres fédéraux Pierre De Bané, Marc Lalonde et Herb Gray - éditorial, d'ailleurs, qui s'intitule L'abcès de Matane. Il aurait pu l'intituler L'abcès de la région Bas-Saint-Laurent-Gaspésie...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre!

M. Marquis: À cette occasion...

Le Président: Pourrait-on permettre au député de Matapédia de poser sa question afin qu'on puisse la comprendre à ce bout-ci de la Chambre?

M. le député, je vous en prie.

M. Marquis: ...M. De Bané aurait déclaré que, idéalement, le plan de développement économique du Canada-Gaspésie et Bas-Saint-Laurent aurait été meilleur avec une entente 50-50 avec le gouvernement du Québec, mais que le gouvernement fédéral avait été forcé d'agir unilatéralement pour éviter, justement, des chicanes, semble-t-il, avec le Québec. Alors, voici ma question au ministre concerné: Est-il vrai que le gouvernement du Québec ne peut pas s'entendre avec le fédéral depuis 1976 pour signer des ententes soit pour tout

le Québec, soit pour une région particulière comme le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine qui en ont besoin tout autant que d'autres régions, sinon davantage? Est-ce que c'est vrai? Est-ce que ça dépend du Québec tout simplement ou si ça dépend des deux? Je voudrais que le ministre me réponde. Si oui, quelle est la raison ou quelles sont les raisons de cette méfiance?

Le Président: M. le ministre, avant de répondre à la question, je me permets de vous signaler que la question est beaucoup trop large pour être posée à la période des questions. Je vais permettre que vous répondiez à la partie d'actualité de la question, mais non pas depuis 1976.

Une voix: C'est toujours pareil.

M. Gendron: Rapidement, M. le Président, je peux admettre que la question est large, mais l'exercice auquel se sont commis nos collègues fédéraux était passablement large en déploiement, autant dans la somme qu'on ne verra peut-être jamais, parce qu'ils sont allés annoncer là quelque chose qui a été promis il y a un an par M. Trudeau, à savoir qu'il y aurait un plan de relance dans l'Est du Québec. Il y a exactement un an, M. Trudeau est allé annoncer cela et, pas plus tard qu'il y a quelques jours, avec autant de ministres et de fonctionnaires fédéraux qu'il y avait de gens dans l'Est du Québec, on est allé confirmer les 225 000 000 \$ du gouvernement fédéral, sur une période de 15 ans pour certaines parties. Cela faisait dire à Jean-Claude Leclerc qu'ils pensent que nous serons au pouvoir longtemps, puisqu'ils disent qu'ils font cela parce qu'ils ne peuvent pas s'entendre avec le gouvernement actuel. Comme sur certaines choses ils ont prévu 15 ans, c'est parce qu'eux-mêmes ont décidé que nous serions au pouvoir pour une quinzaine d'années.

Des voix: Bravo!

M. Gendron: M. le Président, ce n'est pas la première énormité du gouvernement fédéral. Lorsqu'on laisse entendre - c'était là surtout la question de mon collègue de Matapédia - qu'on est obligé de procéder comme ça parce qu'il n'y a pas moyen de s'entendre avec le gouvernement du Québec, alors qu'il y a quelques mois, M. De Bané lui-même avait mentionné que, bien sûr, la seule façon de faire intelligemment du développement, c'était d'abord avec la concertation des deux paliers de gouvernement et avec le milieu, j'ai répété à plusieurs reprises, depuis que j'ai la responsabilité du développement régional qu'il est impensable de prétendre avoir des gestes

qui ont une portée à caractère régional s'il n'y a pas un minimum de concertation entre les agents de développement. Il est clair qu'il s'agit beaucoup plus d'un plan politique, d'un plan de communication que d'un plan de développement.

Il est complètement erroné - je termine là-dessus parce que c'est ça l'essentiel de la question - qu'il n'y a pas moyen de s'entendre avec nous. Je le redis, pour la troisième fois: depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons signé pour environ 1 000 000 000 \$ d'ententes; depuis que nous sommes les seuls signataires, on en a signé pour 875 000 000 \$; depuis au-delà de six mois, on n'a ménagé aucun effort pour essayer de liquider les soldes résiduels aux ententes auxiliaires. On a commencé l'exercice, ça faisait exactement un an hier, et j'ai commencé à recevoir des réponses depuis quelques semaines de la part de différents collègues qui disent: Oui, on va regarder cela, vous nous avez fait des suggestions pour liquider les soldes résiduels...

Une voix: Vos collègues fédéraux.

M. Gendron: Mes collègues fédéraux, bien sûr... pour liquider les soldes.

Une voix: Un an après?

M. Gendron: Un an après.

En conclusion, je tiens à vous dire que j'ai beaucoup de difficulté à concilier l'espèce de strip-tease partisan qu'on est allé faire dans l'Est du Québec avec l'esprit de la lettre de M. Donald Johnston qui m'a envoyé ça récemment en disant: M. Gendron, j'aimerais vous souligner toute l'importance que nous, du gouvernement fédéral, attachons à la prochaine négociation d'une nouvelle entente de développement économique avec le Québec. Je demeure convaincu que nos deux gouvernements peuvent coopérer à l'identification des priorités de développement économique de la province et à la réalisation de nombreux projets. Nous sommes à compléter nos affaires et on va vous contacter à nouveau. J'ai rencontré M. Johnston en décembre...

Le Président: M. le ministre, je vous en prie.

M. Gendron: ...je termine là-dessus - pour commencer à lui parler du renouvellement des ententes à la suite de mars 1984. Oui, il y a moyen de s'entendre avec le gouvernement du Québec si on s'en donne la peine.

Le Président: Une courte question complémentaire, M. le député de Matapédia.

M. Marquis: J'ai une courte question complémentaire. Le ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional a dit qu'il était prêt, au nom du gouvernement du Québec, à signer d'autres ententes, à aller négocier. Est-ce qu'il y en a pour la région dont je parle...

Une voix: Il va y aller.

M. Marquis: ...le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie? Est-ce qu'il y en a en négociation qui pourraient être signées à part les programmes qui sont annoncés par nos collègues fédéraux?

Le Président: M. le ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional.

M. Gendron: Oui, bien sûr. Très rapidement, je vais dire que je suis heureux de la question et j'invite, par la même occasion, tous les intervenants régionaux à être vigilants et à regarder ce qui tombe comme projets dans leur région, parce que dans ce qui est annoncé, le même article parle de 225 000 000 \$ collés sur aucun projet. Vous allez le savoir dans le second strip-tease, peut-être dans le troisième.

Nous avons envoyé une liste de projets précis. Dans votre région, il y avait au moins celui de la 132, concernant les sols résiduels et les axes routiers prioritaires. Ce sont des sommes qui pourraient être dépensées pour la 132.

M. Bérubé: La papeterie de Matane.

M. Gendron: La papeterie de Matane est toujours un dossier pour lequel nous...

M. Bérubé: On attend toujours.

M. Gendron: ...attendons toujours des conclusions. Il y a eu une identification de certains projets précis. J'aurai l'occasion, demain, d'être plus volubile à ce sujet, parce que je ferai une conférence de presse sur la question de la liquidation des sols et des ententes.

Des voix: Ah!

Le Président: Question complémentaire, M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, ma question additionnelle s'adresse au ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional. N'est-il pas exact qu'il y a deux sortes d'ententes, les ententes sectorielles et les ententes régionales? N'est-il pas vrai que le gouvernement péquiste, depuis 1976 - ce sont des déclarations qui ont été faites en cette Chambre; je regarde,

à ce moment-ci, le prédécesseur de l'actuel ministre - a toujours refusé de signer des ententes régionales avec le gouvernement fédéral et qu'il s'en est toujours tenu à des ententes sectorielles? À la question du député de Matapédia, s'il avait reçu une réponse, cette réponse aurait été une explication de la part de ce gouvernement quant à son refus, un refus qui est revenu à plusieurs reprises...

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): ...de s'entendre avec le gouvernement fédéral dans les ententes régionales.

Le Président: M. le ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional.

M. Gendron: Il n'existe pas, M. le Président et collègues de la Chambre, deux types d'ententes, des ententes régionales et des ententes sectorielles. Il existe une entente-cadre et, en dehors de l'entente-cadre, il existe des ententes dites sectorielles. Le gouvernement du Québec a la conviction qu'à l'intérieur des ententes sectorielles, on peut atteindre exactement les mêmes objectifs pour plusieurs régions du Québec pour lesquelles nous voudrions avoir une participation conjointe dans les domaines d'intervention spécifique, que ce soit les forêts, les mines, l'agriculture, pour développer les ressources du Québec. (15 h 50)

C'est vrai que le gouvernement du Québec ne voulait pas signer des ententes spécifiques dans une région et une autre pour éviter ce qui va se produire, comme eux-mêmes le prétendent. Aujourd'hui, ils veulent municipaliser le Québec. Ils ont commencé par la région de l'Est du Québec. Quelques mois plus tard, on va essayer de faire le même strip-tease encore dans d'autres régions du Québec, étalé sur dix, douze ou quinze ans sans pouvoir percevoir la réalité objective des projets et en ayant toujours le même objectif, celui de "by-pass" la responsabilité du Québec dans le domaine de l'intervention du développement régional lié aux priorités des intervenants du milieu. C'est pour cela qu'on a refusé et on va continuer de le faire. Mais rien n'empêche, par une entente sectorielle, d'atteindre exactement les mêmes objectifs. Du développement forestier ou minier, si c'est bon pour l'Est du Québec, cela peut l'être pour l'Abitibi, cela peut l'être pour d'autres régions. C'est ce type d'entente que nous voulons signer.

Le Président: Dernière question complémentaire, M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Question additionnelle au même ministre. Le ministre qui vient de répondre ne se rappelle-t-il pas que M. De Bané, alors qu'il était ministre responsable du MEER, avait fait des propositions au gouvernement du Québec pour une entente régionale qui aurait donné à l'Est du Québec des centaines de millions dans un programme intégré, fédéral-provincial, et que le gouvernement actuel a refusé? Le ministre peut-il nier cela? Le ministre peut-il également nier que, dans une entente sectorielle, on peut prendre les deniers consacrés à un secteur et les placer, à sa discrétion, dans bien d'autres régions que celles qui sont le plus affectées par le chômage?

Le Président: M. le ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional.

M. Gendron: Très rapidement, je peux répondre que nous pouvons, dans le cadre d'une entente sectorielle, établir les dispositions requises pour nous garantir que les sommes d'argent seront utilisées aux fins pour lesquelles on aurait signé des ententes sectorielles. Cela a toujours été possible, c'est encore possible aujourd'hui et c'est ce qu'il faut signer.

Le Président: Question principale, M. le député de Maskinongé.

Les problèmes des cercles d'amélioration du bétail désaffiliés

M. Picotte: Merci, M. le Président. Nous avons une quatrième, une cinquième et une sixième question pour le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Il était ici au début de la période des questions, est-ce qu'on pourrait le rappeler à son devoir, s'il vous plaît?

Il existe, au Québec, une Association des cercles d'amélioration du bétail qui comptait 90 cercles d'amélioration du bétail. Depuis au moins un an, 47 de ces cercles se sont désaffiliés de l'association et ont voulu être reconnus par le ministère du Revenu comme cercles d'amélioration du bétail de façon autonome dans leur travail. Est-ce que le ministre de l'Agriculture peut me dire, dans le conflit qui concerne les cercles d'amélioration du bétail désaffiliés, s'il a eu des communications avec son collègue du ministère du Revenu dans le but de faire cesser les soi-disant cotisations? Est-il entré en communication avec le ministère du Revenu? Est-ce que quelqu'un de son bureau ou de son cabinet est entré en communication avec lui ou quelqu'un du ministère, un sous-ministre ou autres, dans le but de régler le problème des CAB désaffiliés présentement au Québec?

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Garon: C'est une question d'interprétation du ministère du Revenu concernant les cotisations des cercles d'amélioration du bétail. Je pense que c'est une question qui s'adresse au ministre du Revenu, elle ne s'adresse pas au ministre de l'Agriculture.

M. Picotte: M. le Président...

Le Président: M. le député de Maskinongé, en complémentaire.

M. Picotte: Je m'excuse, M. le Président, mais j'ai demandé au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation s'il avait eu des conversations, lui ou son personnel à ce sujet. C'est ce que j'ai demandé. Si j'ai d'autres questions à poser par la suite, je les adresserai au ministre du Revenu.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Garon: J'ai des conversations avec le ministre du Revenu à peu près tous les jours. Sur ce sujet en particulier, je sais que la question a déjà été discutée avec le ministère du Revenu. Je ne pourrais pas vous dire qui en a traité au ministère du Revenu, mais je sais qu'il y a des gens qui en ont parlé avec le ministère du Revenu au sujet de son interprétation.

Le Président: On va laisser le ministre du Revenu en complément, après, on pourra revenir en complémentaire. M. le ministre du Revenu.

M. Marcoux: La question touche directement le ministère du Revenu puisqu'elle touche la détermination de leur statut soit de travailleur autonome ou de salarié. Ce que je peux dire, c'est qu'à la direction de la législation du ministère du Revenu, on a eu des discussions avec des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, mais que la décision, l'interprétation finale du ministère du Revenu concernant la détermination de statut de travailleur autonome ou de salarié à partir du dossier, du cas du CAB de Saint-Vallier n'est pas encore définitive et déterminée. Nous avons également des consultations avec les fonctionnaires du gouvernement fédéral pour essayer d'arriver à une interprétation commune. Lorsque nous aurons l'interprétation définitive, à ce moment, nous agirons en conséquence. Ce dont j'ai assuré les représentants du milieu agricole, c'est qu'une fois que la décision sur l'interprétation de la loi actuelle serait

rendue, si elle n'était pas à leur satisfaction et si elle devait impliquer des changements législatifs soit de la part du ministère du Revenu, soit concernant la Loi sur les sociétés agricoles, il y aurait lieu à ce moment d'avoir des discussions avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Mais tant que la décision, l'interprétation du ministère du Revenu n'est pas rendue, ces discussions ne sont pas nécessaires au niveau politique.

Le Président: En complémentaire, M. le député de Portneuf.

M. Pagé: M. le Président, brièvement, au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Compte tenu que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est familier avec les problèmes des inséminateurs, dans les cercles d'amélioration de bétail qui sont désaffiliés, est-ce qu'il pourrait indiquer à cette Chambre si, pour le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le ministère, un inséminateur qui travaille pour un tel cercle d'amélioration de bétail est un travailleur salarié ou un travailleur autonome?

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Garon: Ce n'est pas une question qui relève du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. C'est une question qui relève du ministère du Revenu. Or, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a rencontré les gens du Revenu à ce sujet, a discuté avec eux si un inséminateur doit être considéré comme un travailleur autonome ou non. Maintenant, la décision ne dépend pas du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Elle dépend du ministère du Revenu. N'essayez donc pas de faire des niaiseries pour dire: Qu'est-ce qu'on fait faire comme représentations? On discute avec eux sur la façon...

M. Pagé: Question de privilège, M. le Président.

Le Président: Question de privilège, M. le député de Portneuf.

M. Pagé: Il ne s'agit pas là de niaiseries. Il s'agit là d'une question importante pour les producteurs agricoles du Québec et vous devriez être capable de vous prononcer.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Garon: C'est évident que c'est une

question importante. Il y a des conséquences à déterminer si cela va être taxé de telle ou telle façon. C'est évident que c'est important. Maintenant, ce qu'on dit, c'est qu'il y a une décision qui va être prise au ministère du Revenu. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a fait des représentations auprès du ministère du Revenu. Mais c'est le ministère du Revenu qui est responsable des interprétations, ce n'est pas le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. C'est clair comme de l'eau de source.

Le Président: Question complémentaire, M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Fidèle à son habitude, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ne pense rien de ces sujets. Est-ce que le ministre du Revenu pourrait me dire s'il est au courant qu'au gouvernement fédéral, Revenu Canada traite ces gens comme des travailleurs autonomes. Pourquoi le Québec n'en ferait-il pas ainsi et pourquoi la décision n'est-elle pas rapide plutôt que de laisser peser cette épée de Damoclès faite de dizaines de milliers de dollars à percevoir auprès des CAB désaffiliés? Est-ce que c'est une combine à cause de M. Tremblay, qui est chef de cabinet du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; qui fait qu'on retarde cette décision?

Le Président: M. le ministre du Revenu.

M. Marcoux: Je peux assurer les membres de la Chambre que ce n'est pas du tout à cause de quelque intervention que ce soit du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation que la décision retarde. En ce qui concerne l'interprétation actuelle que le gouvernement fédéral fait de sa Loi sur le ministère du Revenu, lui aussi, je peux vous l'assurer, réexamine cette question parce qu'elle a des implications fiscales importantes par rapport à sa propre loi. La dernière chose que les gens ont souhaitée, ceux que j'ai rencontrés, dont des inséminateurs, lors de discussions que j'ai pu avoir avec les représentants de l'UPA, c'est d'en faire une question politique. Ils ont dit: Ce qu'on veut, c'est avoir votre interprétation de la loi actuelle. Si cette interprétation ne nous satisfait pas, nous ferons les représentations nécessaires auprès du ministère des Finances, du ministère du Revenu ou auprès du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Mais je peux vous assurer que les représentants du monde agricole, la dernière chose qu'ils souhaitent, c'est une interprétation politique de la Loi sur le ministère du Revenu. C'est ce que vous

essayez d'avoir aujourd'hui. Cela ne sera pas une décision politique.
(16 heures)

Des voix: Bravo!

M. Bisailon: M. le Président...

Le Président: En complémentaire?

M. Bisailon: Non.

Le Président: Question principale, M. le député de Sainte-Marie.

Arrêt de transport en commun à Montréal

M. Bisailon: Depuis ce matin, encore une fois, les Montréalais sont sans transport en commun. Il y a quand même 2 000 000 de personnes qui sont touchées par cet arrêt de travail. Avant qu'on soit placé devant une loi spéciale, il me semble que ce serait peut-être important de savoir s'il y a des mesures intermédiaires qui peuvent être prises. Je voudrais savoir de la part du ministre du Travail si, à partir du moment où il y a eu un débrayage illégal, mais localisé, il y a eu des interventions de la part du ministre. Le Conseil de maintien des services essentiels a-t-il eu à intervenir et quel jugement le ministre peut-il porter sur le fait que l'ensemble du transport en commun a été arrêté par la CTCUM, malgré le fait qu'il s'agissait d'un débrayage isolé dans un des garages de la CTCUM?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Fréchette: M. le Président, comme sans doute l'ensemble des membres de cette Chambre, j'ai appris hier soir, à l'occasion d'un bulletin de nouvelles que ce conflit venait d'éclater à la CTCUM. Je pense que personne, ni celui qui vous parle ni non plus sans doute le député de Sainte-Marie - personne au ministère du Travail non plus - ne pouvait prévoir qu'effectivement, ce matin, nous allions nous retrouver dans cette situation. Les renseignements que j'ai sont sujets à caution au moment où on se parle, parce que je n'ai pas effectivement reçu l'ensemble des renseignements qui me permettraient de faire un dossier complet. Ils sont sujets à caution et sans doute aussi, si la situation l'imposait, à rajustement dans un sens ou dans l'autre, mais on me dit que le conflit procéderait de trois sources différentes. Il y aurait un premier problème qui proviendrait du fait que des sanctions disciplinaires auraient été imposées à certains travailleurs.

Deuxièmement, l'autre source du conflit serait le fait qu'il y aurait eu des contrats de sous-traitance d'accordés à l'intérieur de cette unité d'accréditation et troisièmement,

il y aurait également ce problème - qui ne surgit pas pour la première fois, d'ailleurs - des travailleurs à temps partiel. L'employeur a pris la décision, dès ce matin, de se présenter devant les tribunaux, de se présenter devant la Cour supérieure aux fins d'obtenir une injonction ordonnant le retour au travail des salariés qui sont touchés par le conflit, l'employeur ayant prétendu, d'une part, que ces gens se retrouvaient dans l'illégalité, alors qu'ils prétendent être dans la légalité pour des motifs qu'ils ont invoqués et mis sur la place publique.

Lorsque je suis arrivé ici en Chambre à 14 h 55, on m'a informé qu'effectivement la Cour supérieure venait de prononcer son jugement. On me dit également - et c'est sous la même réserve dont j'ai parlé tout à l'heure - que la cour aurait maintenu l'injonction demandée par l'employeur et ordonné le retour au travail. Le député de Sainte-Marie va comprendre que je parle toujours au conditionnel, n'ayant pas eu l'occasion de voir les conclusions très précises auxquelles le tribunal en est venu. Si le député de Sainte-Marie me le permet, je ferai cette vérification et lui donnerai les autres renseignements.

Le Président: La période des questions est terminée.

Aux motions non annoncées. Il n'y en a pas.

Enregistrement des noms sur les votes en suspens.

M. Lalonde: Il y en a.

Le Président: Ah! M. le...

M. Lalonde: Non, il s'agit du député de Marquette.

Le Président: M. le député de Marquette, aux motions non annoncées.

M. Dauphin: Oui, M. le Président. Où est-elle, ma motion?

Des voix: Ah! Ah!

M. Dauphin: C'est l'émotion. Oui, M. le Président. Si je peux avoir un peu de silence.

M. Garon: Il la cherche.

**Motion conjointe d'appui
au Sommet québécois
de la jeunesse**

M. Claude Dauphin

M. Dauphin: Avec un peu de sérieux, M. le Président - et je m'excuse - j'aimerais obtenir le consentement de cette Assemblée pour présenter la motion suivante: "Que

l'Assemblée nationale du Québec, par la voix de tous ses parlementaires, donne son entier appui au Sommet québécois de la jeunesse, une initiative de jeunes de divers horizons qui travaillent d'arrache-pied depuis des mois à réunir quelques milliers de jeunes âgés entre 15 et 29 ans, venant de tous les coins du Québec, dans le cadre de 16 sommets régionaux qui se tiendront le mois prochain et d'un sommet national qui se déroulera à Québec au cours du mois d'août 1983."

Je tiens à préciser que c'est une motion conjointe avec le député de Verchères et le député de Sainte-Marie qui auront l'occasion d'intervenir sur ladite motion également.

Si vous me permettez quelques instants, effectivement se tiendront, à compter de juin 1983, le mois prochain, 16 sommets régionaux dans les 16 régions du Québec. Finalement, se tiendra aussi ici même à Québec, à l'Université Laval, un sommet provincial ou national prévu pour la mi-août 1983. Les sommets régionaux dans les 16 régions du Québec seront composés effectivement de jeunes âgés entre 15 et 29 ans. Il est prévu que ce sera représenté par 50% de filles et 50% d'hommes, que les participants proviendront des différentes communautés culturelles du Québec et que ce sera composé de travailleurs, d'étudiants, de chômeurs et d'assistés sociaux. Ces colloques régionaux et le colloque national se veulent non partisans et apolitiques. C'est pour cette raison, depuis le début de l'organisation de ces colloques, que j'ai pris une part active à leur élaboration.

La forme de ces sommets régionaux et ce sommet national comprendra deux volets: le premier volet permettra la discussion, sous forme d'ateliers, d'échanges sur des thèmes bien précis, qui préoccupent énormément les jeunes par les temps qui courent; le deuxième, l'expression, qui sera la démonstration des expertises développées pour les jeunes dans tous les domaines d'intervention, que ce soit sur le plan culturel, technologique, éducationnel, social, ou autre.

Quant au financement, il est prévu que le gouvernement fédéral déboursa le tiers, que le gouvernement provincial déboursa l'autre tiers et que l'entreprise privée, ainsi que l'autofinancement du sommet par la vente de macarons ou autre chose, financera le reste.

Je souligne aussi que la presque totalité des députés, je dirais même la totalité, a également consenti à donner une subvention au sommet à même son budget.

J'ai eu maintes occasions de le signaler ici en cette Chambre, les jeunes au Québec actuellement subissent un sort qui n'est pas des plus réjouissants. Que l'on pense au chômage qui atteint 25% des jeunes entre 15 et 25 ans, que l'on songe à tous les assistés

sociaux - il y en a près de 170 000 en bas de 30 ans, le groupe des 144 dont on a parlé souvent, qui ont 144 \$ par mois pour survivre - et également à un phénomène de découragement que l'on retrouve parmi eux. Plus de 40% des jeunes du Québec sont sous-utilisés. Je crois personnellement, ainsi que tous les députés de ma formation, que cet événement permettra aux jeunes de s'exprimer sur leurs problèmes et de s'organiser pour eux, avec eux et faire les revendications nécessaires au différents niveaux de gouvernement.

J'en profite également pour féliciter tous les organisateurs de ces sommets régionaux et ce sommet national, que j'ai rencontrés personnellement, ainsi que tous ceux qui ont accepté de faire partie du comité des amis du Sommet québécois de la jeunesse. À titre d'exemple, je mentionne Léon Dion, Raymond Garneau, ancien ministre des Finances, le père Laframboise, votre humble serviteur, ainsi que le député de Verchères, comme je le disais tantôt.

En terminant, au nom de ma formation politique j'aimerais donner un appui à ce sommet national et aux différents sommets régionaux qui auront lieu dans tout le Québec. Merci, M. le Président.

Le Président: M. le député de Verchères.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: M. le Président, ce n'est pas tous les jours, dans cette Assemblée, que les gens du Québec ont l'occasion de constater qu'une motion non annoncée est présentée de façon conjointe. J'aurais très bien pu, comme représentant du parti ministériel, demander que ce soit d'abord nous qui prenions la parole, mais on voulait signifier d'une façon non traditionnelle l'importance que des députés de l'Assemblée nationale du Québec accordent à cet événement important qui constitue le Sommet québécois de la jeunesse.
(16 h 10)

Cela fait maintenant des mois, presque un an, que des gars et des filles du Québec, majoritairement de moins de 25 ans, s'activent un peu partout à organiser un événement de parole et d'expression qui va permettre à des milliers de jeunes au Québec, et par eux, peut-être à l'ensemble de la jeunesse du Québec qui pourrait s'identifier à cet événement-là, de passer un certain nombre de messages, d'abord de se les passer entre eux, les jeunes, ces messages-là. Des messages de prise de conscience de leur situation et de leur potentiel, mais aussi l'occasion pour les jeunes du Québec, à travers cet événement de passer un message à la population adulte.

Message à la fois aussi angoissant par rapport à leur réalité, au drame que des milliers de jeunes en difficultés vivent actuellement, aux angoisses que vivent d'autres jeunes qui n'ont pas ces problèmes, mais qui se demandent ce que le lendemain va leur réserver. Et aussi, M. le Président, le potentiel de créativité, les possibilités qui foisonnent un peu partout à travers le Québec.

À titre de représentant du Secrétariat à la jeunesse, M. le Président, je peux vous dire que j'ai eu l'occasion, au cours des derniers mois, de parcourir le Québec et que je vais avoir encore plus d'occasions, dans les prochaines semaines, de le faire. On voit partout au Québec des groupes de jeunes s'organiser, prendre leurs affaires en main, autour de leur situation économique difficile, des groupes de jeunes assistés sociaux, des groupes de jeunes travailleurs, autour de leur situation de personnes qui veulent, à un moment donné, dans l'histoire du Québec et dans l'histoire de leurs communautés locales, avoir un rôle significatif à jouer. De plus en plus, on voit poindre des solutions concrètes, des solutions tangibles, des solutions à la dimension des communautés qui sont issues des groupes de jeunes, qui sont issues des gars et des filles du Québec qui ont décidé de prendre leurs affaires en main et de ne pas se laisser décourager par une situation qui, à bien des points de vue, ne laisse pas beaucoup d'espoir actuellement.

Cet événement, M. le Président, mérite d'être appuyé par les pouvoirs publics. Il mérite d'être appuyé par le gouvernement du Québec. Et le gouvernement du Québec a été le premier à reconnaître l'importance de cet événement et à y apporter un appui concret. Plus de 400 000 \$ de fonds publics vont être octroyés aux groupes qui organisent actuellement cet événement majeur dans tout le Québec. Mais, ce qu'il était important de souligner, c'est qu'au-delà de l'appui que le gouvernement a apporté au sommet il y avait aussi l'appui du Parlement du Québec, de l'ensemble des élus de tous les horizons, de toutes les formations politiques, qui considèrent que cet événement doit être souligné et qui considèrent que leur responsabilité d'élus doit servir à appuyer cet événement qui, malheureusement, n'est pas encore bien connu, peut-être parce qu'on n'est pas habitués à voir des jeunes s'organiser et organiser des choses aussi spectaculaires.

On n'a pas donné, dans les médias et dans l'actualité, toute la résonance que cet événement mérite et tout le défi qu'il représente aussi. C'est dans ce sens que je voudrais aujourd'hui faire un appel. Le gouvernement du Québec a fait sa part. Les députés de l'Assemblée nationale - mon collègue le disait - ont fait leur part. Tous vont octroyer une subvention d'au moins

200 \$ et, dans certains cas, plus élevée, à travers leurs enveloppes budgétaires. Le gouvernement fédéral va aussi faire sa part.

Mais il y a des gens au Québec qui, depuis un certain temps, tiennent un discours - et je pense qu'ils ont raison de le tenir - en nous rappelant que c'est fini, l'État providence. Et on a, je pense, maintenant à passer de la parole aux actes. Le discours que le milieu des affaires tient, en particulier, est un discours qui a été, entre autres, entendu par le gouvernement. On en a eu la preuve encore hier soir, lors de la présentation du budget. Mais, maintenant, les gens qui tiennent le discours de mettre un frein à l'État providence doivent aussi faire leur part. Si on souhaite que le sommet québécois ne soit pas uniquement appuyé financièrement par les gouvernements, par les pouvoirs publics, il y a des gens qui vont devoir passer maintenant de la parole aux actes et sortir un peu d'argent de leurs goussets pour faire en sorte que le financement du Sommet québécois de la jeunesse ne soit pas uniquement un financement gouvernemental - qu'il soit gouvernemental au niveau québécois ou fédéral - mais qu'il soit aussi un financement populaire: les gens d'affaires, les petites gens au Québec qui ont peut-être le goût de voir leurs enfants s'impliquer et qui ont les moyens financiers d'appuyer cette initiative et cet événement.

Il y a aussi, pourquoi pas, les centrales syndicales. On ne leur demande pas de donner des millions. Mais on pense que, là aussi, ils détiennent un pouvoir dans notre société. Ils détiennent des ressources. Cela vaudrait la peine que, comme les élus, comme les gouvernements, comme les pouvoirs publics, ils mettent concrètement l'épaulé à la roue.

Je voudrais terminer, M. le Président, en faisant un appel, peut-être à cause de ce qu'on indiquait tantôt, de la difficulté d'avoir une résonance dans les médias. Il y a beaucoup de jeunes qui, encore actuellement, au moment où on se parle, à quelques semaines de la tenue des sommets régionaux et du sommet national, n'ont pas encore entendu parler du Sommet québécois de la jeunesse. Ils se demandent si ce n'est pas une affaire du gouvernement, dans certains cas. Ils se demandent ce qu'on va y faire. Je pense que ce qu'on vise à faire aujourd'hui, c'est de donner plus de résonance, mais aussi de permettre à des jeunes de se poser la question: Est-ce que le Sommet québécois de la jeunesse, ce n'est pas aussi mon affaire? Est-ce qu'il n'y aurait pas lieu que plus de gars et de filles du Québec s'intéressent à cet événement, y participent localement, régionalement et au niveau national? Cet événement sera réussi dans la mesure où la jeunesse du Québec tout entière considérera qu'elle peut marquer l'histoire du Québec,

marquer l'évolution sociale du Québec, par un événement spectaculaire, bien sûr, mais un événement où on aura fait ses devoirs, où on aura travaillé consciencieusement à établir une relation entre la jeunesse du Québec et la société adulte, à bâtir la crédibilité des jeunes et à prouver à l'ensemble de la société que notre principale ressource naturelle, notre première richesse naturelle, c'est probablement et sûrement, d'abord et avant tout, la jeunesse du Québec. Cet événement vise à permettre à tous les jeunes d'en prendre conscience et vise aussi à permettre à l'ensemble de notre société de donner un coup de pouce et de se tasser un peu afin de permettre aux jeunes de prendre leur place.

Cet événement sera réussi dans la mesure où les jeunes vont relever ce défi. C'est un défi énorme, il faut savoir ce qu'est une organisation comme celle-là pour comprendre comment, en si peu de temps, on va amener les jeunes du Québec à se réunir. C'est un défi qui pose des questions, mais c'est un défi qui vaut la peine d'être appuyé. C'est la raison pour laquelle les députés de l'Assemblée nationale sont aujourd'hui invités eux aussi à signifier d'une façon concrète leur appui à cet événement qui, on l'espère pour tous ceux et celles qui s'intéressent à la situation des jeunes au Québec, sera un tournant pour la prise de conscience et la prise en charge par les jeunes de leurs propres affaires et de leur destin. Merci, M. le Président.

Le Président: M. le député de Sainte-Marie.

M. Guy Bisaillon

M. Bisaillon: M. le Président, je tenterai d'être bref en apportant mon concours à cette résolution qui est devant nous et qui vise à appuyer cette organisation du Sommet québécois de la jeunesse. Je ne peux cependant pas m'empêcher de remarquer, à travers tous ces mouvements et tous ces murmures qu'on entendait à l'Assemblée nationale, pendant que mes deux camarades présentaient cette motion, qu'il semble bien qu'ici, dans cette Assemblée nationale, l'insémination artificielle semble avoir plus d'attrait que le Sommet québécois de la jeunesse ou que le fait que 2 000 000 de Montréalais marchent dans la rue.

Il semble que, quotidiennement, à partir de maintenant, nous aurons peut-être l'occasion, comme parlementaires, d'exprimer non seulement un appui dans une motion, mais un appui concret dans les congrès régionaux lors des colloques régionaux, un appui concret aux jeunes qui participeront à ces colloques.

Je voudrais souligner l'aspect inusité non seulement de la motion qui est devant

nous, puisqu'elle est présentée conjointement par des députés de l'Assemblée nationale, mais surtout de cette démarche des jeunes qui vise non seulement à analyser leurs besoins et leurs problèmes, mais qui vise plutôt à tenter de déboucher sur des modes d'intervention qui leur seront propres et qui les impliqueront eux-mêmes. Je pense que c'est un fait nouveau dans des organisations de jeunes qu'il nous faut souligner.

Je termine en faisant une suggestion. Il me semble qu'il pourrait être intéressant pour chacun des parlementaires qu'à la suite des colloques régionaux et du Sommet québécois de la jeunesse, on puisse recevoir ici, en commission parlementaire, les jeunes qui auront tenu leur sommet pour qu'ils viennent rencontrer les parlementaires et les mettre au courant non seulement de l'analyse qu'ils auront faite, mais aussi des modes d'intervention qu'ils auront décidés et des modes d'action qu'ils auront privilégiés. Merci, M. le Président.

Le Président: M. le député d'Argenteuil.

M. Claude Ryan

M. Ryan: M. le Président, juste une remarque très brève. Je m'associe à la motion qui est présentée, mais je voudrais vous informer que j'éprouve un certain sentiment de réserve vis-à-vis du climat d'unanimité qu'on voudrait créer autour de cette initiative. Je pense qu'il faut éviter de se faire des illusions. J'ai été mêlé longtemps aux organisations de jeunesse autrefois et si nous avions organisé un sommet comme celui-là avec un parrainage aussi chaleureux de la part du pouvoir politique, j'aurais été un peu inquiet.

Je voudrais émettre le vœu que, dans la réalisation du projet, les responsables sachent tenir leurs distances vis-à-vis du pouvoir politique de façon que ça ne devienne ni de manière directe, ni de manière indirecte, une sorte de tribune pour la promotion des intérêts de quelque formation politique que ce soit, et en particulier du gouvernement, qui dispose, pour se créer des sympathies dans des causes comme celle-là, de beaucoup plus de moyens que n'en disposera jamais une Opposition. (16 h 20)

J'écoutais le message du député de Verchères et je trouvais que, dans le ton, il y avait quelque chose qui justifie une remarque de cette nature-ci. Encore une fois, je suis sympathique à l'idée, mais j'espère que les responsables sauront prendre et garder leurs distances vis-à-vis du pouvoir politique. Je prévois qu'une chose comme celle-là comporte des difficultés extrêmement sérieuses, parce que cela vient se situer sur un plan tellement large, tellement global, que rejoindre la véritable

réalité qui est en bas, ce sera un défi colossal. Merci.

Le Président: La motion du député de Marquette et du député de Verchères est-elle adoptée?

M. Lalonde: Adopté.

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Nous passons donc à l'enregistrement des noms sur les votes en suspens.

M. Charbonneau: M. le Président.

Le Président: M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: Question de règlement. J'aimerais simplement qu'au procès-verbal il soit enregistré que la motion a été présentée conjointement par les trois députés. Je pense que, dans votre présentation, vous avez omis de parler du député de Sainte-Marie.

Le Président: Je m'en excuse auprès de vous et, plus particulièrement, auprès du député de Sainte-Marie.

La motion du député de Marquette, du député de Verchères et du député de Sainte-Marie est adoptée.

M. Lalonde: Adopté. Réadopté.

Le Président: Réadopté.

À l'enregistrement des noms sur les votes en suspens, nous avons effectivement un vote à prendre. Qu'on appelle les députés. (16 h 24 - 16 h 28)

Mise aux voix de la motion d'amendement et de la motion principale proposant que l'Assemblée réaffirme le droit du Québec à gérer son industrie des pêches maritimes et rejette le rapport Kirby

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons mettre aux voix la motion d'amendement du député de Nelligan proposant que la motion en discussion soit amendée en remplaçant, à la première ligne, le mot "réaffirme" par les mots "tout en réaffirmant"; et en remplaçant tous les mots après le mot "maritimes", à la troisième ligne, par les mots suivants: "demande que la commission parlementaire de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunisse dans des délais raisonnables pour étudier les implications du rapport Kirby sur les pêches maritimes du Québec et insiste pour que, entre-temps, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation prenne, de concert avec le gouvernement fédéral, les

mesures intérimaires qui s'imposent pour l'ouverture des usines et de la pêche dans les régions et ports où celle-ci est indûment retardée".

Que ceux et celles qui sont pour cet amendement veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lalonde, Bourbeau, Scowen, Ciaccia, Mailloux, Vaillancourt (Orford), Mme Bacon, MM. Marx, O'Gallagher, Vallières, Assad, Mathieu, Caron, Blank, Maciocia, Polak, Mme Dougherty, MM. Fortier, Rivest, Gratton, Pagé, Picotte, Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Paradis, Lincoln, Bissonnet, Cusano, Dubois, Sirros, French, Doyon, Kehoe, Houde, Middlemiss, Hains, Leduc (Saint-Laurent).

Le Vice-Président (M. Rancourt): Que ceux et celles qui sont contre cette motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Bertrand, Jolivet, Mme Marois, MM. Bédard, Morin, Johnson (Anjou), Bérubé, Lazure, Gendron, Godin, Biron, Marcoux, Ouellette, Martel, Léonard, Tardif, Garon, Marois, Clair, Fréchette, Brassard, Duhaime, Chevrette, Richard, Paquette, Leduc (Fabre), Proulx, Gauthier, de Bellefeuille, Mme Lachapelle, MM. Vaillancourt (Jonquière), Dean, Rodrigue, Gagnon, Dussault, Vaugeois, Desbiens, Bordeleau, Rochefort, Laplante, Baril (Arthabaska), Marquis, Boucher, Mme Harel, MM. Beauséjour, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Champagne, Perron, Blais, Blouin, Dupré, Lachance, Gravel, Lavigne, Brouillet, Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), LeMay, Lafrenière, Beaumier, Payne, Paré, Tremblay, LeBlanc, Bisailon.

Le Secrétaire: Pour: 37
Contre: 65
Abstentions: 0

Le Vice-Président (M. Rancourt): La proposition d'amendement est rejetée.

S'il vous plaît!

Nous allons mettre aux voix, maintenant, la motion principale du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation proposant que cette Assemblée réaffirme le droit du Québec à gérer son industrie des pêches maritimes et rejette les recommandations du rapport du groupe fédéral d'étude des pêches de l'Atlantique, présidé par M. Michael Kirby, comportant des pertes de droits et de juridictions pour le Québec. Que ceux et celles qui sont pour veuillent bien se lever, s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Taillon), Bertrand, Jolivet, Mme Marois, MM. Bédard, Morin, Johnson (Anjou), Bérubé,

Lazure, Gendron, Godin, Biron, Marcoux, Ouellette, Martel, Léonard, Tardif, Garon, Marois, Clair, Fréchette, Brassard, Duhaime, Chevrette, Richard, Paquette, Leduc (Fabre), Proulx, Gauthier, de Bellefeuille, Mme Lachapelle, MM. Vaillancourt (Jonquière), Dean, Rodrigue, Gagnon, Dussault, Vaugeois, Desbiens, Bordeleau, Rochefort, Laplante, Baril (Arthabaska), Marquis, Boucher, Mme Harel, MM. Beauséjour, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Champagne, Perron, Blais, Blouin, Dupré, Lachance, Gravel, Lavigne, Brouillet, Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), LeMay, Lafrenière, Beaumier, Payne, Paré, Tremblay, LeBlanc, Bisailon.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Que ceux et celles qui sont contre cette motion veuillent bien se lever. S'il vous plaît, à l'ordre!

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure)...

Le Vice-Président (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: ...Lalonde, Bourbeau, Scowen, Ciaccia, Mailloux, Vaillancourt (Orford), Mme Bacon, MM. Marx, O'Gallagher, Bélanger, Vallières, Assad, Mathieu, Caron, Blank, Maciocia, Polak, Mme Dougherty, MM. Rocheleau, Fortier, Rivest, Gratton, Pagé, Picotte, Johnson, Paradis, Lincoln, Bissonnet, Cusano, Dubois, Sirros, French, Doyon, Kehoe, Houde, Middlemiss, Hains, Leduc (Saint-Laurent).

Le Secrétaire: Pour: 65
Contre: 39
Abstentions: 0

Le Vice-Président (M. Rancourt): Motion adoptée.

M. le leader du gouvernement.

M. Bisailon: Question de privilège, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de privilège, M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisailon: M. le Président, je vais vous adresser une question de privilège que je vais transformer en demande de directive pour rappeler notre règlement sur la tenue d'un vote. Il me semble que les nombreux commentaires qu'on entend pendant la tenue d'un vote, de même que les interventions, les interruptions et les applaudissements enlèvent du prix aux votes qu'on prend à l'Assemblée nationale. Il me semble que la résolution qui

vient d'être votée, par exemple, a perdu un peu de sa valeur, justement à cause de tout ce qui a entouré le vote qui a été tenu. Je vous demanderais, M. le Président, de nous donner des directives claires en ce sens pour que les votes soient pris sérieusement et dans le calme.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Sainte-Marie, je suis...

M. Bertrand: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: ...je voudrais faire un certain nombre de motions pour faire siéger des commissions.

Des voix: Ah! Ah!

Le Vice-Président (M. Rancourt): Je voulais dire au député de Sainte-Marie que j'ai demandé le silence à cette Assemblée à plusieurs occasions durant la prise du vote et qu'à l'avenir, j'aimerais bien qu'on observe un peu plus de silence pour qu'on entende au moins le secrétaire adjoint nommer les députés et leur comté. M. le leader du gouvernement.

Travaux des commissions

M. Bertrand: Sur les motions, M. le Président...

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Bertrand: ...cet après-midi, de 16 h 30 à 18 heures, trois commissions parlementaires: au salon rouge, la commission de l'énergie et des ressources; à la salle 81-A, la commission des affaires culturelles pour l'étude des crédits de ce ministère et à la salle 91-A, pour environ une heure et demie - mais, de toute façon, cela va la mener à 18 heures - la commission du travail pour terminer l'étude de ses crédits. Demain, de 10 heures à 12 h 30, deux commissions parlementaires...

M. Lalonde: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! Question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: Oui, je pense que le règlement interdit au leader du gouvernement de faire siéger trois commissions pendant que

la Chambre siège. J'aimerais qu'il nous indique laquelle ne siégera pas, si on ne donne pas notre consentement.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, on tient absolument à ce que la commission parlementaire sur LG 2 siège, de même que celles des affaires culturelles et du travail. On demande donc votre consentement pour qu'elles siègent toutes les trois.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: M. le Président, nous donnons notre consentement.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Demain matin, M. le Président, deux commissions parlementaires, de 10 heures à 12 h 30, une au salon rouge - LG 2, toujours - et l'autre à la salle 81-A, celle de l'industrie, du commerce et du tourisme pour l'étude des crédits de ce ministère.

Le Vice-Président (M. Rancourt): La motion du leader du gouvernement est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté.

M. Pagé: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Rancourt): En vertu de l'article 34?

M. Pagé: Oui.

Le Vice-Président (M. Rancourt): En vertu de l'article 34, M. le whip de l'Opposition.

Réponses aux questions inscrites au feuillet

M. Bertrand: M. le Président, avant...

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: ...j'aurais des réponses à apporter à des questions qui sont inscrites au feuillet d'aujourd'hui. J'espère que le député de Sainte-Marie...

Des voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît:

M. Bertrand: Oui, le député de Sainte-Marie est à son siège. Je voudrais lui indiquer qu'en réponse à la question qui est à l'article 2) du feuillet d'aujourd'hui, question posée par M. Bisailon au président du Conseil du trésor relativement au programme de primes à l'initiative, je fais le dépôt d'un document.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Document déposé.

M. Bisailon: M. le Président...

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Sainte-Marie.

M. Bisailon: ...en réponse à une demande qui m'a été adressée par le leader du gouvernement, je tiens à le remercier d'avoir déposé le document.
(16 h 40)

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Que cela est bien dit!

Aussi, M. le Président, une question du député de Portneuf à l'article 4) du feuillet, posée au ministre des Affaires intergouvernementales, et qui portait sur la Journée du Québec tenue à Acapulco, au Mexique, réponse donnée.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Document déposé.

Recours à l'article 34

En vertu de l'article 34, M. le whip de l'Opposition.

M. Pagé: Merci, M. le Président. En vertu de l'article 34, je voudrais porter certains faits à la connaissance du leader du gouvernement et lui poser évidemment une question. En 1982, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre de l'époque, le 1er juin, avait accepté le principe qu'une commission parlementaire puisse se réunir pour étudier et entendre les représentants de la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Cette année, nous avons demandé au ministre du Travail à quel moment il entendait convoquer cette commission. Il nous a répondu la semaine dernière qu'on aurait le loisir de le faire lors de l'étude des crédits. Comme on le sait, l'étude des crédits du ministère du Travail est amorcée depuis hier. Selon l'entente intervenue entre les deux leaders, l'enveloppe de temps disponible était de neuf heures. Or, il appert que, sur cette période, près de six heures ont été consacrées à l'étude de la

Commission de la santé et de la sécurité du travail. Il est apparu hors de tout doute qu'une autre période serait nécessaire pour pouvoir entendre le juge Sauvé, président de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, qui est tributaire et qui aurait à répondre des actes de la commission devant les élus.

J'aimerais demander au leader du gouvernement à quel moment il entend nous confirmer la date où sera convoquée la commission parlementaire du travail pour entendre la Commission de la santé et de la sécurité du travail et terminer ce qui s'est fait depuis deux jours.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, n'ayant pas été informé de la façon dont se sont déroulés les débats à cette commission parlementaire qui étudie les crédits du ministère du Travail, je préfère en discuter avec mon collègue et en informer la Chambre ensuite, s'il y a lieu.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Westmount.

M. le leader de l'Opposition.

M. Lalonde: M. le Président, sur la même question, je remercie le ministre d'avoir pris avis, mais pourrait-il nous dire s'il est d'accord qu'une commission parlementaire siège spécifiquement sur la CSST, comme l'engagement a été pris l'an dernier, semble-t-il, et ce, dans l'esprit de la réforme parlementaire qui verrait la création de commissions parlementaires pour les organismes autonomes. Ce serait un bon projet pilote.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, dans le cadre de cette réforme parlementaire, la création de la Commission des organismes autonomes nous amènerait à faire en sorte que ce ne serait pas le leader qui déciderait des organismes qui viendraient se présenter ou des dirigeants d'organismes qui viendraient se faire entendre devant la Commission des organismes autonomes. Si nous pouvons procéder rapidement à l'implantation de cette réforme parlementaire, j'ai bien l'impression qu'une des premières initiatives qui sera prise par cette commission, qui prendra elle-même ses décisions sans devoir en référer au leader parlementaire du gouvernement, sera peut-être d'inviter la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le

député de Westmount.

M. French: M. le Président, en vertu de l'article 34, les intervenants du milieu affecté par le projet de loi no 3 sur les archives ont fait valoir leur intérêt à voir retarder pendant une certaine période les séances publiques maintenant prévues pour le 17 mai, mardi prochain. N'y aurait-il pas lieu de retarder ces auditions publiques afin de permettre à tous les intervenants de ce milieu - qui ne sont pas habitués à suivre les travaux de l'Assemblée nationale, et donc qui ont pris connaissance du projet de loi un peu en retard - d'avoir l'occasion de s'exprimer?

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Oui, M. le Président. Nous avons effectivement pris connaissance d'un certain nombre de demandes qui nous ont été acheminées. Avec le ministre des Affaires culturelles, nous avons convenu de reporter l'étude de ce projet de loi en commission parlementaire une semaine plus tard, c'est-à-dire le 24 mai.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Saint-Louis.

M. Blank: M. le Président, j'ai une question à poser en vertu de l'article 34 au leader. Les journaux d'aujourd'hui font état qu'un projet de loi pour réglementer l'usage de la cigarette est prêt et même qu'une copie du projet de loi est entre les mains des journalistes. Est-ce possible que le gouvernement dépose une copie du projet de loi en première lecture dans les jours qui suivent et que nous, les députés, puissions voir ce qu'il y a dans ce projet de loi qui n'est pas dans le mien.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, pour l'instant, ce n'est qu'un article de journal. Il n'y a pas eu de discussion, ni de décision au Conseil des ministres relativement à ce dossier. Alors, pour l'instant, comme leader parlementaire, je ne peux donner aucune autre information à l'Assemblée nationale.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Saint-Louis.

M. Blank: C'est qu'en fait, il n'y pas de projet de loi qui soit prêt, ce n'est pas l'intention du gouvernement d'en déposer un cette année?

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

Les affaires du jour. M. le leader du

gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, c'est la journée de l'Opposition.

Motion proposant que l'Assemblée dénonce la politique sucrière du gouvernement

Le Vice-Président (M. Rancourt): Aux affaires du jour, nous avons aujourd'hui une motion en vertu de l'article 91 du règlement qui se lit comme suit: "Que cette Assemblée dénonce la politique sucrière du gouvernement péquiste, plus particulièrement en matière d'immobilisation et de commercialisation." Cette motion est au nom du député de Huntingdon.

M. le député de Huntingdon.

M. Claude Dubois

M. Dubois: M. le Président, par cette motion sur la politique sucrière du gouvernement du Québec, menée par le ministre de l'Agriculture, j'ai voulu aborder ce sujet, particulièrement en ce qui a trait à la commercialisation du sucre blanc et en ce qui a trait aussi aux immobilisations réalisées par le ministère de l'Agriculture par l'entremise de la Raffinerie de sucre du Québec. Je veux aussi, par cette motion, informer la population du Québec, informer les contribuables du Québec, faire la lumière sur ce dossier très dispendieux. Je veux renseigner la population et les contribuables du Québec parce que leurs taxes, beaucoup de leurs taxes sont en jeu dans ce dossier.

La production du sucre au Québec a commencé en 1943. À ce moment-là, on était en guerre et il y avait rationnement du sucre blanc. Alors, une décision fut prise par le gouvernement du temps d'établir, à Saint-Hilaire, une raffinerie. La production fut assez stable jusqu'en 1978, au moment où le premier ministre du Québec annonçait, lors du discours inaugural de cette année-là, une politique sucrière pour le Québec. Une fois la politique sucrière annoncée, il fallait quand même que le ministre de l'Agriculture prenne en main ce dossier. C'est ce qui est arrivé. Aujourd'hui, il est à la conduite de cette aventure. On aura quand même plusieurs éléments à exposer, M. le Président.

Je crois qu'on aurait dû en rester là où on en était en 1978 dans le dossier du sucre, puisque la production était stable, que les équipements étaient déjà payés et qu'on avait acquis une expertise. On pouvait continuer à acquérir une expertise dans la production de la betterave à sucre, ce qui est, à mon sens, assez important. On pouvait travailler sur l'augmentation de la productivité, sur les variétés nouvelles de betteraves. En tout cas, il y avait, dans ce secteur, place à amélioration. Et je pense

qu'on aurait dû rester là où on en était sur le plan des capacités. Le ministre de l'Agriculture en a décidé autrement. Il a voulu créer son propre monstre. Il a voulu satisfaire ses appétits féroces et personnels, des ambitions sans doute électoralistes. Et, à la suite de tout cela, le ministre commande une étude sur la faisabilité et la rentabilité d'une grosse usine qui pouvait atteindre 700 000 tonnes de betteraves traitées annuellement.

Les chiffres sur lesquels le ministre et le Conseil des ministres se sont basés pour décider d'injecter jusqu'à aujourd'hui 55 000 000 \$ - on verra que, plus tard, cela peut atteindre 90 000 000 \$ - sont ceux de 0,36 \$ la livre du sucre brut importé, sucre de canne. Alors, on a fait toute une étude sur un prix de 0,36 \$ et un prix progressif année après année, pour s'apercevoir aujourd'hui que le prix actuel sur le marché FAB-Montréal est de 0,072 \$ et l'étude fut faite sur 0,36 \$ la livre. Depuis 40 ans, la moyenne du prix international du sucre numéro 11, le sucre de canne importé, est de 0,0654 \$. Et, l'étude sur laquelle le gouvernement s'est basé pour investir nos millions de dollars partait de 0,36 \$. Vous voyez la logique de ce gouvernement. Étant donné que le prix actuel est de 0,072 \$ pour du sucre brut FAB-Montréal et qu'en plus, on s'aperçoit que, de mois en mois, le prix du sucre sur le marché international descend, s'affaisse, et que vous achetez actuellement du sucre de canne, ou du sucre blanc - enfin, du sucre de betterave, on est obligé de le vendre au même prix, même si cela nous coûte beaucoup plus cher - vous achetez actuellement du sucre blanc, produit fini, à 7% de moins qu'on le payait en 1982. On voit tout de suite le réalisme de ce gouvernement dans des décisions aussi importantes sur le plan financier.

(16 h 50)

Pour une compagnie qui traite du sucre de canne brut, ça lui coûte 160 \$ par tonne métrique rendu au port de Montréal. Savez-vous combien ça coûte actuellement produire une tonne de sucre de betterave au Québec? Il nous en coûte 900 \$ la tonne métrique versus 160 \$ la tonne pour du sucre brut importé. C'est une production qui est supportée à environ 550%. C'est indécent au maximum.

J'ai bien précisé qu'il en coûtait au Québec 900 \$ la tonne pour produire du sucre brut à partir de la betterave à sucre. Cela fait une différence de 740 \$ la tonne payée par nos taxes et nos impôts.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de règlement, M. le whip adjoint de l'Opposition.

M. Gratton: M. le Président, je m'excuse auprès de mon collègue de Huntingdon, mais, au moment où on aborde un débat qui est quand même assez important, je constate qu'on n'a pas quorum à l'Assemblée nationale. Non seulement n'avons-nous pas quorum, mais le ministre à qui s'adresse le député de Huntingdon n'est même pas présent en Chambre. Il me semble que c'est tout à fait inacceptable et je vous prierais de voir à ce que le ministre de l'Agriculture soit au moins présent pour prendre connaissance des doléances de l'Opposition.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Je pense que vous savez déjà, M. le député de Gatineau, que le quorum est de onze personnes. Quant à la demande que le ministre soit présent, c'est une demande autre que le quorum. Je vois maintenant le ministre de l'Agriculture ici même dans cette Assemblée.

M. Marois: Question de privilège.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de privilège.

M. Marois: Je m'excuse infiniment auprès du collègue qui avait la parole, mais je profite de cette brève interruption pour soulever cette question de privilège. Le député de Portneuf, tout à l'heure, dans une question en vertu de l'article 34, a laissé entendre à cette Chambre, parlant de l'ancien ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, que j'avais pris un engagement en cette Chambre pour autoriser la tenue d'une commission parlementaire sur la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Je pense qu'il l'a fait de bonne foi, sans doute mal informé. Je ne lui impute aucune responsabilité, mais je voudrais rétablir les faits. C'est inexact.

J'ai déjà proposé antérieurement une rencontre avec tous les officiers supérieurs de la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Si tant est que l'Opposition tient toujours à avoir une commission parlementaire, en plus de cette rencontre que j'avais proposée, je rappelle que j'avais dit: Nous aurons l'occasion, lors du dépôt d'un projet de loi concernant l'ensemble du régime de réparation des lésions professionnelles, d'examiner en long et en large - je n'ai pas le texte devant moi - en commission parlementaire, en présence des officiers supérieurs de la commission, l'ensemble de toutes et chacune des questions que les membres de cette Assemblée nationale voudraient bien soulever.

Je pense que le député conviendra avec moi que je n'avais jamais pris l'engagement formel, précis, de tenir une commission parlementaire comme telle, strictement

limitée sur le sujet qu'il évoque.

M. Pagé: M. le Président, très brièvement...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît, oui.

M. Pagé: Si vous permettez, je voudrais en quelques secondes confirmer ce que vient d'énoncer le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, qui était à l'époque ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre. L'ensemble de la question tourne autour d'une commission parlementaire. J'ai évoqué tout à l'heure que le ministre s'était engagé à ce qu'une commission parlementaire se tienne en me référant à un texte qui m'a été soumis et qui a été tiré du journal des Débats, où il apparaissait que le ministre s'était engagé à ce que la question soit débattue en commission parlementaire.

Or, après vérification, je conviens que la commission parlementaire à laquelle référerait le ministre n'était pas une commission parlementaire spéciale qui devait se réunir pour entendre particulièrement la Commission de la santé et de la sécurité du travail, et le ministre évoquait à ce moment-là, après lecture des textes, une commission parlementaire qui se réunirait dans le cadre de l'étude d'un projet de loi. Je confirme les propos qu'il vient de nous indiquer. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): La question de privilège du ministre a été entendue. Même sans avoir droit à une réplique, je constate que, de chaque côté de cette Assemblée, les faits sont maintenant clarifiés. Je dis au député de Huntingdon que le temps imparti à la question de privilège ne lui sera pas enlevé. M. le député de...

M. Dubois: Je l'espère.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, sur une question de...

M. Garon: Privilège, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): ...privilège. M. le ministre.

M. Garon: Je voudrais dire, M. le Président, qu'il est bon qu'on sache qu'on peut suivre un débat sans être présent en cette Chambre. Il y a une salle attenante dans laquelle je suis le débat en compagnie de gens qui, d'ailleurs, sont des spécialistes de la question du sucre et qui sont estomacés de voir les chiffres que donne le député de Huntingdon.

Des voix: Oh! Oh! Oh!

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! M. le ministre, vous avez le droit d'invoquer votre privilège et de clarifier une situation, mais pas d'aborder le fond du sujet. Vous aurez le droit, dans votre intervention, qui, j'imagine, pourra suivre celle du député de Huntingdon, de clarifier les choses et d'apporter des arguments aux propos du député de Huntingdon qui ne vous satisfont pas. Vous aurez tout le loisir de le faire.

Je redonne la parole au député de Huntingdon.

M. Dubois: M. le Président.

M. Garon: M. le Président, c'est simplement pour clarifier comme il se doit cette question de privilège.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Une voix: Il faut bien clarifier.

M. Garon: Très brièvement. Vous savez qu'au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, il y a plusieurs dossiers à régler et je dois faire quelques appels téléphoniques. C'est pourquoi je suis le débat de la pièce attenante à l'Assemblée nationale en même temps que je règle des dossiers. J'essaie de faire le plus de travail, M. le Président.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, question de privilège.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Question de privilège, M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Parlant des privilèges de cette Assemblée, je tiens à faire remarquer à l'honorable ministre que, tout en comprenant ce qu'il vient de nous dire, si tout le monde faisait cela, le président serait un peu mal pris ici. Si chacun s'occupait à écouter au perroquet ou à suivre à la télévision en circuit fermé ce qui se passe à l'Assemblée, je pense que le ministre sera d'accord avec moi que l'Assemblée nationale perdrait un peu de sa raison d'être ou du moins de son cachet.

Une voix: Tout le monde a des appels téléphoniques à faire.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Huntingdon, vous avez la parole.

M. Dubois: M. le Président, de toute façon, la population saura bien porter un jugement sur le ministre.

J'ai indiqué - même si le ministre est

estomaqué - que cela coûtait 900 \$...

M. Tremblay: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît, M. le député de Chambly.

M. Dubois: ...par tonne de sucre brut de betterave pour produire au Québec. Ces chiffres-là, M. le Président, sont faciles à vérifier.

Une voix: Il ne connaît rien!

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! À l'ordre!

M. Dubois: Les coûts de production, additionnés aux coûts d'exploitation et aux coûts d'assurance-stabilisation qui, en 1980 et en 1981, se sont élevés à 4 850 000 \$, sur des reçus de primes de 250 000 \$, ceci donnait un déficit, en deux ans, de 4 600 000 \$ strictement pour l'assurance-stabilisation. En plus, on a 55 000 000 \$ d'investis. C'est de l'argent qu'on n'a pas ici, au Québec, qu'on a emprunté, et il faut payer des intérêts sur ce montant. J'ai calculé 5 500 000 \$, c'est-à-dire 10% d'intérêt, plus les frais d'exploitation et l'assurance-stabilisation. Cela donne un montant de plus de 900 \$ la tonne de sucre brut de betterave. Comparativement à 160 \$ la tonne pour le prix d'importation, cela fait une différence de 740 \$ la tonne.

J'ai indiqué, tout à l'heure, que les marchés du sucre s'effondraient. Cela va aller de mal en pis dans la politique sucrière du Québec. Le ministre décide quand même d'investir des millions de dollars. Les pertes, il n'y a rien là. Il n'y a rien de trop beau. On a investi 55 000 000 \$ jusqu'à maintenant. On va se rendre à 90 000 000 \$ selon toutes les indications. Mais, encore là, politique partisane, une politique électoraliste, M. le Président. Cela touche les tripes des Québécois. C'est peut-être vrai, oui. Mais, à 740 \$ la tonne, je suis prêt à manger du sucre de canne au lieu de manger du sucre de betterave. Les 55 000 000 \$, je préférerais les voir investis dans des domaines qui rapportent. C'est là le problème, M. le Président. C'est là qu'il faut situer le dossier.

Le ministre commence, dans son dossier de 55 000 000 \$, à acheter de la ferraille des États-Unis, ferraille qui arrivait de AAA Sugar Company, Easton, Maine. D'ailleurs, c'est facile de prouver que c'est de la ferraille qu'il a achetée. Cette ferraille qui vient des États-Unis a même augmenté les coûts d'installation et d'équipement à Saint-Hilaire. C'est le bon ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui a décidé d'acheter cela d'un coup sec. C'est sa première bêtise.

Les prévisions de coût de construction

à Saint-Hilaire ont toutes été dépassées. Les prévisions ne se sont révélées vraies pour aucun équipement qui a été acheté. Mais, encore là, l'orgie de fonds publics, il n'y a rien là pour le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. (17 heures)

M. le Président, on sait une chose. Le Québec, comme province, a un port de mer et, comme tous les pays qui ont un port de mer, il importe du brut de canne, au prix du marché mondial. Il aura tendance à baisser, dans les années qui viennent, puisqu'il y a des surplus énormes. Les pays ne font pas la bêtise, généralement, à part la France et l'Allemagne, de produire de la betterave. Le ministre fait le contraire de 99% des pays du monde; il dit: Nous, on se lance dans la betterave. C'est la pratique et la coutume de culture des pays du tiers monde. Je ne sais pas si le ministre de l'Agriculture prévoit qu'on fera bientôt partie des pays du tiers monde parce que notre capacité économique diminue, notre capacité financière diminue. On va peut-être s'y retrouver un jour, c'est pour cela qu'on se lance dans la production de la betterave à sucre. On va peut-être faire de la canne plus tard, en serre, on ne sait jamais.

Donc, une politique très coûteuse et qui va laisser un goût amer dans la bouche des Québécois. Le Marie perle aura un goût amer tout à l'heure car il faudra des deniers publics qu'on n'a pas pour payer les énormes déficits actuels de la Raffinerie de sucre du Québec.

Maintenant, j'aimerais vous parler des coups bas du ministre. C'est beau à voir. Le ministre décide de vendre du sucre blanc, le ministre décide de s'attaquer à une entreprise privée qui s'appelle Sucre Saint-Laurent. Il va voir les dirigeants de cette entreprise et leur dit: Vous allez me raffiner du sucre blanc, 43 000 tonnes; je vais me tourner et aller les vendre à vos deux meilleurs clients. Quelle réaction peut avoir Sucre Saint-Laurent dans un tel cas?

Le ministre a décidé de voler les deux principaux clients de Sucre Saint-Laurent, qui étaient Provigo et Métro, d'ailleurs, à coups de fonds publics. Vous remarquerez que le ministre n'a jamais nié avoir acheté la clientèle de Métro et de Provigo, le tout pour environ 1 400 000 \$ - le ministre n'a jamais nié ce fait - en plus des escomptes additionnels très importants de même que toutes sortes de bénéfices marginaux. Le ministre s'attaque à une compagnie privée, c'est beau! Quelle compagnie privée, au Québec, aura maintenant confiance au gouvernement actuel? Elles ne peuvent avoir confiance parce qu'elles ne savent pas quand il viendra saisir leurs meilleurs clients et ce, dans n'importe quel secteur d'activité.

Le ministre demande à Sucre Saint-Laurent de raffiner du sucre à forfait pour

lui voler ses clients. Il a vu cela, il s'est retourné et il est parti pour Toronto donner, sur un plateau d'argent, à Redpath Toronto, pour raffiner du Marie perle, un contenu québécois. Le ministre de l'Agriculture du Québec, ce grand nationaliste séparatiste part pour Toronto faire raffiner son sucre. En plus - le pire, c'est ça - des 43 000 tonnes de sucre raffiné à Toronto, le Marie perle qu'on dit québécois, le sucre de chez nous est moins de chez nous que celui de l'an passé, qui venait de Sucre Saint-Laurent. Le sucre qui venait de Sucre Saint-Laurent l'an passé avait un contenu et une main-d'oeuvre québécoise. Il y a un contenu québécois chez Redpath, mais il n'y a plus de main-d'oeuvre québécoise, c'est une main-d'oeuvre torontoise.

Redpath, à n'importe quel prix, pouvait raffiner le sucre du ministre parce que Redpath avait besoin d'un contenu québécois pour pénétrer les marchés du Québec. Ce qui est arrivé, c'est que Redpath a eu en cadeau du ministre un contenu québécois; Redpath peut maintenant facilement s'attaquer au marché du Québec sur le plan institutionnel, sur tous les marchés institutionnels du Québec. Elle peut aller vendre aux compagnies qui ont reçu, par exemple, des subventions de la SDI, où les subventions sont conditionnelles à un contenu québécois. Redpath ne demandait pas mieux; elle peut se permettre aujourd'hui d'attaquer le marché du Québec, elle peut se permettre de tuer Sucre Saint-Laurent, notre seul raffineur. C'est le cadeau que le ministre a donné, c'est beau à voir! On a tout un ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation! L'entreprise privée, il s'en fout royalement pour autant que ses vues, sa petite politique partisane, électoraliste et séparatiste passe. Le sucre de chez nous, ça touche les tripes, mais je peux vous dire que le sucre Marie perle, actuellement, est moins québécois que ne l'était le sucre Saint-Laurent l'an passé. Le sucre Saint-Laurent, l'an passé et l'année précédente, avait le contenu, la betterave, et, en plus, la main-d'oeuvre québécoise. Aujourd'hui, Redpath Toronto. Contenu de sucre du Québec, oui, mais pas de main-d'oeuvre du Québec, par exemple. Le sucre Marie perle, qu'on dit bien de chez nous, est moins québécois, est moins sucré québécois que ne l'était le sucre Saint-Laurent depuis 1980. Le ministre me répondra là-dessus, s'il le veut.

Il y a un autre domaine que j'aimerais souligner. Le ministre a charrié en cette Chambre en disant que le ministère de l'Expansion économique régionale, en accordant sa subvention de 7 000 000 \$, a établi des conditions. Cette subvention était conditionnelle à ce que la Raffinerie de sucre du Québec ne raffine pas de sucre fini. Je dois dire que c'était très logique et je pense qu'un gouvernement responsable ne

pouvait pas faire autrement. La raison est qu'on a une raffinerie au Québec qui a une capacité excédentaire actuellement de l'ordre de 100 000 tonnes. Elle avait cette capacité dans le temps. On a besoin au Québec d'un total de 240 000 tonnes. Il y a Atlantic Sugar qui en fait 60 000 tonnes pour Steinberg. En plus, Sucre Saint-Laurent a une capacité de 260 000 tonnes, donc c'est très excédentaire ici au Québec. Est-ce que le fédéral devrait donner des fonds publics au ministre Garon pour aller faire crever Sucre Saint-Laurent, pour avoir une deuxième raffinerie au Québec avec les fonds publics? Ce serait déplacer des "jobs" au lieu d'en créer parce qu'une deuxième raffinerie au Québec quand on est excédentaire, il n'y a pas une "job" qui serait créée. La condition qui fut émise par le MEER était raisonnable, sensée et logique parce qu'on n'a pas besoin d'une deuxième raffinerie. On n'a pas besoin de déplacer des emplois. On n'a pas besoin de tuer une entreprise privée.

C'est la raison pour laquelle le MEER a indiqué: On vous donne 7 000 000 \$, mais à condition que vous n'alliez pas vers le produit fini. C'est ce qui est arrivé. M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation nous a prouvé hors de tout doute qu'il n'a aucun respect pour l'entreprise privée. Il nous a prouvé que tuer une compagnie, l'écraser, la torpiller, cela ne le dérange pas du tout pour autant que son cheminement politique s'accomplisse. Ce que le ministre veut, c'est accomplir l'indépendance; par un dossier ou par l'autre, cela n'a pas d'importance. Il s'est servi du sucre, cette fois. Demain, il peut se servir du lait et du fromage. Il peut torpiller n'importe quelle compagnie, tout est bon. Le Conseil des ministres approuve cela. C'est très surprenant de voir comment ces gens d'en face se comportent.

J'ai beaucoup d'autres sujets, je vais poursuivre. Au lieu de jeter l'argent par les fenêtres, comme ce gouvernement le fait actuellement, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, au lieu de dilapider nos dollars, nos millions, devrait se servir de cet argent pour nos vrais producteurs agricoles. Le ministre a un dossier dans son bureau qui s'appelle le Northern Creek. La plus grande région productrice de légumes au Québec dépend de la correction de ce cours d'eau. C'est une correction très dispendieuse. On le sait. Cela fait sept ans que je le demande au ministre. Le dossier est prêt. Il manque une décision du ministre. Ce sont les plus gros producteurs agricoles du Québec en horticulture. Ce sont des produits exportés aux États-Unis majoritairement. Je demande au ministre de toucher à ce dossier dans les plus brefs délais. Nous, du comté de Huntingdon, même si nous sommes du côté de l'Opposition, nous avons le droit d'avoir

des services. Nous payons des taxes et des impôts équilibrés comme tous les autres comtés, au pouvoir ou non.

Je demande au ministre de donner une réponse dans les plus brefs délais aux agriculteurs de ma région qui ont besoin d'un service immédiat. Ils ont besoin d'un service pour des raisons particulières. Ils ont de très gros investissements et, à l'heure actuelle, ils ne savent même pas s'ils vont pouvoir semer cette année. Au lieu de jeter l'argent dans le sucre, M. le Président, qu'on en mette donc un peu pour aider nos producteurs agricoles qui sont en détresse à cause de la lenteur du ministre.

En dehors des cadeaux qu'on a donnés à Redpath, en dehors du privilège que M. Garon lui donne sur un plateau d'argent de venir vendre du sucre au Québec, il y a le que le Marie perle est beaucoup moins sucré qu'on peut le croire. La petite annonce qu'on fait à la télévision est tellement trompeuse. On dit: Un produit bien de chez nous. C'est très beau à voir, mais pourtant le Sucre Saint-Laurent, l'an passé, était plus de chez nous. C'est un dossier qui touche les tripes des Québécois et le ministre le sait. Cela touche les sentiments de la population. Un sucre bien de chez nous, oui cela touche les sentiments. Mais il était temps que le public le sache. La petite annonce est trompeuse, le sucre Marie perle est moins sucré Québec que l'était l'an passé le sucre Saint-Laurent. J'espère que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, la Raffinerie de sucre du Québec et le gouvernement vont cesser de tromper la population avec nos dollars.

Je demande au ministre de cesser ses opérations de camouflage. La politique sucrière a toujours été une politique cachée par le ministre. On a eu droit à une annonce, en 1978, d'une politique sucrière au Québec. Après cela, ce fut fini. Ce qu'on a su, c'est que cela prenait des millions et des millions et on a voté une loi 63, l'an passé, comportant quelque 50 000 000 \$ et le ministre achève de les dépenser. J'imagine qu'il va revenir avec une autre loi pour avoir d'autres millions et, pendant ce temps, la production de la betterave à sucre au Québec chute au lieu de monter. Elle a diminué l'an passé comparativement à 1981. Cette année, en plus, je demande au ministre de me répondre dans son discours et il me dira combien de producteurs vont semer des betteraves cette année. Combien de tonnes il s'attend d'avoir cette année? Nous sommes rendus aujourd'hui au 11 mai, les betteraves à sucre devraient être semées avant le 5 mai, passé le 15 mai; il est trop tard.
(17 h 10)

Je ne souhaite pas qu'on ne puisse pas semer des betteraves, mais il reste que c'est un dossier très risqué. On met 100 000 000 \$ - parce qu'il va y avoir

100 000 000 \$ dans cette boîte tout à l'heure - et on ne saura jamais si on va avoir des betteraves tous les ans. On doit payer avec nos taxes 900 \$ la tonne pour le sucre de betterave semi-raffiné au Québec, comparé à 160 \$ sur le marché international. Est-ce sensé de la part d'un gouvernement de jeter ainsi de l'argent par les fenêtres? Si on veut se diriger vers un pays du tiers monde - une république de bananes - d'accord, qu'on y aille, dans le sucre. C'est seulement dans ce sens-là. Mais si on veut sortir du trou un jour, il va falloir arrêter les folies furieuses comme celle qu'on fait actuellement.

Je demande au ministre, premièrement, de retirer de sa politique la commercialisation du sucre et de laisser cela à l'entreprise privée. C'était à l'entreprise privée; qu'on retourne à l'entreprise privée pour le sucre fini.

Des voix: C'est cela.

M. Dubois: L'entreprise privée a toujours fait un bon travail. Il n'y a pas un Québécois qui peut dire qu'il a manqué de sucre. Personne n'a manqué de produits du sucre au Québec, ni de cassonade. Je me demande ce que fait le ministère de l'Agriculture avec sa raffinerie là-dedans? Est-ce un rêve que M. Garon a toujours eu? Je ne le sais pas, mais c'est un rêve imbécile. Je vais vous le dire, c'est un rêve imbécile. C'est un rêve d'ignorants et un rêve de personnes qui ne savent même pas compter des sous. C'est comme cela, de l'autre bord, en face. Il n'y a pas un ministre qui sait compter. Ce sont des rêveurs. Et on a la preuve la plus concluante que tout ce que savent mettre de l'avant ces rêveurs, ce sont des dossiers qui touchent les sentiments de la population, qui touchent les tripes des Québécois. Mais quelque chose de sensé, ils ne sont même pas capables de le faire. Je veux que le ministre se retire du dossier de la commercialisation du sucre. Qu'il laisse cela à l'entreprise privée. Cela lui appartient. Elle fait un bon travail depuis de nombreuses années et elle est capable de continuer. Qu'il arrête aussi de dilapider nos compagnies privées, parce qu'il commence par la raffinerie Saint-Laurent et cela pourrait être une autre demain matin. C'est inquiétant. C'est très inquiétant pour toutes les industries du Québec. Je demande au Conseil des ministres et au premier ministre de bien évaluer le geste qu'ils viennent de poser envers la raffinerie Saint-Laurent et j'espère que cela va faire réfléchir les Québécois et les Québécoises demain matin. Comme dirait un certain ministre, oui, les Québécois et les Québécoises. J'espère que cela va les faire réfléchir sur le comportement de ce parti et sur le comportement du ministre de l'Agriculture,

un comportement irresponsable. Je vous remercie.

Des voix: Très bien!

Le Vice-Président (M. Rnncourt): M. le député de Chambly.

M. Luc Tremblay

M. Tremblay: Oui, M. le Président. J'ai comme l'impression qu'on vient de sortir du bois.

C'est avec plaisir que je parle de ce dossier, le dossier du sucre au Québec. C'est un dossier - je dois l'admettre - sur lequel j'étais, avant que les questions en Chambre soient posées récemment, relativement ignorant. Là-dessus, je remercie l'Opposition libérale de m'avoir permis de me renseigner sur un dossier de développement économique extrêmement important pour le Québec. J'inviterais d'ailleurs les gens de l'Opposition libérale à faire comme j'ai fait, à aller se renseigner un peu et ils vont cesser de prononcer des discours comme celui qu'on vient d'entendre. Ils vont réaliser que le sucre au Québec est un très beau dossier. Premièrement, je leur suggère d'écouter juste un peu. Ils vont apprendre des choses et ils vont cesser de raconter ce qu'ils racontent.

Pour les agriculteurs du Québec, c'est la culture la plus payante - la betterave à sucre - la plus payante de toutes les cultures, plus payante que le maïs, plus payante que toutes les autres productions, le lin et tout cela; la plus payante et la plus rentable pour les agriculteurs, c'est la betterave à sucre. Ils ne le savent pas, eux.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît, M. le député de Chambly. Je vais demander à cette Assemblée de laisser au moins parler la personne qui a le droit de parole et de respecter justement ce droit. Donc, M. le député de Chambly.

M. Tremblay: Merci, M. le Président, de rappeler le poulailler à l'ordre.

Présentement, au Québec, on produit 43% de notre sucre, c'est-à-dire qu'il y a la raffinerie de sucre Saint-Laurent qui vend 30% de la consommation de sucre au Québec et 13%... Ce sont mes chiffres et on pourra en discuter. J'admets que ces chiffres sont approximatifs, mais grosso modo, on produit 43% de notre sucre au Québec. Dans le cas des 30% de production vendue au Québec par la raffinerie de sucre Saint-Laurent, c'est du sucre qui provient de la canne à sucre qui, elle, est achetée à l'extérieur, est achetée dans les pays étrangers. On produit donc notre sucre complètement, si ce n'est une transformation mineure, puisque le sucre, tel qu'il sort de la raffinerie, pour être envoyé à Redpath, à Toronto, comme on l'a dit, il

est à 99% pur quand il sort de la raffinerie de Saint-Hilaire. Ce qu'il faut, pour le rendre blanc, c'est une opération inutile en ce qui concerne sa qualité pour la consommation, mais une transformation importante pour les consommateurs qui veulent avoir du sucre blanc, ce qui, à mon avis, ne serait pas nécessaire, mais ce sont les habitudes de consommation, de marketing qu'on nous a données. Donc, quand il sort de la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire, il est à 99% pur. Il suffit de le transformer et de le rendre pur à 99,7%. Donc, on peut dire que le sucre qui est produit à Saint-Hilaire par nos agriculteurs est un produit qui est presque totalement québécois, tandis que celui qui est produit par la raffinerie Saint-Laurent est un produit qui a été transformé, raffiné au Québec, mais dont le produit de base, la canne à sucre, vient de l'extérieur.

Il y a, contrairement à ce que pensent nos amis d'en face, un avenir extrêmement prometteur pour le sucre. On sait que le prix du sucre dans le monde est à son prix le plus bas depuis quarante ans. On n'a qu'à se rappeler qu'il y a moins de dix ans, huit ou neuf ans, mondialement, le prix du sucre était à 0,70 \$ ou 0,75 \$ la livre. On se le rappelle, à cette époque, on payait 5 \$ ou 6 \$ pour cinq livres de sucre. Maintenant, le prix mondial du sucre est aux environs de 0,07 \$ à 0,08 \$ la livre comparativement à 0,70 \$ ou 0,75 \$, dix fois moins qu'il y a sept ou huit ans. C'est le plus bas prix depuis quarante ans. Cela nous amène à 1943, durant la guerre. On dit souvent que, durant la guerre, ce n'était pas cher. C'est cela. Le sucre est présentement, en ce qui concerne le prix mondial du sucre, moins cher que durant la guerre. Malgré cela, malgré que nous, ici, on produise de la betterave, qu'on raffine le sucre, malgré cela et malgré que les autres raffineurs paient le sucre au prix mondial le plus bas depuis quarante ans, la raffinerie de sucre a négocié avec les épiciers une entente qui est rentable dans les conditions présentes. On peut donc imaginer que dans une situation où le prix du sucre augmenterait sensiblement, cela deviendrait très rentable. On comprend à ce moment que, les trusts du sucre fassent des pressions sur les libéraux, qui sont leurs amis, pour empêcher le Québec de s'autosuffire en sucre.

M. le Président, un autre argument milite pour la poursuite de cette politique. La betterave à sucre est tout indiquée pour produire du sucre blanc, du sucre de consommation comme on en consomme sur nos tables. Tous les pays du monde qui produisent de la betterave à sucre, c'est assez général dans le monde, veulent être autosuffisants le plus possible en sucre, et tous ceux qui le font utilisent la betterave à sucre pour en faire un produit raffiné fini, parce que cela fait un sucre mieux fini dès

le premier raffinage. Cela coûte moins cher de raffiner de la betterave que de raffiner de la canne à sucre. C'est à peu près le même prix.
(17 h 20)

De plus, M. le Président, c'est une belle industrie, créatrice d'emplois, une belle industrie qui n'est pas polluante. Cela utilise quoi, une raffinerie de sucre? Cela utilise, pour commencer, des betteraves. On extrait le sucre et il en reste la pulpe. Est-ce que la pulpe, on la jette? Non. La pulpe, on l'utilise pour engraisser les animaux. Et c'est un excellent aliment pour les animaux. Donc, les animaux la réutilisent. On n'empile pas cela à côté de l'usine. On la mange. Les animaux la mangent. Finalement, nous, les humains, on finit par en profiter. On produit aussi - et cela a été une surprise pour moi, je ne le savais pas - de la chaux pour raffiner le sucre. Cette chaux est produite à Saint-Hilaire. Elle est utilisée pour transformer le sucre, pour le raffiner, et, une fois qu'elle a été utilisée, elle garde toutes ses propriétés pour être utilisée comme fertilisant. Donc, il ne reste absolument rien qui traîne, qui reste, qui pollue, quand on raffine le sucre.

M. le Président, il y a une raison supplémentaire qui fait qu'on doit y aller et y aller fermement. Je vous ai dit tout à l'heure qu'on consommait, en fait, 13% de notre production de sucre au Québec. Il y a présentement - je ne vais pas vous parler des emplois qui sont sous-jacents - 400 producteurs de betterave à sucre au Québec, qui travaillent, qui gagnent leur vie grâce à 13% de notre consommation de sucre. Il y a, dans l'usine de la raffinerie, une centaine d'employés à temps plein et à peu près 150 employés qui travaillent six mois par année. En plus, il faudrait compter les camionneurs qui transportent la betterave, la pulpe, la chaux, et dont l'emploi dépend de la production du sucre au Québec. Si on projetait cette situation et qu'on se disait qu'on va être autosuffisant en sucre au Québec - et ce serait possible puisqu'on a le terrain qu'il faut, on a la terre qu'il faut, on a la main-d'oeuvre, on a la chaux, on a tout ce qu'il faut, il ne manque rien ici pour faire du sucre - que tout le sucre qui serait consommé au Québec serait notre production, cela multiplierait à peu près par dix les retombées économiques de la production du sucre à Saint-Hilaire.

L'activité dont on parle, M. le Président, c'est la vente, la mise sur le marché du sucre. On en a beaucoup parlé. On a dit qu'on était obligé de l'envoyer en Ontario, à Toronto, pour le faire raffiner. Parlons-en un peu de cette situation. Pourquoi est-on obligé de faire raffiner notre sucre en Ontario? C'est bien simple, c'est qu'on vit...

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Chambly, j'aimerais vous poser une question. Dans le calcul du temps, vos dix minutes sont écoulées, à moins que vous me disiez que vous parlez au nom du ministre?

M. Tremblay: M. le Président, je ne parle pas en son nom. Vous savez que...

Le Vice-Président (M. Rancourt): Dans ce cas, je vous demanderais de conclure, s'il vous plaît.

M. Tremblay: M. le Président, je demanderais le consentement de la Chambre pour pouvoir poursuivre. J'en ai à peu près pour quatre ou cinq minutes.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce qu'il y a consentement?

M. Dubois: M. le Président, il n'y a pas de consentement.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Il n'y a pas de consentement. M. le député de Chambly, vous devez conclure.

M. Tremblay: Alors, je vais conclure, M. le Président. Je laisserai à mes collègues et au ministre... Vous savez que je n'ai pas à parler en son nom. Il est capable de le faire lui-même. Alors, je conclus rapidement, puisque l'Opposition ne me donne pas son consentement, en disant qu'il y a 37 000 000 \$ qu'on épargnerait en produisant tout notre sucre ici. C'est important, cela aussi. J'invite, en terminant, les agriculteurs qui sont dans des productions qui, croient-ils, ne sont pas rentables, à envisager la possibilité de produire de la betterave à sucre. On en a besoin. Et on en a beaucoup besoin. Je voudrais féliciter les travailleurs, les agriculteurs du Québec qui travaillent dans cette industrie, qui sont dynamiques, efficaces et qui vont faire que notre autosuffisance alimentaire sera encore plus grande dans l'avenir qu'elle ne l'est maintenant. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Sainte-Anne.

M. Maximilien Polak

M. Polak: Merci, M. le Président. Je pensais que le député qui me précédait remplaçait le ministre parce qu'il parlait déjà depuis 17 minutes et le ministre n'était pas ici. Je l'ai vu arriver, après l'intervention, il marchait comme un gros singe qui sort de sa cage pendant quelques minutes dans le corridor ici.

M. Fréchette: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Fréchette: Je m'excuse auprès du député, mais je lui demanderais de relire l'article 99 où on dit qu'il est interdit d'avoir des paroles blessantes à l'endroit des collègues.

M. Polak: M. le Président, excusez-moi.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît; Sans utiliser votre temps, j'aimerais vous rappeler à l'ordre tout de suite. J'aimerais, à l'avenir, que ce soit d'un côté ou de l'autre de la Chambre, qu'on prenne bien conscience de l'article 99 et de ses sous-entendus.

M. Polak: M. le Président, peut-être ne connaissez-vous pas l'expression, ça vient des Pays-Bas. Marcher comme un gros singe, ça veut dire quelqu'un qui est bien impatient. Si cela a été mal compris, je m'excuse, je ne voulais blesser personne.

Je suis fier de parler sur ce dossier qui a été bien préparé par le député de Huntingdon de notre formation politique. On a un bel exemple ici de la politique québécoise péquiste - péquiste, ça veut dire mal appliquée - de sa politique d'achat et de sa politique de création d'emplois. Je vais vous démontrer comment l'argent est gaspillé sans aucune raison, ce qu'on constate tout le temps. Le député qui me précédait disait: Informez-vous, renseignez-vous! Je l'ai fait. La raison pour laquelle je parle sur ce dossier, c'est que mon comté n'est pas loin du comté où, justement, Sucre Saint-Laurent se trouve. Sucre Saint-Laurent se trouve dans le comté de Maisonneuve, je sais que c'est un comté péquiste, mais il y a quand même des gens qui veulent communiquer avec nous, les libéraux, pour nous demander des renseignements et un peu d'appui.

J'ai parlé avec quelques-uns des ouvriers qui ont dit: Voulez-vous, s'il vous plaît, expliquer une fois pour toutes ce dont il s'agit? Il s'agit du problème suivant. Il y a une société d'État qui s'appelle la Raffinerie de sucre du Québec, qui transformait la betterave en sucre semi-raffiné. Tout allait bien, jusqu'au moment où le gouvernement décidait - c'est la raffinerie, mais étant donné que c'est une société d'État, le gouvernement est derrière cela, il a beaucoup à dire - d'aller vers le marché de la vente au détail du sucre blanc. Le premier danger, c'est que l'État, par ses organismes, s'occupe directement de la vente du produit au public. On a vu le résultat de ce produit qui s'appelle Marie perle.

Il ne faut pas que l'État s'occupe directement de la vente au détail. On a vu assez d'exemples, dernièrement, de toutes sortes d'interventions par le gouvernement

qui ont eu un résultat désastreux. Je n'ai pas besoin de revenir sur Québecair, sur la Société nationale de l'amiante, sur les millions de dollars qui ont été gaspillés partout et qui continuent d'être gaspillés. On a maintenant un autre exemple, on vend directement le sucre.

Le deuxième problème causé par cette décision, c'est que non seulement le gouvernement va s'occuper de la vente au détail, mais, encore par l'entremise de son organisme, la raffinerie, il commence à attaquer et à affaiblir une entreprise québécoise qui existe et qui fournit de l'emploi à 400 ouvriers. Cela s'appelle Sucre Saint-Laurent, dans le comté de Maisonneuve, pas loin de chez nous, à Montréal. Je m'explique. La raffinerie, pour assurer sa rentabilité, est allée au bout du cycle de production. Quand je parle, je cite... je suis assez honnête pour le dire. Un très bon article est paru en fin de semaine, préparé par M. Alain Dubuc, qui explique très bien ce qui se passe dans ce dossier. Les autres renseignements, je les ai obtenus du député de Huntingdon et j'ai parlé à quelques-uns des ouvriers de Sucre Saint-Laurent. Je pense que je peux parler en connaissance de cause, peut-être mieux que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui n'est même pas ici, qui ne nous écoute pas, qui ne veut rien savoir, qui n'est pas là pour se laisser influencer par nous, pour peut-être changer de direction. (17 h 30)

De toute façon, la raffinerie a maintenant décidé. Quand je dis la raffinerie, je veux toujours dire l'organisme d'État. Donc, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est responsable, jusqu'à un certain point, d'une telle décision. On est allé dans la transformation finale et qu'est-ce qu'on fait? On achète ce sucre raffiné, pas ici, au Québec, à Montréal, de Sucre Saint-Laurent, non, on achète à Toronto, de la compagnie Redpath, en Ontario. On aurait pu acheter ici. Il y a un argument qui veut que cela aurait coûté trop cher de rester ici, à Montréal, chez Sucre Saint-Laurent, et que, chez Redpath, cela coûtait beaucoup moins cher. Apparemment, le dossier n'est pas trop clair sur ce point. Une chose est certaine, le gouvernement n'a jamais sérieusement négocié avec la compagnie Sucre Saint-Laurent. S'il l'avait fait, il aurait protégé 350 à 400 emplois.

M. le Président, pis encore, non seulement le gouvernement achète son sucre chez Redpath, sucre raffiné en Ontario, et, par le fait même, donne des emplois aux gens de Toronto, aux Ontariens, mais il est allé plus loin. Le gouvernement, toujours par sa régie, par la raffinerie, par son organisme, est allé chez les deux clients importants de Sucre Saint-Laurent - et ces

clients s'appellent Provigo et Métro-Richelieu - leur faire une offre: Voulez-vous acheter chez nous? Évidemment, cela vient de Redpath. On a donc réussi à enlever ces deux clients importants à la compagnie Sucre Saint-Laurent. On a donné un contrat - je vais vous donner les chiffres exacts - de...

Une voix: Environ 1 400 000 \$.

M. Polak: ...environ 1 000 000 \$...

Des voix: 1 400 000 \$.

M. Polak: 1 400 000 \$. C'est un contrat qu'on a donné à cette compagnie pour acheter le sucre raffiné en Ontario.

Une voix: Pour les deux compagnies ensemble.

M. Polak: Donc, M. le Président, la preuve est là que, non seulement on a attaqué les bons éléments de la politique d'achat chez nous, des Québécois - parce qu'on achète maintenant en Ontario; on aurait pu acheter ici, au Québec - mais également la politique de création ou de soutien d'emplois en faisant directement concurrence à une compagnie québécoise, la seule qui oeuvre dans ce domaine, à Montréal, Sucre Saint-Laurent.

M. le Président, c'est exactement le même exemple qu'on a vu dernièrement, à l'étude des engagements financiers, en commission parlementaire. Le gouvernement a donné une subvention de 1 000 000 \$ à une compagnie de Longueuil. Je vais vous expliquer le cas rapidement. Une compagnie qui manufacturait des uniformes a fait faillite. Une autre compagnie a été formée, avec du capital privé. Des gens ont dit: On va continuer cette production. Ils y ont investi leur argent. Aucune subvention du gouvernement, et cela a fonctionné.

Soudainement, il y a une troisième compagnie, qui est subventionnée par le gouvernement pour un montant allant jusqu'à 1 000 000 \$, qui commence à concurrencer la deuxième qui oeuvre avec son propre capital. Elle commence à vendre pour un prix plus bas que le prix moyen du marché. Elle commence même à aller chercher des employés clés chez son concurrent, et tout cela est subventionné par le gouvernement de la province de Québec. Croyez-vous, M. le Président, que c'est une bonne façon de promouvoir la création ou le soutien d'emplois chez nous, au Québec? On voit tout le temps des exemples comme celui-là. On voit donc clairement maintenant que la compagnie Sucre Saint-Laurent est en danger, qu'elle va perdre des clients. Elle a déjà perdu des clients importants à cause des agissements du gouvernement. Elle sera obligée de congédier ses employés.

C'est bien beau de dire, comme le député qui m'a précédé: Il faut féliciter les agriculteurs et ceux qui travaillent dans ce domaine. Je suis d'accord avec lui. Je suis très fier d'avoir des gens qui travaillent dans le domaine, qui ont des emplois, qui font de l'argent. Tant mieux pour tout le monde. Mais il faut aller un peu plus loin et ne pas oublier non plus les employés qui travaillent à Sucre Saint-Laurent parce qu'ils ont aussi le droit d'être protégés.

C'est bien beau de créer quelque 50 emplois, mais perdre, en même temps, 50 emplois chez un concurrent, on n'avance pas. Cela coûte de l'argent pour rien. C'est du gaspillage des fonds publics.

M. le Président, on a des exemples partout, tout le temps. L'affaire bizarre, c'est que cette raffinerie, Sucre Saint-Laurent, se trouve dans le comté de Maisonneuve, représenté ici à l'Assemblée nationale. J'ai parlé avec quelques-uns des employés, qui m'ont dit: Voulez-vous expliquer aux gens que nous voulons, nous aussi, que nos emplois soient protégés? On ne demande pas de subvention, on ne veut que notre salaire. On veut gagner notre vie, continuer à travailler. S'il vous plaît, expliquez donc à tous que le gouvernement du Québec ne devrait pas, par ses organismes, essayer de nous faire concurrence, essayer de nous faire perdre nos clients et nos emplois en achetant le sucre fini en Ontario. Il y a une limite! Voulez-vous expliquer cela? J'ai dit: Oui, il faut que la population le comprenne bien.

J'espère que les travailleurs du comté de Saint-Jacques - le comté de Saint-Jacques et le comté de Maisonneuve se touchent, Us sont dans le même secteur - lors de l'élection partielle du mois de juin, n'oublieront pas tout cela. Ils n'oublieront pas cette politique par laquelle vous les menacez de leur faire perdre leur emploi à cause de vos agissements. Je suis certain qu'ils vont se souvenir de la politique de soutien d'emplois, de la politique québécoise de l'État pratiquée par les péquistes. Merci beaucoup.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Shefford.

M. Roger Paré

M. Paré: Je tiens moi aussi à intervenir sur le dossier de la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire spécialement pour répondre à ce qu'on vient d'entendre. On a entendu parler de république de bananes et de singe; cela ne me surprend pas venant de l'autre côté. Cela prouve qu'ils ne connaissent pas vraiment le dossier. Ce ne sont pas des interventions constructives. En plus de vouloir détruire une autre de nos sociétés d'État, qui est rentable et qui fait travailler

des gens chez nous, comme c'est aussi le cas dans plusieurs autres dossiers, c'est une contradiction flagrante qu'on nous sert de l'autre côté, si on regarde tout ce qui s'est passé cette semaine à l'Assemblée nationale.

On nous reproche de vouloir investir dans la création d'emplois, la création d'entreprises pour écouler des produits qui font vivre des agriculteurs de chez nous alors que ce sont eux qui, chaque jour, nous demandent d'investir dans Pêcheurs Unis sans plan de relance établi. D'un côté, on nous demande d'investir et, de l'autre, on nous demande de ne pas le faire. Il faudrait que ces gens se branchent, à un moment donné, mais c'est difficile, quand on n'a pas de programme politique; donc, je les comprends très bien.

Quand on parle de la raffinerie de Sucre Saint-Laurent, on essaie de faire croire qu'on est en train de lui arracher le marché québécois, qu'on règle du chômage à Montréal pour en créer ailleurs. Il y a quand même des choses importantes à spécifier. La raffinerie Sucre Saint-Laurent n'écoule pas la betterave à sucre produite par les agriculteurs québécois, mais utilise de la canne à sucre qui vient justement de pays en voie de développement, spécialement de Cuba. Cela ne fait donc pas vivre les agriculteurs de chez nous alors que la Raffinerie de sucre du Québec, à Saint-Hilaire permet aux agriculteurs de chez nous de produire la fameuse betterave. Cela va nous permettre de faire travailler les gens de chez nous et d'écouler des produits cultivés chez nous. C'est une première chose que les gens d'en face ont oublié de spécifier; c'est important de le dire aux gens. Cela nous permet d'écouler un produit d'ici. La raffinerie Sucre Saint-Laurent traite la canne à sucre qui vient de l'extérieur. Il faut donc être logique et partir de la semence pour aller jusqu'à la consommation. C'est ce qu'on est en train de faire chez nous; nous visons l'autosuffisance d'un produit de consommation courante, régulière, quotidienne.

Une deuxième remarque. Sucre Saint-Laurent, en 1982, a raffiné seulement le tiers de la consommation québécoise. Cela veut donc dire qu'il y a amplement de place. C'est peut-être une question de marketing, une question de marché, il y a peut-être d'autres moyens à prendre, mais on ne lui enlève pas de marché. La preuve en est que c'est 15% de la production que la raffinerie de sucre de Mont Saint-Hilaire produit, 15% de la consommation. Il reste 85% pour les autres raffineries. Quelles sont les autres raffineries? Il y a Sucre Saint-Laurent et les autres sont de l'extérieur, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Il y a donc amplement de place pour une raffinerie qui nous appartient.

(17 h 40)

Qu'on ne vienne pas nous reprocher de ne pas être constants, de ne pas être concluants, de ne pas avoir une politique qui se tienne, une politique continue chez nous. La preuve en est l'adoption de la loi 90, la Loi sur la protection du territoire agricole; donc, on protège nos terres. Si on protège nos terres, on paie pour le drainage, les travaux mécanisés, les cours d'eau. On veut pouvoir exploiter nos terres le mieux possible et on fournit de l'aide aux agriculteurs. On leur fournit en même temps de l'aide par le crédit agricole, et c'est le gouvernement du Québec qui en fait le plus au Canada dans ce sens, on fournit de l'aide spéciale pour des cultures plus spécialisées comme la betterave à sucre, comme le disait mon collègue de Chambly tantôt, c'est la plus payante pour les agriculteurs. Donc, on fournit de l'aide pour cela, mais il faut aussi continuer à trouver la place pour écouler cela. La place pour l'écouler, c'est la raffinerie de sucre. On investit là-dedans aussi parce que c'est rentable, parce que c'est la suite logique à ce qu'on a fait dans le domaine de l'agriculture.

Il ne faut pas lâcher. Il faut continuer. Il faut aller plus loin. Il faut se rendre chez le consommateur. On y va par une compagnie qui fait des profits. J'aimerais vous rappeler, et cela non plus les gens d'en face ne le disent pas, mais au cours des neuf dernières années, ce sont 10 352 000 \$ de profits qui ont été réalisés par la raffinerie. Qu'on ne vienne pas nous dire que c'est une entreprise qui n'est pas rentable. C'est tout à fait rentable.

Quant à l'achat des betteraves, ce sont 30 600 000 \$ qui ont été investis. Qu'on vienne nous reprocher d'investir là-dedans, qu'ils aillent dire cela aux agriculteurs de la région spécialement à Saint-Hyacinthe. Qu'ils viennent dire cela à nos agriculteurs qu'on ne devrait pas aller plus loin là-dedans. Ce sont 30 000 000 \$ qu'on a payés pour les betteraves à nos agriculteurs. J'écoutais tantôt le député parler des travailleurs. Il n'était pas content. Qu'il aille aussi parler aux travailleurs de la raffinerie. Ce sont 13 300 000 \$ qu'on a payés durant les neuf dernières années en salaires. Imaginez-vous ce que cela a comme retombées économiques dans cette région, dans toute la grande région de la rive sud de Montréal. 10 000 000 \$ en salaires, au-dessus de 30 000 000 \$ en paiements pour le produit de base cultivé par nos agriculteurs de chez nous. Les achats, les fournitures et les services, c'est presque un autre 16 000 000 \$. Donc, dans la région, ce sont 60 000 000 \$, au cours des neuf dernières années, que le gouvernement du Québec a injectés dans une seule production.

Quand on dit qu'on protège nos terres et qu'on veut développer l'agriculture, on en a la preuve. On travaille, dans ce cas-ci,

pour un produit de consommation courante. On est allé dans le sel. C'est quelque chose qu'on consomme tous les jours. On est maintenant dans le sucre. On sait qu'il y a un marché à prendre, un marché très important et ce n'est pas le marché de l'entreprise Sucre Saint-Laurent qu'on est en train de prendre, c'est 15% seulement du marché qu'on a présentement. Même si on le doublait, il reste suffisamment de place pour Sucre Saint-Laurent. C'est à lui de concurrencer les entreprises qui sont de l'extérieur de Québec plutôt que nous. Il faut rappeler ces chiffres aussi. C'est important. Une production locale, une transformation locale et une vente sur un marché qui est quand même très important.

J'aimerais rappeler aussi - on semble nous dire que la betterave à sucre c'est plus ou moins important - que c'est très important. Quand on pense sucre, on pense toujours à la canne à sucre. Il ne faut pas oublier que présentement la betterave à sucre fournit 40% des besoins mondiaux en sucre. 40% c'est la betterave à sucre. Cela prend de plus en plus d'espace et cela en prend tellement et c'est tellement important que contrairement à ce qu'on pense souvent, que ce sont Cuba ou les autres pays du Sud, qui sont les grands producteurs, le deuxième producteur mondial, quoi qu'on en pense, malgré leurs saisons et malgré la petitesse de leurs territoires comparativement au Québec, c'est la France le deuxième producteur de sucre au monde, le deuxième exportateur de sucre au monde, grâce à la betterave à sucre. Il y a un marché non seulement local, il y a un marché d'exportation très important.

Je ne voulais pas intervenir longtemps parce que j'aimerais laisser la chance au député de Verchères qui voudrait aussi intervenir là-dessus aujourd'hui. Je ne veux pas prolonger davantage, sauf rappeler quelques chiffres, en terminant, au député qui ne semblait pas connaître le dossier tantôt. Je veux rappeler que le nombre de producteurs, qui était de 186 en 1977-1978, est passé à 319 l'année passée, en 1982-1983. Cela veut dire que c'est vraiment une relance de l'agriculture, grâce spécifiquement à ce produit, parce que non seulement on a fourni une aide au niveau de la spécialisation et au niveau de la culture, mais aussi un débouché qui est la raffinerie de Mont-Saint-Hilaire. La superficie? Ce sont 1 561 000 hectares qu'il y avait en 1976 pour passer à près de 5 000 000 d'hectares. Cela veut dire qu'on a plus que triplé. C'est ainsi dans tous les chiffres que je pourrais vous donner. Donc, il y a un potentiel illimité là-dedans. C'est à nous de prendre notre place. Et prendre notre place, ce n'est pas contre une entreprise de Montréal, mais c'est pour un marché québécois et c'est un marché qu'on ne possède qu'au tiers présentement avec

Sucre Saint-Laurent. Le deux tiers viennent du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Le marché à prendre, c'est notre marché à conquérir.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député d'Orford.

M. Georges Vaillancourt

M. Vaillancourt (Orford): M. le Président, comme le spécifie la motion de mon collègue, le député de Huntingdon, l'Opposition ne s'en prend pas aux producteurs de betterave sucrière qui sont - et c'est reconnu - parmi les meilleurs cultivateurs du Québec, mais elle veut, au contraire, les protéger en dénonçant - et je cite - "la politique sucrière du gouvernement péquiste, plus particulièrement en matière d'immobilisation et de commercialisation".

Mon intention n'est pas de critiquer la politique du ministre pour le simple plaisir de la chose. Contrairement à ce que peuvent dire certains députés ministériels, il ne s'agit pas de s'attaquer au concept d'autosuffisance comme tel, et encore moins de vouloir confiner tous les agriculteurs du Québec à la seule production laitière - exemple malheureux - à laquelle beaucoup se soumettent avec plus ou moins de bonheur. Tout ce que nous voulons, c'est expliquer clairement et le plus objectivement possible le coût économique énorme que la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire fait porter à tous et combien, par conséquent, il est aléatoire pour un producteur, quel que soit le gouvernement, d'investir quelques dizaines de milliers de dollars en équipement dans le seul but de profiter du contrat particulièrement alléchant que la raffinerie lui offre et en particulier, l'assurance-stabilisation.

En effet, - et même M. Marion le reconnaît dans son dernier rapport annuel - le sucre est une production dont le prix sur le marché mondial varie de façon cyclique, tant et si bien que le sucre en lui-même n'est payant qu'une ou deux années sur sept. Et qui plus est, l'arrivée sur le marché de divers substituts au sucre traditionnel risque d'étirer encore davantage la lente remontée vers un niveau de prix beaucoup plus intéressant. À son projet de modernisation, le ministre devrait pourtant s'assurer d'un approvisionnement considérable afin d'en arriver à traiter 5000 tonnes par jour, considérable à tel point qu'il a dû, en deux ans, payer près de 6 000 000 \$ en assurance-stabilisation et que l'année 1983 sera encore pire, d'après ce qu'on nous dit.

Bien sûr, le ministre peut aller faire son numéro d'amuseur public dans le champ, aller se vanter des 4 000 000 \$ qu'il a versés aux 250 producteurs pour la récolte de l'an dernier. Il peut dire que son projet

de raffinerie à Saint-Hilaire est l'un des plus importants projets industriels de toute l'histoire agro-alimentaire du Québec, combien de fois a-t-il répété, avant son arrivée au ministère, que les fonctionnaires envisageaient sérieusement la fermeture de la raffinerie, que les équipements de l'usine à l'époque tombaient pratiquement en ruine, que c'était la petite politique qui avait toujours présidé aux destinées de l'entreprise, qu'il veillerait lui-même à mettre en marche une politique sucrière authentiquement québécoise et que le premier mandat des nouveaux administrateurs serait de rentabiliser l'entreprise.

M. le Président, qu'est-il advenu de ces grandes affirmations pompeuses du ministre? On sait que le ministre de l'Agriculture achetait l'usine d'Easton, au Maine, en 1978. On estimait, en 1979, que les équipements acquis pourraient être réinstallés dans l'usine de Saint-Hilaire; c'étaient de vieux bâtiments. À son maximum d'efficacité, au coût de 29 000 000 \$, l'usine devait traiter 3600 tonnes métriques de betterave par jour, en dépit de l'avis des experts.

M. De Bané, un bon ami du ministre de l'Agriculture d'ailleurs, alors responsable du MEER au fédéral, décidait d'accorder une subvention de 6 700 000 \$ à la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire. Tout semble aller pour le mieux jusqu'au mois d'avril 1981. Le ministre annonce un nouveau plan. Il faut passer à 5080 tonnes métriques pour être rentable. On parle d'une usine de 600 000 tonnes par année en capacité de production, de 12 000 hectares de superficie cultivée, de nouvelles techniques de séchage et d'entreposage. On était rendu à 39 000 000 \$ en avril 1981. À combien sommes-nous rendus aujourd'hui? À 65 000 000 \$ ou 75 000 000 \$ d'investissements. (17 h 50)

Quoi qu'il en soit, il n'est plus question de démanteler l'usine originale. On érige un nouveau bâtiment pour loger les nouveaux équipements. On prétend même que la rentabilité de l'entreprise sera accrue de 50%. Qu'en est-il aujourd'hui? On ne sait plus trop combien de dizaines de millions ont été engouffrés dans cette galère. La fuite en avant se continue. Maintenant, il faut commercialiser notre sucre.

Deux raisons nous incitent à faire cette motion: la première, c'est qu'il y va tout à fait à l'encontre de l'idéologie de ma formation politique d'accepter qu'une telle société d'État constituée de nos taxes, de nos impôts, vienne écraser une entreprise du Québec, surtout lorsque celle-ci paie des taxes et des impôts au trésor québécois et fait travailler au-delà de 400 employés du Québec. Évidemment, je parle ici de Sucre Saint-Laurent.

Deuxièmement, l'Opposition a eu

l'occasion, lors de l'étude du projet de loi no 63 sur la raffinerie de sucre, il y a un an, de critiquer sévèrement le gouvernement du Québec et, en particulier, son ministre de l'Agriculture pour la très mauvaise décision prise, en 1979 et 1980, les conduisant à foncer tête baissée dans une politique sucrière basée à l'époque sur la betterave. Comme le député de Huntingdon le dit, la production de sucre à partir de la betterave ne peut rivaliser, pour ce qui est des coûts de production, avec celle de la canne à sucre. Et, dans un climat comme le nôtre, la production de betterave demeurera toujours aléatoire. Pourtant, nous sommes dans des terres de la meilleure qualité au Québec. Avec le même montant d'argent, on aurait pu construire une usine de trituration de soya ainsi qu'une usine fabriquant des substituts de sucrose. Les deux, mêmes séparées, auraient beaucoup plus d'avenir que la betterave. Cette dernière, c'est pourtant connu, ne se maintient que dans des marchés protégés, grâce à des protections douanières. La raffinerie de sucre de Saint-Hilaire restera longtemps le symbole de la mauvaise administration du gouvernement actuel, aveuglé par les folies de grandeur. L'incompétence de gens d'en face aura pour résultat de retarder le développement des productions nouvelles, rentables au Québec et de nous faire, encore une fois, dérapier dans ce qu'on appelle pompeusement le virage technologique dont on nous parle souvent un peu partout, lorsqu'on se promène dans le Québec. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Verchères.

M. Jean-Pierre Charbonneau

M. Charbonneau: M. le Président, quand j'ai appris cette semaine, en arrivant à l'Assemblée nationale, que le Parti libéral avait inscrit une motion contre la Raffinerie de sucre du Québec, je n'en revenais pas. Quand j'ai lu la motion, je me suis dit qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas au Parti libéral ou qui ne fonctionne plus. Mais, en ce qui concerne l'agro-alimentaire, la politique économique, il y a quelque chose qui a dérapé.

Quand on voit la motion qui nous est soumise: "Le Parti libéral demande à l'Assemblée nationale de dénoncer le gouvernement pour sa politique sucrière et, en particulier, en matière d'immobilisation et de commercialisation." Il faut faire la petite histoire de la raffinerie de sucre pour comprendre la situation actuelle. Quand on est arrivé au pouvoir, en 1976, la raffinerie de sucre était une boîte à patronage où on employait deux fois plus de personnes que requis, où le député était au conseil d'administration, où on avait des états

financiers lamentables, une performance économique et industrielle lamentable et qui, néanmoins, avait dans ses tiroirs et dans ses projets sur le point d'aboutir un projet de modernisation et d'immobilisation. Lorsqu'on est arrivé au pouvoir, c'était un projet d'immobilisation qui avait été préparé par les gens d'en face qui, aujourd'hui, nous reprochent et reprochent au gouvernement d'avoir adopté un projet d'immobilisation.

Qu'est-ce qu'on a fait? Avant d'acheter tête baissée, comme l'indiquait le député qui est intervenu juste avant moi, le projet d'immobilisation, on a commencé par faire le ménage à la raffinerie de sucre, on a commencé par demander au député de se retirer du conseil d'administration. On a fait le ménage et on a aussi réduit le personnel pour faire en sorte que le personnel soit correspondant aux activités économiques, et on s'est retrouvé avec une situation qui était la suivante: Est-ce que, malgré le ménage, malgré le nettoyage qu'on a fait, c'était possible de maintenir en existence une raffinerie de sucre pour, entre autres, l'activité économique agro-alimentaire qu'elle générerait dans toute la région de Saint-Hyacinthe, Saint-Hilaire, Beloeil? La réponse, c'était non. Il fallait effectivement entreprendre une étape importante de modernisation. La modernisation, ça suppose un plan d'immobilisation, ce que nous reproche aujourd'hui le Parti libéral.

On a regardé le projet d'immobilisation du Parti libéral et ça ne valait pas très cher. S'il avait fallu mettre en application le projet d'immobilisation qui avait été préparé par les gens d'en face qui, aujourd'hui, nous critiquent, ce serait une catastrophe qu'on aurait devant nous, non pas une réussite financière comme celle dont on peut être fier actuellement. C'est une catastrophe qui a été préparée et voulue par le Parti libéral. Qu'est-ce qu'on a fait? On a analysé et on a demandé à des gens indépendants du gouvernement, qui connaissaient la situation économique, qui étaient des experts en administration, de regarder quelles étaient les possibilités d'adopter et de mettre en place un plan de modernisation adéquat.

On a effectivement mis en place un plan de modernisation adéquat, un plan qui a d'ailleurs été accepté par le gouvernement fédéral et qui a amené la contribution du gouvernement fédéral. Si ça n'avait pas été important, ce plan de modernisation et d'immobilisation pour la raffinerie de sucre, est-ce qu'on pense que les amis des gens qui nous critiquent aujourd'hui auraient investi 6 000 000 \$ dans le projet de la raffinerie de sucre? Il y a vraiment une incohérence absolument remarquable dans les propos de gens qui, aujourd'hui, nous reprochent d'avoir mis en place un projet de modernisation et d'avoir investi dans l'immobilisation. On se retrouverait aujourd'hui avec une faillite, et

la raffinerie n'existerait probablement même plus au moment où on se parle s'il n'y avait pas eu un plan de modernisation et un plan d'immobilisation qui avait été accepté par le gouvernement actuel.

On a entendu des gens qui n'ont jamais mis les pieds à la Raffinerie de sucre de Québec depuis l'étude et la réalisation du plan de modernisation. Je défie le député de Huntingdon, le député de Sainte-Anne et le député d'Orford de venir visiter la raffinerie de sucre, de venir se promener dans les rangs de Saint-Denis-sur-Richelieu, de Saint-Charles-sur-Richelieu, de Sainte-Madeleine, de Saint-Thomas-d'Aquin, et de venir répéter aux travailleurs de la raffinerie de sucre ce qu'ils ont dit aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Je vous défie de venir. Vous dites: N'importe quand. Nous vous attendons avec impatience.

Je vous jure une chose. C'est que le débat que vous avez engagé aujourd'hui, vous allez le payer très cher dans la région de Beloeil, Saint-Hilaire et Saint-Hyacinthe. On va se faire un plaisir de rappeler aux producteurs agricoles de la région, aux travailleurs, aux camionneurs et à tous ceux et celles qui vivent de la Raffinerie de sucre du Québec, au cours des prochains mois et des prochaines années, le débat qui a été engagé aujourd'hui par le Parti libéral. On va se faire un plaisir de leur rappeler les propos tenus, aujourd'hui, par les députés libéraux. On va se faire un plaisir de leur souligner l'incohérence du Parti libéral, parce que si les décisions qui sont aujourd'hui critiquées n'avaient pas été prises par le gouvernement actuel, la raffinerie de sucre n'existerait plus. Il n'y aurait pas 400 producteurs agricoles qui vivraient, aujourd'hui, de la production de betterave sucrière. Il n'y aurait pas des dizaines d'employés qui, actuellement, vivent de la Raffinerie de sucre du Québec. Il n'y aurait pas des dizaines de camionneurs, sinon des centaines, à l'automne, de la région de Beloeil et de Saint-Hyacinthe, qui vivraient...

Une voix: ...pas perdu.

(18 heures)

M. Charbonneau: Non. Vous dites qu'on ne serait pas perdu. Ce serait perdu si on n'avait pas fait le plan de modernisation et les immobilisations que vous critiquez aujourd'hui dans la motion.

La motion a deux parties. Vous ne critiquez pas uniquement la phase de la commercialisation. Je laisse à d'autres collègues, entre autres, au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le soin de répondre concernant la phase de la commercialisation. Mais vous avez aussi mis dans votre motion une critique contre les immobilisations du gouvernement à l'égard de la raffinerie de sucre. Les immobilisations, c'est, en clair, le

projet de modernisation. Si on n'avait pas investi dans du béton, si on n'avait pas investi dans l'achat d'équipements, une des meilleures choses qu'on ait faites, si on n'avait pas investi dans l'agrandissement physique, donc dans l'immobilisation, à la raffinerie de sucre, cette dernière n'existerait plus. Le député de Sainte-Anne pourra toujours se plaindre qu'on enlève des jobs aux travailleurs de son comté ou de sa région, mais ces jobs-là n'existeraient pas non plus parce que la Raffinerie de sucre du Québec n'existerait plus. C'est cela l'incohérence du Parti libéral, d'avoir engagé un débat qui, finalement, remet en question les décisions que le gouvernement a prises pour sauver la Raffinerie de sucre du Québec qui était vouée inévitablement à la faillite et à la fermeture. C'était d'ailleurs la recommandation des gens du Conseil du trésor, lorsqu'on a pris le pouvoir et que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est arrivé dans ce dossier, lorsque le député de Verchères est arrivé dans ce dossier. Le premier dossier auquel j'ai eu à m'attaquer dans les heures qui ont suivi mon élection en 1976, c'est le dossier de la raffinerie de sucre. Tout le monde savait que la raffinerie, pour les fonctionnaires du Conseil du trésor, c'était une affaire à condamner, dans la situation où elle se trouvait et à cause des plans d'immobilisation et de modernisation qui avaient été préparés par le Parti libéral.

Je termine en réitérant mon invitation à tous les députés libéraux qui ont parlé aujourd'hui et qui parleront la semaine prochaine de venir dans ma région. On leur lance le défi et je leur fais la promesse solennelle que cette motion, ils vont la payer longtemps! Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Berthier.

M. Houde: Merci, M. le Président. Je demanderais l'ajournement du débat, s'il vous plaît.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Cette motion d'ajournement est-elle adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je fais motion pour l'ajournement de nos travaux à demain, 14 heures.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Cette motion d'ajournement est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Adopté.

Nos travaux sont ajournés à demain, 14 heures.

(Fin de la séance à 18 h 03)